

**« Quelles relations transatlantiques
avec la présidence Obama ? »**

Groupe d'amitié France États-Unis
de l'Assemblée nationale

ACTES DU COLLOQUE

présidé par

Louis GISCARD d'ESTAING

Président du groupe d'amitié France États-Unis
de l'Assemblée nationale,
vice-président de la commission des finances
de l'Assemblée nationale

**« Quelles relations transatlantiques
avec la présidence Obama ? »**

Sous le haut patronage de

Bernard ACCOYER

Président de l'Assemblée nationale

En présence de

Christine LAGARDE

Ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi

Bruno LE MAIRE

Secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères,
chargé des Affaires européennes

Lundi 19 janvier 2009

Salle Victor Hugo

101, rue de l'Université 75007 Paris

Avec le concours de

GMF THALES VIVENDI MICHELIN

**Le Figaro AmCham International Herald Tribune
LCP Assemblée Nationale**

SOMMAIRE

Ouverture

Louis GISCARD d'ESTAING p.7
*Président du groupe d'amitié France États-Unis
de l'Assemblée nationale, vice-président
de la commission des finances de l'Assemblée nationale*

Bruno LE MAIRE p.13
*Secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires
étrangères chargé des Affaires européennes*

Axel PONIATOWSKI p.24
*Député du Val-d'Oise, président de la commission
des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale*

Table ronde 1

Quelles relations internationales et diplomatiques ? p.30

Intervention de

Christine LAGARDE p.69
Ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi

Jean-François COPÉ p.79
président du groupe UMP de l'Assemblée nationale

Table ronde 2

Quelles relations économiques et commerciales ? p. 88

Synthèse du colloque

Louis GISCARD d'ESTAING p.125
*Président du groupe d'amitié France États-Unis
de l'Assemblée nationale, vice-président
de la commission des finances de l'Assemblée nationale*

Clôture

Jean-David LEVITTE p.129
*Conseiller diplomatique à la Présidence
de la République, ancien ambassadeur
de France à Washington*

Ouverture

Louis GISCARD d'ESTAING, *Président du groupe d'amitié France États-Unis de l'Assemblée nationale, vice-président de la commission des finances de l'Assemblée nationale*

Monsieur le ministre, Mesdames, Messieurs les parlementaires, Messieurs les ambassadeurs, Mesdames, Messieurs, permettez-moi de vous dire le plaisir que j'ai de vous accueillir dans les murs de l'Assemblée nationale à l'occasion de ce colloque, à la veille de ce 20 janvier 2009 où l'Amérique célébrera solennellement l'investiture de celui qu'elle s'est choisi pour être son 44^e président, Barack Obama.

C'est un jour historique à bien des égards compte tenu du caractère exceptionnel tant du profil du candidat élu, du processus électoral qui a abouti à ce choix du peuple américain que du contexte économique et diplomatique dans lequel il va prendre ses fonctions. Il m'est apparu particulièrement opportun d'organiser à l'Assemblée nationale, sous l'égide du groupe d'amitié France États-Unis que j'ai l'honneur de présider, un colloque sur ce thème : « Quelles relations transatlantiques avec la présidence Obama ? ».

Je voudrais naturellement remercier le président de l'Assemblée nationale Bernard Accoyer d'avoir bien voulu accorder son patronage à cette manifestation, et je vous transmets ses plus vifs regrets de ne pouvoir être parmi nous pour l'événement que représente cette journée, autant par la qualité des intervenants, que par celle des auditeurs réunis en cette circonstance. Je remercie spécialement Madame Christine Lagarde et Monsieur Bruno Le Maire d'avoir pu préserver du temps pour leur contribution lors de cette journée malgré les fortes contraintes de leurs attributions ministérielles respectives, crise économique et financière pour l'une, transition avec la présidence tchèque de l'Union

européenne pour l'autre. Je voudrais remercier et saluer les ambassadeurs, mes collègues parlementaires et toutes les personnalités présentes pour avoir répondu favorablement à notre appel, ainsi que les partenaires de ce colloque The German Marshall Fund, Thales, Vivendi, Michelin qui avec le concours d'Eurodisney, d'AmCham, *The International Herald Tribune*, du *Figaro*, de La Chaîne Parlementaire Assemblée nationale ont permis avec le concours actif et efficace de Staut & Associés, l'organisation d'un tel colloque. Que soient également remerciés la Questure et les services de l'Assemblée nationale pour leur concours. Permettez-moi de dire combien je suis heureux et honoré des interventions pendant cette journée de Jean-David Levitte, conseiller diplomatique à la présidence de la République et ancien ambassadeur de France à Washington autant que celle de Jean-François Copé, président du groupe UMP de l'Assemblée nationale, celle de mon illustre prédécesseur à la présidence du groupe d'amitié France États-Unis Axel Poniatowski, président de la commission des Affaires étrangères et celle de mon nouveau et prestigieux homologue du Sénat Jean-Pierre Raffarin successeur à cette fonction de Paul Girod, dont je salue très amicalement la présence et l'action qu'il a exercée dans cette fonction, jusqu'à notre présence conjointe à la convention démocrate à Denver.

Tout d'abord, un mot sur la spécificité et le contexte des relations entre la France et les États-Unis. Nous connaissons bien le caractère exceptionnel de l'histoire du couple franco-américain marqué par les relations de deux nations démocratiques qui n'ont jamais été opposées militairement, dont l'une a contribué à l'indépendance de l'autre et dont l'autre a permis sa libération. Mais qui ont souvent connu, d'ailleurs quoi de plus naturel compte tenu de leurs racines si distinctes, des périodes de tension ou d'incompréhension.

S'il est certain que la période récente, en particulier à propos des conditions d'engagement en Irak, a suscité l'un des moments les plus critiques dans les relations entre nos

deux pays, l'élection du président Sarkozy a engagé un processus de réconciliation entre nos deux nations, marqué notamment par son discours devant le Congrès américain le 6 novembre 2007, lui valant une longue *standing ovation* des parlementaires américains. Il ne fait pas de doute que l'élection de Barack Obama constitue à elle seule un facteur déterminant de renouveau de la relation transatlantique, car c'est précisément sur ce thème du changement que Barack Obama a construit sa victoire.

Remarquable succès électoral que celui qui fait qu'à 47 ans, il est en effet le premier président de couleur que se sont donné les États-Unis, 50 ans après la fin de la politique de ségrégation raciale. De plus, si l'on observe les résultats de l'élection présidentielle, avec un taux de participation de 66 %, la victoire de Barack Obama a su transcender indiscutablement les critères raciaux de la société américaine, lui permettant d'obtenir des scores remarquables dans des États tels que le New Hampshire ou le Maine, alors que des États du Sud tels que le Mississippi ou l'Alabama portaient majoritairement leur scrutin sur John Mac Cain.

S'inscrivant en rupture avec la politique menée par le président sortant, Barack Obama a clairement indiqué les domaines dans lesquels la politique américaine va se trouver profondément modifiée, et la constitution de l'équipe dont il s'entoure en est l'illustration.

Je retiendrai trois domaines, brièvement, laissant naturellement à nos intervenants le soin de les développer et d'en élargir le champ.

Sur le plan environnemental, dans l'esprit d'Al Gore, qui a participé à la campagne de Barack Obama, et dans le même esprit que le Grenelle de l'environnement auquel il avait assisté, la politique américaine va être désormais tournée avec volontarisme vers la réduction de la consommation de pétrole d'au moins 35 % d'ici 2030, la diminution des émissions de CO₂ de 80 % d'ici 2050 et un investissement massif dans les énergies propres de 150 milliards de dollars sur dix ans.

Sur cette nouvelle façon d'aborder la question environnementale pour les États-Unis, la désignation de Carol Browner, proche d'Al Gore et chargée de la coordination des politiques d'énergie et d'environnement est très significative, et plus symbolique encore la désignation de Steven Chu prix Nobel de physique pour diriger le département de l'énergie.

Deuxième évolution notoire, dans la politique étrangère, les relations internationales et les questions de défense, même si l'on sait bien que les fondamentaux de la vision américaine de ses intérêts risquent de n'être que peu modifiés sur le fond.

Dans la composition de l'administration mise en place par Barack Obama, de très nombreux signaux sont émis en faveur de cette vision ouverte à l'action multilatérale et à une relation plus étroite avec la France, l'Europe et avec les partenaires naturels des États-Unis. Le choix comme vice-président de Joe Biden, avec lequel nous avons eu un excellent entretien lors d'une délégation parlementaire en 2004 que conduisait Axel Poniatowski et dont je faisais partie, laisse augurer des évolutions dans la politique étrangère des États-Unis, au même titre que la nomination du général Jones qui a vécu une partie de son enfance à Paris, en qualité de conseiller à la sécurité nationale du nouveau président.

Quant à la nomination d'Hillary Clinton au poste de secrétaire d'État, elle annonce à la fois la reprise d'une politique étrangère démocrate, ouverte au dialogue, y compris avec l'Iran, et la volonté de rééquilibrer l'image des États-Unis conformément à la stratégie de campagne du candidat élu.

Enfin, c'est sur le plan de la politique économique et financière que l'arrivée de Barack Obama devrait coïncider avec de nouvelles priorités faisant une place aux investissements publics sur de nombreux fronts : infrastructures, éducation, assurance, tout en conduisant une

diminution des impôts pour 95 % des ménages et le soutien fiscal aux entreprises créatrices d'emplois.

Car si la crise financière et bancaire a pris naissance aux États-Unis sous une précédente administration, il revient au nouveau président qui s'installe demain à la Maison-Blanche, de coordonner avec les autres grandes économies du monde les efforts pour en limiter les effets et pour permettre la relance de l'économie le plus vite possible.

Au-delà des mesures contenues dans le plan Paulson, le nouveau président devra conjuguer ses efforts avec ceux des pays membres du G8, du G20 et de l'Union européenne tels que la présidence française les a réunis à l'initiative du président Nicolas Sarkozy, pour tenter de rétablir les conditions d'une gouvernance économique mondiale.

Dans son discours au Congrès, Barack Obama a affirmé vouloir entrer « dans l'ère de la responsabilité » et a rappelé que la crise actuelle « n'était pas un accident de l'histoire » mais bien le résultat de la « profonde irresponsabilité » des financiers de Wall Street et des responsables politiques qui les ont laissé agir.

Il est d'ailleurs intéressant de relever que ce nouveau chantier de coopération multilatérale s'inscrit dans le même esprit d'étroite coordination franco-américaine qui avait donné naissance à la création du G7 en 1975 à l'initiative du président Valéry Giscard d'Estaing en liaison avec son homologue américain d'alors, le président Gerald Ford.

En l'attente des premières décisions, l'avènement du nouveau président Barack Obama entouré de son équipe adresse donc des signaux très significatifs de renouveau dans les priorités des relations franco-américaines, dans l'ouverture au dialogue entre les États-Unis et ses principaux partenaires européens, même si des risques de protectionnisme et du « America First » ne doivent pas être négligés.

C'est sur cette base de confiance réciproque et de partage des responsabilités que va s'ouvrir à partir de demain un nouveau chapitre des relations franco-américaines.

Nous allons approfondir ces questions tout au long de cette journée et de ces deux tables rondes. La première table ronde, ce matin, sera axée sur les relations internationales et diplomatiques, et introduite par François Bujon de l'Estang, ancien ambassadeur de France à Washington. La seconde, dans l'après-midi, axée sur les relations économiques et commerciales, sera précédée des interventions de Madame Christine Lagarde et de Monsieur Jean-François Copé et sera introduite par Jean-Pierre Raffarin.

Je donne la parole à Bruno Le Maire, secrétaire d'État aux Affaires européennes pour ouvrir ce colloque.

Bruno LE MAIRE, *Secrétaire d'État, auprès du ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé des Affaires européennes*

Messieurs les présidents, Madame la ministre, chers amis, c'est pour moi un très grand honneur de pouvoir ouvrir ce colloque en tant que secrétaire d'État chargé des Affaires européennes ; un colloque qui tombe à pic le jour de l'investiture de Barack Obama. « The most time of meeting » diraient nos amis américains. Je me réjouis de vous faire part de quelques observations très simples sur un sujet que vous maîtrisez tous aussi bien, voire mieux que moi. Je voudrais d'abord excuser Bernard Kouchner qui aurait aimé participer à ce colloque, mais qui est retenu, comme vous l'imaginez par d'autres sujets liés à la crise au Proche-Orient. Je voudrais vous dire tout le plaisir que j'ai à vous retrouver ici et en particulier à retrouver mon ami Louis Giscard d'Estaing avec qui j'ai beaucoup travaillé à la commission des finances il y a encore quelques mois, et mon ami Axel Poniatowski, président d'une commission à laquelle j'aurais aimé appartenir, mais ne pouvant me partager entre différentes commissions, j'avais fait un choix différent. Il préside cette commission avec beaucoup d'intelligence et de dextérité.

Vous avez tous lu les journaux du matin, écouté les émissions télévisées depuis des semaines, voire des mois, la première remarque par laquelle il faut commencer est la suivante : jamais une élection américaine n'a suscité autant d'espoir auprès des populations, pas simplement auprès des responsables politiques que ce soit aux États-Unis, en Europe ou dans le reste du monde. À cela des explications extrêmement simples. D'abord la volonté de changement après les huit années de la présidence de George Bush marquées par des échecs qui ont eu un retentissement important à la fois pour l'idée que l'on se fait de la démocratie libérale mais également pour nos propres intérêts de sécurité, je pense à la guerre en Irak.

La deuxième raison est que nos concitoyens ont parfaitement conscience de la gravité des moments que nous

traversons, gravité de la crise financière, gravité de la crise économique, gravité des violences et des crises sur un arc de crise qui va du Proche-Orient jusqu'au Pakistan, en passant par l'Afghanistan et l'Iran. Ils attendent donc des responsables politiques, au premier chef du responsable politique américain, qu'ils apportent des solutions à ces crises.

La troisième raison est que nous nous trouvons face à une Amérique qui est capable de changer, de faire un choix politique différent, de répondre aux défis du monde, et qui redevient ce qu'elle a toujours été dans l'esprit de nos concitoyens et dans l'esprit des Européens, c'est-à-dire le continent du possible, face aux crises que j'ai mentionnées. C'est un atout pour tous et une attente immense.

Le discours dominant depuis quelques jours dans les médias ou ailleurs, c'est que de toutes façons, les États-Unis ne s'intéressent pas à l'Europe et que nous allons par conséquent avoir des désillusions. Obama va s'occuper de ses propres intérêts américains, va essayer de répondre à la crise aux États-Unis, va se soucier des crises militaires qui engagent la sécurité américaine. L'Europe serait la dernière roue du carrosse des préoccupations de l'administration américaine. On en veut pour preuve le premier discours du nouveau secrétaire d'État, Hillary Clinton, dont le moins que l'on puisse dire est que l'Europe n'y occupe pas la première place.

Je ne partage pas du tout cette approche, qui est une approche très résignée et qui prend comme un état de fait quelque chose qu'il n'appartient qu'à nous de changer. C'est bien le rôle de la politique d'arriver à changer ce qui est un état de fait, pour retrouver la dimension du possible.

Notre objectif, à nous Européens, n'est pas de nous demander si l'on va avoir une bonne relation avec les États-Unis d'Amérique, si nous allons bien nous entendre avec l'administration de Barack Obama. Ce n'est pas le sujet.

La grande nouveauté est qu'il n'y a pas de problème dans la relation transatlantique. Pour la première fois sans doute dans les relations transatlantiques entre l'Europe et les Etats-Unis, le « problème transatlantique » n'est plus un problème. Il n'y a pas de différence d'approche. J'ai pu en parler avec plusieurs de mes homologues, avec des ministres des affaires étrangères européens, des chefs d'État européens depuis plusieurs semaines : tout le monde s'entend pour dire qu'il faut que nous coopérons sur des sujets concrets avec les Etats-Unis. Mais personne ne se pose la question de savoir s'il faut ou non une bonne relation avec les États-Unis. Cela paraît aller de soi. C'est pourtant dans l'histoire récente quelque chose de nouveau. Par conséquent, la bonne question n'est pas : allons-nous avoir de bonnes relations avec les Etats-Unis ? La bonne question est comment nous, les Européens, allons pouvoir nous organiser pour peser face aux États-Unis, pour coopérer avec eux dans les meilleures conditions possibles et pour faire un travail utile au service de la croissance économique et de la stabilité dans le monde.

Pour cela, nous avons de nombreux atouts. Nous avons d'abord ce lien transatlantique qui ne nous pose plus de problème. Pour la première fois, nous avons eu un document transatlantique commun rédigé à l'initiative du président de la République française et de Bernard Kouchner, sous présidence française, qui définit le cadre de la relation transatlantique. C'est quelque chose de nouveau qui met complètement de côté la question de savoir si oui ou non nous avons de bonnes relations avec les États-Unis.

Nous avons des éléments tangibles. Nous avons le partenariat stratégique dans le cadre de l'OTAN. Nous avons un lien économique sur lequel il n'est pas utile de s'étendre; les liens sont étroits, consubstantiels entre les États-Unis et les pays européens. Nous avons, naturellement, les valeurs structurantes que sont la démocratie, la défense de l'Etat de droit et les Droits de l'Homme.

Je précise que rien n'est jamais acquis dans l'histoire des nations. Tous ces atouts ne sont pas des éléments

intangibles. J'en veux pour preuve la relation économique. Européens et Américains pèsent aujourd'hui un peu plus de 50 % du PNB mondial. Il y a un peu plus de 20 ans, ils pesaient 85 % du PNB mondial. Par conséquent, le moment historique qui nous permet à nous Européens de coopérer avec les États-Unis et avec cette nouvelle administration pour davantage de paix, davantage de stabilité, une meilleure organisation internationale qui fait défaut aujourd'hui c'est aujourd'hui et pas demain. C'est aujourd'hui qu'il faut nous organiser entre Européens, ce n'est pas demain. C'est aujourd'hui qu'il faut apporter des réponses, ce n'est pas demain.

Trois conditions pour que l'Europe puisse coopérer de manière constructive avec les États-Unis et mettre à profit ce moment historique. La première, c'est l'unité des États membres. Nous ne pèserons face aux États-Unis et nous ne coopérons avec les États-Unis, que si nous avançons unis et rassemblés. On sait bien que quand un nouveau président est investi aux États-Unis, la grande tentation de chaque nation est d'aller courir séparément à Washington pour défendre ses propres intérêts nationaux et son pré carré - notre ambassadeur François Bujon de l'Estang connaît cela pour avoir occupé longtemps les fonctions d'ambassadeur à Washington. Ce n'est pas la bonne méthode. Il n'est pas illogique que les chefs d'État veuillent avoir des liens directs avec Barack Obama. En revanche, il serait contre-productif que l'Europe ne soit pas capable sur tous les sujets stratégiques que j'évoquerais rapidement, de définir une position commune, qu'elle défendrait de façon unie devant l'administration américaine.

La deuxième condition, qui me paraît tout aussi importante, c'est notre capacité à définir ensemble nos règles, nos intérêts européens sur tous les sujets d'actualité, que ce soit la régulation financière, le commerce, l'environnement, la lutte contre le changement climatique. Or, si cette condition semble aller de soi, c'est probablement une des plus difficiles à remplir. Sur le changement

climatique, nous sommes arrivés à définir une position commune, mais cela n'a pas été de soi. Sur les règles financières, j'y reviendrai, il sera très compliqué d'arriver à une position commune européenne notamment sur la question du régulateur financier, sur les niveaux prudentiels des banques, sur la question du moins-disant réglementaire. Il faudra que les pays européens trouvent impérativement une position commune. Sans quoi, lorsque nous discuterons avec Washington de cette nouvelle régulation financière internationale, nous serons divisés donc affaiblis.

Un autre exemple de la difficulté à remplir cette condition, c'est évidemment la redéfinition, sous présidence française, de la stratégie européenne de sécurité. Le président de la République, le ministre de la Défense, le ministre des Affaires étrangères et européennes se sont battus pour redéfinir cette doctrine stratégique. Il va de soi que les Européens ont des intérêts conjoints, notamment face à la menace iranienne, face au conflit au Proche-Orient, face à la situation en Afghanistan. Malgré cela, il est vrai que progresser sur la définition d'une doctrine stratégique commune européenne est incroyablement difficile.

La troisième condition est une condition plus personnelle, à laquelle je crois profondément : il s'agit de la capacité des Européens à développer une nouvelle pensée historique et à avancer dans l'histoire telle qu'elle est. Un des problèmes, à mon sens, de la construction européenne aujourd'hui, c'est qu'elle reste trop ancrée sur l'idée de la guerre froide, de l'affrontement entre les blocs et de la fin du monde communiste. Je respecte parfaitement et je crois à la mémoire historique. Je pense qu'il est très important que l'Europe garde sa mémoire, celle de la deuxième guerre mondiale, celle de la Shoah, celle de la colonisation, celle de l'affrontement entre les blocs, celle de la domination soviétique sur un certain nombre de pays qui font désormais partie de la famille européenne. Mais il est tout aussi important, voire vital, que l'Union européenne reprenne conscience du mouvement de l'histoire et reprenne

conscience qu'au-delà de sa mémoire, il y a un certain nombre de sujets historiques qu'elle a à traiter. Je pense à l'immigration, qui est une question vitale pour beaucoup de pays européens. Je pense à la relation avec l'Islam. C'est une question décisive pour l'avenir de l'Union européenne. Je pense au développement économique de l'Afrique qui est décisif pour l'avenir de l'Union. Je pense aux menaces sur la sécurité européenne, en premier lieu, la question nucléaire iranienne. Je pense à sa relation avec la nouvelle Russie telle qu'elle existe aujourd'hui, qui est le continent pont entre l'Ouest et l'Est et le développement de la Chine. Toutes ces questions historiques, il faut que sans renier sa mémoire, l'Europe se les pose si elle veut vraiment redevenir partie prenante de l'Histoire telle qu'elle se construit et telle que les États-Unis d'Amérique la construiront dans les jours à venir.

Au-delà de ces réflexions générales, plusieurs dossiers sont ouverts et vont servir de test de la vitalité, de la sérénité et de l'efficacité de cette relation outre-Atlantique. Je me contenterais de les citer rapidement en donnant quelques indications. Le premier dossier, même s'il n'est pas le plus important, sera la question de Guantanamo. Il est important parce qu'il est devenu le symbole d'un droit américain extraterritorial et de la volonté d'une administration républicaine de s'affranchir des règles du droit pour défendre sa sécurité, quitte à remettre en cause notre propre sécurité, à nous Européens. C'est également un enjeu majeur dans la relation que nous entretenons avec le monde musulman, qui fait partie de l'avenir historique de l'Union européenne. Il est donc impératif, à mon sens, qu'en Europe, nous soyons capables de définir une position commune sur ce sujet pour répondre à l'appel des États-Unis d'Amérique, à la solidarité et à la prise en charge d'un certain nombre de prisonniers qui sont aujourd'hui détenus à Guantanamo. Il serait tout de même surprenant qu'après avoir réclamé pendant des mois la fermeture de Guantanamo, l'Union européenne ne soit pas en mesure de définir une position commune pour aider la nouvelle administration démocrate à fermer un site qui est hors de droit international

et qui pose une véritable difficulté politique. Or, nous n'y sommes pas encore aujourd'hui, nous y travaillons avec Bernard Kouchner chaque jour, nous progressons dans cette voie-là, mais le compte n'y est pas encore.

Le deuxième dossier sur lequel nous devons trouver très vite un consensus européen, c'est la régulation financière. N'oublions pas les engagements que nous avons pris vis-à-vis de nos concitoyens. Nous leur avons dit, le président de la République leur a expliqué à juste titre, qu'il y a eu des crises financières graves, des manquements à l'éthique, des manquements aux règles et que nous allions trouver des solutions. Nous allons les trouver ensemble, nous Européens ; nous allons être les premiers à fixer de meilleures règles de gouvernance financière. Il serait très surprenant, voire désolant, que les États européens, notamment l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France, ne puissent pas très rapidement définir un socle de règles communes à partir desquelles nous pourrions négocier avec les États-Unis pour définir une nouvelle gouvernance financière mondiale. Cela me semble un impératif majeur. Je me réjouis qu'à l'initiative de la France et de l'Allemagne, un sommet ait été organisé avant le G20 pour rapprocher nos positions.

Le troisième défi immédiat que nous allons avoir à traiter ensemble, c'est la réponse à la crise économique. Louis Giscard d'Estaing l'a évoqué à juste titre. Face à la crise, nous allons assister à une tentation très forte de retour au protectionnisme. Les Européens ne doivent pas céder à cette tentation. Ils ne doivent pas non plus laisser les États-Unis aider leurs industries, fermer leurs marchés, jouer sur la parité entre l'euro et le dollar sans aucune réaction coordonnée. J'ai noté avec beaucoup d'intérêt la réaction d'Angela Merkel au plan d'aide américain au secteur automobile. Elle remarquait, et c'est du bon sens, que nous ne pouvions pas, dans une industrie mondiale globale, avoir un État qui soutient son industrie à hauteur de 25 milliards de dollars, injectés directement par les finances publiques

américaines pour la première compagnie automobile américaine, et nous les Européens, ne pas avoir la même capacité pour défendre Renault, Peugeot, Fiat, Volkswagen ou tout autre constructeur européen. On a là une disparité dans les règles de concurrence qui pose une vraie difficulté au niveau du commerce international et qui, au-delà, pose la question de la réponse coordonnée que nous pourrions apporter à la crise économique.

Quatrième sujet majeur, c'est la préparation de la conférence de Copenhague sur le climat. Louis l'a évoqué. Le dialogue transatlantique sera absolument essentiel pour faire en sorte que la régulation du climat ne soit pas simplement une avancée européenne, que nous ne soyons pas simplement un modèle de vertu pour les autres pays du monde, mais également une force d'entraînement pour faire en sorte que ces règles, qui permettront de lutter contre le réchauffement climatique, soient désormais des règles partagées à l'échelle internationale. Nous avons avec les Américains des pas très importants à faire ensemble. Comme l'a indiqué Louis, les nominations qui ont été faites au sein de l'administration américaine vont plutôt dans le bon sens et sont plutôt un bon signe.

Autre sujet essentiel, vous voyez qu'il y en a beaucoup qui viennent dans un calendrier très rapide puisque les sujets que j'ai cités vont être traités dans les semaines à venir, en tout état de cause avant le début du mois d'avril, c'est la relation avec l'OTAN. La clé d'une bonne relation avec l'OTAN, c'est à mon sens la complémentarité entre la défense européenne et l'OTAN. Il n'y a pas superposition entre les deux organisations. Il n'y a pas de redondance comme cela a été trop souvent dit entre la défense européenne et l'OTAN. Il y a au contraire une véritable complémentarité dans le respect de l'autonomie de décision de chacune.

Le président de la République a fixé le cap en indiquant que l'orientation de la politique française était un retour de la France dans le commandement militaire intégré

de l'OTAN. Il y a deux conditions et elles rejoignent ce qui a toujours été exprimé par les autorités françaises.

La première, c'est le renforcement de la défense européenne et de la politique européenne de sécurité et de défense. Des progrès importants ont été faits sous présidence française. Des gestes très concrets ont été réalisés notamment avec l'envoi d'une force au Tchad, avec la relève de la mission des Nations unies par une mission européenne au Kosovo ou encore avec l'opération de lutte contre la piraterie « Atalante » ou la mission d'observation en Géorgie. Ces missions sont des missions sur lesquelles l'OTAN aurait eu la capacité voire la légitimité d'intervenir. C'est l'Union européenne qui a joué ce rôle-là qui a marqué le renforcement de la politique européenne de sécurité et de défense. Ce renforcement ne doit pas être considéré comme acquis mais doit être considéré comme un mouvement, avec d'autres étapes à franchir. Je pense au renforcement des capacités militaires européennes qui est devenu le véritable sujet. Le sujet n'est plus de savoir si les États-Unis acceptent ou non une défense européenne mais le sujet est de savoir si nous Européens sommes prêts à payer pour une défense européenne. La deuxième question sur laquelle nous devons progresser, c'est la doctrine de sécurité européenne. Regardons chez nous avant de nous demander si les États-Unis nous aident ou pas ; sommes-nous capables, nous Européens, de définir nos intérêts stratégiques collectivement ? Troisième élément de progrès possible pour les années à venir, c'est la capacité à avoir un centre de commandement des opérations à Bruxelles qui se construirait dans les années à venir. Une fois encore, le principe est acquis, c'est la volonté politique et les moyens qui doivent suivre ensuite.

Deuxième condition qui permettra la rénovation des liens entre la France et l'Alliance, c'est la redéfinition précise du rôle de l'Alliance atlantique. L'Alliance atlantique est un partenariat de défense fondé sur le principe de l'article 5, mais l'Alliance a eu tendance à élargir ses missions à

toutes sortes d'interventions sur tout le spectre stratégique, et partout également sur le spectre géographique sans que l'on se pose la question de savoir ce qu'elle était devenue, à quoi elle servait, ce qu'étaient ses missions et quelle était sa légitimité. Je crois que le sommet de Kehl-Strasbourg, qui sera un sommet majeur pour l'avenir de l'Alliance, comme pour la défense européenne, doit être le moment de lancer une réflexion sur le rôle de l'Alliance atlantique de façon à ce que nous sachions précisément dans quelle organisation nous rentrons.

Pour terminer, on ne peut pas ne pas citer les crises immédiates qui traversent le monde et qui doivent amener l'Union européenne à définir des positions communes précises, des positions collectives qui nous permettront de dialoguer dans les meilleures conditions possibles avec les États-Unis. Je pense à la question du Proche-Orient, des situations terribles que nous venons de vivre à Gaza, à la question de l'Afghanistan. Nous savons déjà que les États-Unis d'Amérique nous demanderont un effort supplémentaire. Il serait préférable que les Européens en parlent avant et sachent précisément quel effort ils sont prêts à fournir, que ce soit un effort civil, financier ou militaire.

Je pense à la question de l'Iran qui est pour la sécurité européenne un sujet absolument décisif. Je ne veux pas m'engager sur ce dossier-là, mais simplement faire des remarques de bon sens. Je vous rappelle que les nouveaux missiles iraniens, que ce soit les Chahab-3 ou Chahab-4, mettent désormais l'Union européenne à portée de l'Iran. Par conséquent, sans vouloir faire de grandes réflexions stratégiques, je note que les seuls États, dans la mouvance occidentale hormis l'État d'Israël, qui seraient susceptibles d'être frappés directement par les missiles iraniens et qui sont donc directement concernés par la possibilité que l'Iran accède au nucléaire militaire, sont les États européens. Il serait surprenant que nous ne soyons pas capables, nous Européens, alors que la menace de sécurité pèse d'abord sur

nous, de définir nos propres intérêts dans la gestion du cas iranien.

Je voudrais conclure en vous rassurant, en vous disant que nous travaillons naturellement avec Bernard Kouchner et avec le Président de la République, à définir cette position commune européenne. Nous le faisons sous l'autorité du président de la République avec beaucoup d'ambition pour l'Europe. Le travail que j'accomplis au sein du ministère des Affaires étrangères et européennes a cette vocation principale. Travailler à la coordination des positions européennes. Travailler sans relâche pour que nous allions plus loin dans l'affirmation d'une Europe politique, pour que nous allions plus loin dans l'unité politique européenne, de façon à ce que les relations transatlantiques soient ce que nous souhaitons qu'elles soient, c'est-à-dire des relations efficaces, des relations utiles mais aussi des relations équilibrées entre partenaires égaux. Je vous remercie.

Axel PONIATOWSKI, *député du Val-d'Oise, président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale*

Mesdames, Messieurs les ministres, Mesdames, Messieurs les ambassadeurs, Mesdames, Messieurs les parlementaires, Mesdames, Messieurs, chers amis, je voudrais me féliciter ou plutôt féliciter Louis Giscard d'Estaing pour cette initiative d'organiser ce colloque et avoir poursuivi l'idée de celui-ci qui se tient traditionnellement la veille du jour de prestation du serment du président américain qu'avait initié en son temps André Vallini lorsqu'il était président du groupe d'amitié France États-Unis, que j'avais poursuivi quand je l'étais moi-même et que Louis Giscard d'Estaing a repris. C'est une bonne chose. Je voudrais saluer l'élection et le succès de Barack Obama qui symbolise pour beaucoup une nouvelle ère pour l'Amérique mais aussi pour l'Europe et pour l'équilibre mondial en général. Je veux cependant regarder au-delà ce qui notamment dans les mots du candidat désormais candidat élu peut donner des raisons pour la France et à l'Europe de croire à un partenariat transatlantique refondé. Tirant les leçons des échecs de la présidence de George Bush sur la scène internationale et en fait du recul de l'influence américaine qui s'en est suivi, Barack Obama a défini quelques principes qui guideront l'action diplomatique américaine. La diplomatie américaine dit-il doit être repensée autour de trois axes : 1) la fin de l'unilatéralisme, 2) le dialogue avec ses amis comme avec ses ennemis, 3) la défense des intérêts américains. Il ne faut pas perdre de vue ce dernier élément qui continuera de peser fortement sur la définition de la politique étrangère américaine. Cette nouvelle doctrine laisse augurer d'un renouveau de la relation transatlantique dans lequel les Européens devront néanmoins prendre toute leur part comme vient de le souligner Bruno Le Maire. À cet égard les propositions adressées par la France au nom des ministres des Affaires étrangères européens au président élu sous la forme de (je cite) « une boîte à outils pour une nouvelle ère » représentant

ce que l'Union européenne pouvait offrir à la prochaine administration américaine, ce qu'elle en attend et plus important ce qu'elle espère pouvoir réaliser avec elle, constituent un premier pas bienvenu.

Le multilatéralisme que Barack Obama entend mettre en œuvre est incarné dans la phase de transition actuelle par Madame Susan Rice, dont la nomination comme ambassadrice auprès des Nations unies avec un statut ministériel, confirme l'attention accordée à l'instance multilatérale par excellence. Les Européens qui ont regretté le mépris de l'ONU manifesté à l'occasion de la décision unilatérale de la guerre en Irak, ne peuvent que se féliciter de la détermination de la future administration en faveur de l'évolution d'une institution qualifiée de « forum indispensable mais imparfait ».

Le programme du candidat mentionne également la réforme du FMI et de la Banque mondiale.

Le dossier iranien devrait illustrer la volonté du président élu de dialoguer y compris avec ses ennemis. Barack Obama souhaite mener des discussions fermes et directes mais sans condition afin d'éliminer la menace iranienne et explorer toutes les options non militaires pour y parvenir. Sur ce sujet les prises de position du candidat Obama méritent néanmoins une clarification quant au degré réel d'ouverture à l'égard de l'Iran du président et de sa secrétaire d'État. Quant à la réussite qualifiée d'autocratique et de belliqueuse, l'indulgence de l'administration Bush ne semble plus de mise aujourd'hui.

Barack Obama entend redéfinir la relation russo-américaine à partir d'une vision globale incluant une attention particulière portée aux voisins de la Russie et à l'attitude de celle-ci à leur égard. L'Union européenne cherche également à créer un véritable partenariat avec la Russie. Cependant la position géographique de l'Europe et l'influence américaine dans les pays voisins de la Russie pourraient justifier une approche différente.

Sur le conflit israélo-palestinien, les effets de l'implication des États-Unis dans la résolution définitive du conflit ne sont plus à démontrer depuis les accords d'Oslo. Le programme de Barack Obama qui fait de ce dossier une priorité diplomatique se prononce en faveur de l'objectif de deux États vivant côte à côte dans la paix et la sécurité mais insiste sur la relation privilégiée qui unit Israël et les États-Unis. Le président est très attendu face à la situation actuelle à Gaza. Son investiture pourrait se traduire rapidement par des avancées significatives sur le chemin d'une paix durable et définitive.

Si le candidat Obama s'est peu exprimé sur l'Afrique sauf pour affirmer la nécessité de mettre un terme au génocide au Darfour, il a pris l'engagement de doubler l'aide au développement à hauteur de 50 milliards de dollars afin de parvenir au respect des objectifs du millénaire. Barack Obama envisage également de renforcer la présence diplomatique américaine dans les zones défavorisées de la planète et en particulier justement en Afrique. Cette stratégie d'influence géographique pourrait utilement inspirer les choix français et européens en particulier en Afrique.

Pour conclure sur ce sujet le pragmatisme semble dominer les premiers pas du président élu. Il faut d'ailleurs rappeler que le premier engagement de Barack Obama en matière de politique étrangère consiste à contrôler les matériaux nucléaires aux mains des terroristes. La sécurité des États-Unis et de leurs troupes fait donc figure de préoccupation prioritaire de la politique étrangère américaine. Lors de son audition devant le Sénat mardi dernier, la future secrétaire d'État Hillary Clinton a estimé, je cite « l'Amérique ne peut résoudre seule les problèmes du monde et le monde ne peut pas les résoudre sans l'Amérique ». Cette phrase sonne pour la France et l'Union européenne comme une invitation à laquelle elles peuvent répondre au travers de relations transatlantiques rénovées et renforcées.

En matière d'énergie et de climat, une convergence nouvelle entre les États-Unis et l'Union européenne semble se dessiner, soutenue par la nécessité d'utiliser face à la crise le développement durable comme un moteur de la croissance. Le plan Energie Climat adopté par l'Union européenne trouve un écho nouveau dans les promesses du candidat Obama. Louis Giscard d'Estaing l'a dit, cela consiste à réduire les émissions de CO₂ de 80 % d'ici 2050, investir 150 milliards de dollars sur dix ans pour développer les énergies propres et établir à 25 % en 2025 la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité. Mais surtout les États-Unis devraient reprendre leur place dans le processus international symbolisé par le protocole de Kyoto. Le président élu s'est engagé à réintégrer le cadre onusien en matière de changement climatique. Parallèlement il propose la création d'un forum mondial des émetteurs de CO₂ composé des principales nations consommatrices d'énergie.

Dans le domaine de la défense et de l'emploi des forces armées, Bruno Le Maire s'est longuement étendu sur le sujet, le candidat Obama a pris des engagements que nous espérons voir respectés par le président Obama. Il a pris le contre-pied de Donald Rumsfeld et des penseurs néoconservateurs en remplaçant l'adage désormais célèbre « la coalition fait la mission » par un engagement beaucoup plus respectueux des alliés des États-Unis « l'Amérique sera multilatérale autant que possible et unilatérale seulement si nécessaire ». Nous ne pouvons que souhaiter que cette promesse soit respectée. Le choix de privilégier l'Afghanistan par rapport au théâtre irakien correspond déjà d'une certaine manière à un revirement puisqu'il privilégie une mission menée dans le cadre de l'OTAN par rapport à une guerre dans laquelle les États-Unis se trouvent aujourd'hui isolés. D'autres points du programme laissent à penser que l'arrivée du nouveau président des États-Unis pourrait être bénéfique pour la relation transatlantique dans le domaine de la défense. D'abord l'outil militaire américain devrait être transformé pour accorder une plus grande importance aux compétences civiles notamment dans les

domaines linguistique, politique, culturel. Une telle préoccupation correspond parfaitement aux choix français et européen. L'Union européenne pourrait trouver là un terrain de coopération parfaitement fructueux avec l'Amérique. De plus, dans le domaine nucléaire, Obama s'est engagé à poursuivre les efforts en faveur de la réduction des armements et de l'interdiction de la production de matières nucléaires militaires afin à terme de dénucléariser la planète. Au-delà de ces éléments de continuité, il a également promis de répondre aux inquiétudes européennes et notamment françaises concernant la défense antimissile. Aux dires du candidat Obama, celle-ci devrait être repensée notamment dans le cadre de l'OTAN afin de ne plus heurter les alliés des États-Unis. Ceci pourrait signifier une réévaluation des implantations de radars et de missiles en Pologne et en République tchèque, en réponse à ce que la Russie avait décidé de déployer des missiles à Kaliningrad. Les propositions avancées s'agissant de la présence d'armes dans l'espace font également largement écho aux préoccupations européennes comme l'idée de promouvoir un code de bonne conduite en la matière déjà mis en place par l'Union européenne. Le projet de rédaction d'un traité d'interdiction des essais d'armes antisatellites doit être accueilli tout aussi favorablement. Concernant les alliances militaires, les engagements du candidat Obama sont restés plus flous mais restent encourageants en rappelant que les principales alliances des États-Unis devaient être raffermies et en appelant à une coopération militaire renforcée, notamment avec les pays musulmans clés. Le ticket Obama-Biden n'a pas annoncé de virage stratégique majeur. Il a malgré tout réaffirmé l'importance des principaux partenariats militaires américains parfois délaissés par l'administration précédente.

Dans le domaine de la politique étrangère, de l'environnement mais également en matière de politique de défense, le programme du candidat Obama offre donc des points de convergence avec les agendas français et européens. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser

passer ces occasions qui peuvent permettre de rendre le monde plus juste, plus stable et plus sûr.

Au cours de la précédente législature, j'avais été le rapporteur d'une mission d'information présidée par Édouard Balladur sur la rénovation de la relation transatlantique. Aujourd'hui encore, les conclusions auxquelles ce groupe de travail était parvenu me semblent adaptées car elles visent à associer très étroitement les États-Unis, la France et l'Europe afin de rappeler que ce qui nous unit est plus fort, plus important que ce qui nous divise. Dans un cadre bilatéral franco-américain une fondation pour les relations transatlantiques qui serait chargée à la fois de défendre l'image de notre pays aux États-Unis mais également d'inviter les leaders d'opinion américains à découvrir la France me paraît encore aujourd'hui une nécessité à l'heure où l'Amérique se prépare peut-être et probablement à changer. La mission prévoyait également à l'échelon des relations Europe États-Unis la création d'un coordinateur européen aux relations transatlantiques, qui permettrait à l'Union européenne de définir une position commune, et pour répondre de manière unie aux choix stratégiques que les États-Unis seront inévitablement amenés à faire au cours des prochaines années. Si nous voulons un dialogue d'égal à égal, l'Union doit apparaître comme un interlocuteur unique face à son partenaire américain.

Nous avons proposé d'instituer un secrétariat permanent associant l'Union européenne et les États-Unis afin d'offrir un cadre adapté qui n'existe pas actuellement pour établir sur tous les grands sujets du moment, un dialogue transatlantique à caractère permanent. Mesdames, Messieurs, les questions auxquelles les Européens et les Américains doivent répondre n'ont jamais été aussi semblables et il est de notre responsabilité de montrer que c'est ensemble que nous souhaitons jouer notre rôle dans la construction du monde de demain. Je vous remercie.

Table ronde 1

Quelles relations internationales et diplomatiques ?

animée par Esther LENEMAN, Europe 1

Participaient à cette table ronde :

Constance BORDE, *vice-président, Democrats Abroad France*

Élisabeth GUIGOU, *député de Seine-Saint-Denis, ancien ministre*

Stuart HAUGEN, *Chairman Republicans Abroad Europe*

Denis de KERGORLAY, *président de French Heritage Society*

Christopher KLEIN, *premier secrétaire Affaires politiques, ambassade des États-Unis*

Sylvie LAURENT, *maître de conférences à Sciences Po Paris*

Yannick MIREUR, *politologue et rédacteur en chef « Politique Américaine »*

Raphaël SONENSHEIN, *Professor of political science at California State University, Fullerton*

François BUJON de PESTANG, *ancien ambassadeur de France à Washington*

Mesdames, Messieurs, il me revient le périlleux honneur de lancer les débats de la première table ronde. Je remercie Louis Giscard d'Estaing de m'avoir convié à le faire. Cette première table ronde est consacrée à l'examen des problèmes de politique internationale et de politique étrangère des États-Unis. Sans vouloir aucunement empiéter

sur ce que seront ces débats, je voudrais faire quelques remarques introductives sur ces débats.

La première a l'air d'une évidence mais mérite en réalité réflexion, c'est que l'élection de novembre 2008 est une élection de rupture dans l'histoire américaine. Elle constitue un tournant historique dans l'histoire moderne des États-Unis. C'est une élection de rupture d'abord, bien sûr, parce que c'est la première fois que les États-Unis élisent un candidat noir, ce n'est pas sans émotion que l'on voit ce candidat venir recevoir son investiture à Washington presque quarante ans après l'assassinat du pasteur Martin Luther King. Le fait qu'il ait prononcé sur les marches du Lincoln Memorial son discours de préinvestiture hier ajoute à cette émotion. Mais il faut regarder au-delà de ce qui est en effet l'évidence. L'élection de Barack Obama en novembre 2008 marque un changement complet de cycle politique. Aux États-Unis, des élections ont lieu tous les quatre ans mais il y a des changements de cycle politique beaucoup plus rares. Il y en a deux véritablement dans l'histoire récente : l'élection de John Kennedy en 1960 et l'élection de Ronald Reagan en 1980. L'élection de Barack Obama se situe sur ce plan-là. En 1960 on sortait de la guerre froide que j'appellerais classique qui était la guerre froide européenne marquée par la politique républicaine de l'administration d'Eisenhower pour entrer dans une époque nouvelle où la guerre froide se transportait sur les théâtres du tiers-monde avec la guerre du Vietnam, la crise de Cuba, avec en réalité un cycle idéologique différent entamé par le célèbre discours d'investiture du président Kennedy. En 1980, autre rupture, après les traumatismes successifs qui ont ébranlé l'Amérique, la guerre du Vietnam, le Watergate, l'affaire des otages américains en Iran, il revenait à Ronald Reagan de rendre des couleurs au rêve américain et d'essayer de réconcilier l'Amérique avec elle-même. Cela a été le début d'un cycle idéologique nouveau qui était celui de la révolution conservatrice qui en réalité a dominé les trente dernières années même sous l'administration du président démocrate Clinton. On oublie trop souvent en effet que six des huit ans de Clinton ont été

largement dominés par un Congrès républicain. 2008 c'est la fin du cycle de la révolution conservatrice, c'est l'ouverture d'une nouvelle page, et c'est un tournant historique dans l'histoire américaine.

Deuxième remarque presque aussi évidente, en accédant à la Maison-Blanche le président Obama hérite d'un passif très lourd et est confronté à des problèmes d'une gravité immense. Il trouve une crise économique d'une ampleur sans précédent qui diminue considérablement la posture des États-Unis d'Amérique dans le monde puisque c'est une crise du capitalisme financier américain. Il trouve des problèmes internationaux pressants, de l'Irak à l'Afghanistan en passant par des relations névralgiques avec la Russie, par les problèmes du Pakistan et par les problèmes de prolifération en Iran et en Corée du Nord. Il hérite d'une image très dégradée des États-Unis dans le monde, d'une image internationale catastrophique et qui est à restaurer, notamment dans le tiers-monde et dans le monde musulman. Il va lui falloir à la fois affronter des crises ouvertes et potentielles : traiter les deux guerres dont il hérite en Afghanistan et en Irak, en changeant en effet les priorités militaires ; traiter du problème de la Russie et des problèmes de défense européenne et de défense atlantique ; se reposer des questions sur la défense antimissile ; essayer de trouver une nouvelle approche dans les problèmes de prolifération avec l'Iran et la Corée du Nord ; bien entendu relancer les processus de paix (si vous incluez la Syrie) au Proche-Orient et au Moyen-Orient. Il lui faut aussi restaurer l'image des États-Unis et sortir de la faillite morale qu'ont constitué Guantanamo et Abu Ghraib ou l'usage de la torture par les forces de sécurité américaines. Il lui faut modifier des comportements. Modifier le comportement unilatéraliste et se débarrasser de tout le fatras idéologique néoconservateur qui a encombré très largement les huit années de la présidence Bush, qu'il s'agisse des concepts de « guerre contre le terrorisme » maladroits qui obscurcissent les vrais problèmes, qu'il s'agisse du concept de la démocratisation dans le Great Middle East ou du concept de

la guerre préventive. Il y a là tout un héritage qu'il lui faut liquider.

L'administration Obama ne manque pas d'atouts pour réussir. Il y a d'abord la personnalité et l'image du président Obama lui-même. Un symbole évident, il est noir, jeune et il a lui aussi à l'instar de Kennedy un discours sur les valeurs qui suscite une réelle ferveur populaire et un très grand intérêt dans le monde. Son inexpérience, qui a été un argument de campagne de ses adversaires, est tempérée par le sang-froid et la discipline dont il a fait preuve tout au long de la campagne et dont il a fait preuve tout au long des difficiles trois mois de transition. La rupture avec l'ère précédente est très forte. Au-delà de cela, relisez le discours de Philadelphie sur la race qui est de sa propre plume, il apparaît comme un homme de réconciliation. C'est un homme qui dépasse les conflits et qui très souvent veut considérer que les conflits qui ont marqué des époques entières de l'histoire de l'Amérique sont derrière nous et qu'il lui faut aller au devant. « Yes we can », c'est ce que cela veut dire. Qu'il s'agisse du discours de Philadelphie sur la race ou de la désignation d'Hillary Clinton comme secrétaire d'État après une campagne des primaires qui a été très dure, ce sont là des gestes qui montrent qu'il dépasse les conflits, qu'il est un homme de rupture certes à l'égard de Bush, mais aussi un homme de conciliation qui va de l'avant. Il a autour de lui une équipe compétente, cohérente, bien composée et bien préparée. Qu'il s'agisse de Madame Clinton qui possède à l'évidence tous les ingrédients pour faire un excellent secrétaire d'État, ou son vice-président Joe Biden compétent en politique étrangère mais aussi compétent d'une façon générale sur le fonctionnement du Sénat, sénateur depuis 36 ans, qu'il s'agisse du général Jones qui a été le commandant en chef des forces américaines en Europe et conseiller militaire du secrétaire à la Défense précédemment, qu'il s'agisse de toute l'équipe économique dont la compétence est reconnue ou des gens qui auront en charge la diplomatie à New York, comme Susan Rice aux Nations Unies, ou au département d'État comme James

Steinberg qui est le n° 2 du département d'État. Il s'agit de gens qui sont expérimentés, qui ont déjà fait leurs preuves largement d'ailleurs sous l'administration Clinton et qui sont très bien préparés. Il s'y ajoute quelques personnages-clé qui restent de l'administration Bush, c'est le cas du secrétaire à la Défense Robert Gates, c'est le cas du Chairman of the Joint Chiefs l'amiral Mullen, du général Petracus qui commande les forces américaines dans la région névralgique de l'arc de crise le CENTCOM. Là encore ceci permettra une transition en douceur qui met en avant la compétence et la continuité.

Il a enfin une très large majorité au Sénat des Etats-Unis, et il a reçu dans l'élection un mandat pour le changement.

Que faut-il attendre ? Faut-il attendre des changements radicaux dans la politique des États-Unis ou faut-il penser au contraire qu'il n'y aura pas de changements radicaux mais qu'il y aura des changements d'approche, de méthode qui à bien des égards seront un changement politique majeur ? C'est pour cette deuxième hypothèse que pour ma part je me prononce. La situation géostratégique des États-Unis reste la même. Les problèmes de sécurité auxquels les États-Unis sont confrontés restent les mêmes. Les États-Unis sont connus pour faire prévaloir leurs intérêts vitaux, toujours, et leurs intérêts de sécurité lorsque c'est nécessaire. J'aurais tendance à penser que nous n'assisterons pas à des ruptures radicales en politique étrangère mais à une certaine continuité avec des évolutions. L'Afghanistan prend le pas sur l'Irak, en Irak le retrait se fera probablement assez rapidement et peut-être plus vite que ne le voudraient les militaires, sans déstabiliser pour autant ce qui a été accompli en Irak. En Iran le dialogue va être essayé. Il veut dialoguer avec ses adversaires comme avec ses partenaires mais il le fera également tout en montrant sa force et en laissant entendre que les sanctions ou l'intervention militaire restent une possibilité si le dialogue ne marche pas... On pourrait multiplier les exemples. Il remettra à plat la relation avec la

Russie mais continuera tout de même de parler un langage énergique vis-à-vis d'elle. Attendons-nous à des évolutions plus qu'à une révolution. Surtout, il va essayer des approches nouvelles et revenir à l'approche traditionnelle de la diplomatie des Démocrates qui est une approche très pragmatique. Il va revenir au multilatéralisme, mettre le multilatéralisme en avant ? qu'il s'agisse de l'action de l'organisation des Nations Unis, de la promotion d'une nouvelle gouvernance mondiale dans le domaine économique. N'oublions pas que les démocrates c'est Wilson, les 14 points, le wilsonisme, la Société des Nations, c'est la tradition de la diplomatie démocrate mais c'est aussi Bretton Woods après la guerre, et que finalement la gouvernance mondiale dont nous avons hérité au lendemain des deux guerres a été très largement promue par la diplomatie des Démocrates. C'est également la concertation avec les alliés, avec les grands partenaires mais aussi la volonté de dialoguer avec les adversaires. Le changement véritable c'est de là qu'il viendra, ce n'est pas une rupture radicale sur des problèmes de politique étrangère, c'est un changement de méthode, d'approche. Nos amis américains résumant bien la force que peuvent avoir ces changements d'approche quand ils disent « style is substance ». La méthode d'approche peut être sur la substance plus efficace finalement qu'une nouvelle politique.

Je termine par trois mises en garde rapides parce que l'enthousiasme et l'Obamania déferlent sur nos contrées. La priorité d'un nouveau président des États-Unis qui prend ses fonctions demain doit être évidemment une priorité de politique intérieure. Les États-Unis sont en crise, il faut sauver un système financier qui est en déroute, sauver l'industrie automobile en déroute, créer des jobs, faire passer le *stimulus package* de 775 milliards de dollars. C'est à l'évidence la priorité. Ne nous attendons pas probablement à des initiatives très spectaculaires en politique étrangère dans les mois qui viennent. La politique étrangère, malgré quelques gestes comme Guantanamo qui a certainement la

plus grande portée symbolique, devra prendre un « back seat » par rapport aux priorités de politique intérieure.

Ce président encore jeune, non expérimenté, non prouvé va aussi être testé et mis à l'épreuve par un certain nombre de ses partenaires et de ses adversaires, qu'il s'agisse de la Chine, de la Russie, de l'Iran.

Enfin, bien que je m'associe entièrement aux propos d'Axel Poniatoski sur le dialogue euro-américain, il est clair que le président Obama va poser des problèmes aux Européens dans la mesure où son approche plus conciliante, plus accessible, plus multilatérale va rendre beaucoup plus difficile le fait de lui dire non ou de lui résister lorsqu'il demandera aux Européens des efforts ou des sacrifices (en Afghanistan par exemple) que ceux-ci ne sont pas toujours disposés à faire en dépit de la sympathie de leurs opinions publiques pour le nouveau président. Je me borne à ces quelques réflexions et j'écoute avec le plus grand intérêt les débats de la table ronde qui va suivre.

Esther LENEMAN, *Europe 1*

Je vais rapidement vous présenter les participants à cette table ronde. Nous avons la chance d'avoir un discours programme du nouveau secrétaire aux Affaires européennes, Bruno Le Maire, c'est évidemment une chance sur le fond, sur la forme, cela veut dire que notre *timing* sera encore plus serré que prévu. Nous allons tous essayer d'être brefs et concis.

Pour régler les questions de préséance, nous avons décidé d'opérer par ordre alphabétique. Constance Borde, vice-présidente du groupe Démocrates Abroad qui pour beaucoup d'entre nous en tout cas dans les médias est la voix des démocrates américains en France. Élisabeth Guigou, députée de Seine-Saint-Denis, garde des Sceaux, ministre de l'Emploi et de la Solidarité dans le gouvernement de Lionel Jospin et européenne engagée et convaincue, puisque votre premier poste électif était comme députée européenne à

Strasbourg. Stuart Haugen qui est l'équivalent républicain de Constance Borde, le président de Republicans Abroad, tâche difficile en ce moment dont il s'acquitte avec le sourire. Denis de Kergorlay, président du French Heritage Society qui est une association fondée il y a plus de 25 ans pour défendre le patrimoine architectural français ici mais aussi aux États-Unis. À ma gauche Christopher Klein est premier secrétaire de l'ambassade des États-Unis à Paris, il s'occupe des affaires politiques, normalement il parle plutôt de politique française à ses correspondants à Washington mais aujourd'hui il va nous parler de politique américaine. Christopher est orphelin à partir de demain puisque son ambassadeur rentre à Washington et que l'on ignore qui va lui succéder. Sylvie Laurent enseigne l'histoire littéraire et politique de la communauté noire américaine à Sciences Po. Elle était récemment à Harvard avec une bourse Fullbright. Yannick Mireur a fait beaucoup l'aller-retour Paris États-Unis puisqu'il a étudié les sciences politiques et les relations internationales à la fois à Paris et à Boston à la Northeastern University. Il dirige aujourd'hui une revue *Politique américaine*. C'est un des spécialistes de la politique américaine en France. À côté de lui, un autre universitaire, Raphaël Sonenshein qui nous fait l'honneur d'être présent puisqu'il repart jeudi aux États-Unis après avoir passé quatre mois à Paris. Il était là pour occuper la Chaire Tocqueville-Fullbright à Paris VIII. Il va retrouver ses étudiants à Fullerton University en Californie. C'est un politologue très fin. J'ai utilisé ses connaissances à plusieurs reprises, c'est aussi un spécialiste du rôle des minorités dans la politique américaine. Voici notre panel. Il a été décidé de demander à chacun de nous répondre en quelques minutes à la question : « Qu'attendez-vous du nouveau président américain, de Barack Obama ? ». Constance Borde, à vous l'honneur.

Constance BORDE, *vice-président, Democrats
Abroad France*

Bonjour. Merci de m'avoir invitée ici aujourd'hui. J'espère que vous me permettez une petite indulgence, de vous dire combien je suis émotive sur cet évènement, sur l'élection de Barack Obama et vous dire en tant qu'Américaine je suis fière et contente. Nombreux m'ont entendu pendant huit ans me plaindre sans cesse, critiquer. Aujourd'hui je suis très heureuse comme beaucoup d'Américains. J'étais contente hier soir quand j'ai vu les sondages concernant Barack Obama, 80 % de la population le soutient. Il a atteint presque le même niveau en France. Je crois que la France l'a toujours soutenu, a toujours donné du courage aux Américains. Rien que de voir Barack Obama se présenter comme candidat dans les primaires, l'image de l'Amérique a changé de 50 % dans les sondages. C'est quand même une chose assez extraordinaire. On peut se demander à quel point la symbolique est importante ou l'homme ou le discours de quelqu'un. Ce que je vais vous dire va paraître un peu superficiel, mais cela ne l'est pas pour nous Américains parce que Barack Obama nous inspire par sa propre personnalité, par son récit, par l'histoire qu'il porte derrière lui vers notre gouvernement qui est en train de se former. C'est ça qui va nous porter dans cette période difficile, non seulement aux États-Unis pour nous-mêmes mais aussi pour le reste du monde. Merci de l'avoir soutenu même avant qu'il soit président. Vous voyez l'importance de cet homme dans le monde et ce qu'il est capable de faire. Il a eu un trajet assez extraordinaire. C'est un homme de droit constitutionnel, nous avons besoin de quelqu'un comme ça aujourd'hui. C'est un homme qui était pauvre, qui comprend que la société américaine est très déchirée en ce moment. C'était un homme qui a eu une expérience en dehors des États-Unis. C'est un homme qui peut comprendre le monde mieux que n'importe quel président que nous avons eu jusqu'à maintenant. C'est ça qui va faire le succès de ce qui nous attend dans les années qui viennent, années tellement difficiles, des problèmes très difficiles.

Ce qui va nous porter dans ces années difficiles, c'est un homme très ouvert, qui communique. On peut regarder sur Internet tous les jours, nous avons un message de lui. Nous pouvons faire la conversation avec lui par Youtube, par les moyens de communication qui le relie au public. Cette ouverture est un peu ce que nous avons eu avec Franklin Roosevelt au moment où nous avons eu le plus peur dans le XX^e siècle aux États-Unis, quelqu'un qui venait à la radio parler. Rien que d'entendre la voix de quelqu'un qui s'occupe de vous cela donne beaucoup de confiance. Je pense qu'il va faire la même chose pour le reste du monde. C'est l'homme lui-même qui va vaincre les problèmes. Merci.

Élisabeth GUIGOU, *députée de Seine-Saint-Denis, ancien ministre*

Bonjour. Comme nous avons pris du retard, je vais devoir écourter ma présence. Pourtant j'aurais été très intéressée d'écouter tous les intervenants. Je suis tout à fait d'accord avec les propos de Constance. C'est d'ailleurs l'analyse qui a été développée par les précédents intervenants. L'avantage de Barack Obama est qu'il inspire confiance et qu'il a réussi à sauver un espoir non seulement aux États-Unis mais dans le reste du monde. Ce que j'attends de Barack Obama est que cet espoir et cette confiance vont être confirmés par les décisions qui vont être prises. Évidemment plus l'espoir est haut plus le risque de déception est important. En tant que Française et Européenne, sur le plan économique, sujet sur lequel il s'est le plus exprimé de façon la plus précise, ce qui est annoncé c'est mieux que ce qui est fait en Europe. Si effectivement Barack Obama confirme 800 milliards de dollars de plan de relance y compris le soutien du pouvoir d'achat direct par des chèques pour les personnes ayant des revenus modestes ou moyens, c'est quand même quatre ou cinq fois plus que le plan de relance européen de 200 milliards d'euros, qui ne comporte pas grand-chose sur le plan du soutien du pouvoir d'achat.

C'est très bien de faire de l'investissement mais pas seulement... On peut attendre si cela est confirmé, que les États-Unis aient un rôle de locomotive pour la relance mondiale.

Nous n'avons pas beaucoup parlé ce matin de ce qu'il va faire sur le plan social. C'est très important parce que cela colore le type de développement économique qu'il va vouloir. Va-t-il réussir là où Hillary Clinton a échoué, sur le système de santé. J'y serais très attentive.

Sur l'économie financière, je partage les interrogations émises notamment par le secrétaire d'État. Il faut que les mesures en concertation avec les Européens soient assez radicales. Sinon on verra se reproduire la même crise que nous vivons aujourd'hui. Il faut aller au fond des choses.

Sur le protectionnisme, il faut que l'on ait avec Barack Obama et la nouvelle administration une discussion sur ce qu'est un juste échange, ne pas être naïf. Il y a des questions importantes à poser entre Européens et Américains.

Sur l'environnement, j'attends que les États-Unis à Copenhague s'engagent sur des mesures contraignantes et chiffrées comme l'a fait l'Union européenne. S'ils ne font pas cela, nous n'avons aucun espoir d'obtenir de la Chine et de l'Inde qu'il y ait des engagements pour 2020 qui soient à la hauteur du défi posé par le climat.

Sur la politique internationale, comme le disait François Bujon de l'Estang, je crois que la méthode est très différente, ce qui est essentiel. Il y a une volonté d'écoute, de retour à une discussion multilatérale avec d'autres grandes puissances. Les États-Unis à travers Barack Obama, me semble-t-il, ont pris conscience qu'il fallait une rupture radicale avec le dogmatisme de l'administration précédente, c'est-à-dire l'écoute des autres grandes puissances pas seulement - et c'est là que les Européens devront être attentifs - la Chine et l'Inde parce qu'il y a un tropisme

asiatique aux États-Unis, mais aussi l'Europe, cela dépend beaucoup de nous.

Sur la méthode, il faudra vérifier que cela sera fait. Sur le fond, je vois trois sujets importants en politique internationale. D'abord la question de l'Alliance atlantique. Le secrétaire d'État a dit qu'il allait falloir une discussion sur les missions de l'Alliance mais aussi sur son élargissement. S'il y a eu cette crise en Géorgie et avec la Russie, c'est parce qu'il y a une poussée constante à ce qu'il y ait un élargissement de l'Alliance atlantique à des pays qui étaient il n'y a pas si longtemps, au sein de l'Union soviétique. Il faut faire très attention à ces questions de l'élargissement de l'Alliance elle-même. Avec la Géorgie et l'Ukraine il ne faut pas pouvoir considérer nous Européens, que parce que l'on adhère à l'Union européenne, que l'on a envie d'être candidat à l'Union européenne *de facto*, on doit être membre de l'Alliance atlantique. Je n'imagine pas que l'on puisse prendre le risque d'une guerre avec la Russie sur ce sujet. C'est un premier sujet : redéfinir les missions et l'élargissement de l'Alliance.

Au Moyen-Orient, ou bien Barack Obama prend les reines, s'engage personnellement, ou bien nous allons continuer à avoir cette situation terrible. La vraie question c'est l'écart entre les principes définis à Oslo sur lesquels tout le monde est d'accord et la réalité sur le terrain. J'attends de Barack Obama et c'est le seul probablement à pouvoir vraiment le faire, qu'il fasse comprendre à Israël qu'il faut être raisonnable. Il y a la question des colonies, celle du blocus de Gaza. Est-ce justifié d'imposer un blocus à 1,5 million de Palestiniens, n'est-ce pas cela qui fait monter les extrémistes ? Est-ce justifié de continuer la politique de colonisation alors que l'on sait que dans le plan de paix qui est en train d'être négocié avec l'autorité palestinienne, la question du démantèlement des colonies existantes est posée, pourquoi en faire de nouvelles ?

Quant à l'Afghanistan, j'espère que Barack Obama pense que la solution n'est pas que militaire. Parce que cela

ne servira à rien d'augmenter encore et toujours les présences militaires américaines et européennes si nous n'arrivons pas véritablement par d'autres moyens à renforcer le pouvoir afghan, et poser la question dans cette région plus globalement du Cachemire entre l'Inde et le Pakistan.

Ou bien nous y arrivons, la nouvelle administration américaine avec les Européens, arrive à avoir une vue large de ce qui se passe dans cette région et arrive à impliquer tous les États de la région dans la résolution du conflit au Proche-Orient mais aussi dans une vraie discussion avec l'Iran, c'est-à-dire impliquer d'autres pays notamment la Turquie, ou alors nous aurons manqué une occasion.

Je terminerais en disant que j'ai confiance. Si sur toutes ces questions de vraies discussions avec les Européens sont en cours, un vrai multilatéralisme est en cours, cela se fera. Pour les Européens, je partage l'opinion de Monsieur Le Maire, ce sont à eux de se prendre par la main. Il y a une fenêtre d'opportunité formidable pour eux de jouer un rôle accru dans le monde avec cette nouvelle administration américaine et ce président. J'espère qu'ils sauront la saisir.

Esther LENEMAN, *Europe 1*

Juste une question parce que vous ne serez peut-être pas là sur le débat sur le Moyen-Orient, pensez-vous qu'il faut qu'il y ait un dialogue direct entre Washington et Téhéran ?

Élisabeth GUIGOU, *députée de Seine-Saint-Denis, ancien ministre*

Cela me paraît indispensable. La question est de savoir quand. Des élections présidentielles en Iran ont lieu au mois de juin. La question du moment est importante. Dans la façon de faire, dans le moment, dans ce qui est proposé, est-ce que oui ou non on renforce le candidat Ahmadinejad s'il se confirme qu'il l'est, ou pas ? C'est une question

diplomatie majeure à discuter entre les Européens et les Américains. Qu'il faille qu'il y ait un dialogue avec cette grande puissance qui est l'Iran avec tous les bémols que l'on peut mettre, qui peut être un facteur de stabilisation à la condition qu'on l'inclue dans un jeu régional et mondial, le jeu mérite d'être tenté. Sinon on restera dans l'impasse actuelle. Il continuera à avoir sa politique sur le nucléaire, nous continuerons à protester, à nous insurger mais je ne vois pas d'issue si on en reste dans les démarches actuelles. Il faut un dialogue exigeant qui prenne en compte la politique intérieure, mais de façon non manichéenne. Pour avoir lutté dans une mission récente à Téhéran de la commission des Affaires étrangères dont j'exerce la vice-présidence, nous sommes bien rendu compte que l'Iran n'est pas un bloc. Déjà le seul fait que Barack Obama ait mentionné la possibilité pour lui d'avoir un dialogue avec l'Iran, déjà cela a commencé à semer des discussions à l'intérieur du pouvoir iranien actuel. Cela mérite d'être approfondi et réalisé avec doigté et compétence.

Esther LENEMAN, *Europe 1*

Monsieur Haugen, qu'attend, qu'espère un républicain du nouveau président américain ?

Stuart HAUGEN, *Chairman Republicans Abroad Europe*

D'abord, laissez-moi dire que je serais très bref car mes réflexions risquent d'être comme le disent mes collègues journalistes « yesterday's news ». Je ne suis pas là pour défendre l'administration Bush. Je suis fier de mon pays, je suis très optimiste pour l'avenir, cela commence bien. On verra comment cela va se passer. Je risque de jouer l'avocat du diable sur ces questions de relations non pas parce que je ne vois pas la volonté des deux côtés et que c'est dans notre intérêt de travailler mieux ensemble, mais je pose la question de ces attentes démesurées et le risque d'être déçu. Une

douzaine de thèmes majeurs importants ont été abordés aujourd'hui, hypercritiques même pour Barack Obama sur le plan domestique, sur le plan international. On ne peut pas tout faire en même temps. De plus, il y a des éléments, même s'il y aura une tonalité, un concept de multilatéralisme différent de l'administration Bush, c'est quelque chose qui commence bien et qui va être important pour que l'on discute même si l'on n'est pas d'accord. Je pose l'hypothèse que la politique étrangère de l'administration Barack Obama va ressembler beaucoup plus à la politique de l'administration Bush qu'on aurait voulu en Europe, et même que les hommes de gauche aux États-Unis l'auraient voulu.

Déjà, il y a à peu près un consensus sur l'Irak. L'Afghanistan est la priorité, cela n'était pas la priorité de Bush mais cela allait le devenir. Je risque de toucher à un point qui pourrait poser un problème, c'est la question de l'OTAN, qui s'approche de son 60^e anniversaire. De grandes questions risquent de poser des problèmes importants en Europe : la question de l'élargissement de l'Alliance, la question de la Russie, de la Géorgie, l'Ukraine. Il n'y a certainement pas consensus aux États-Unis et en Europe. Cela pose certainement plus de problèmes pour les Européens que pour les Américains qui devraient demander que la Géorgie rentre de tout de suite dans l'Alliance. On parle d'Afghanistan, de coopération sur le plan de l'OTAN mais il faut beaucoup de ressources. Aux États-Unis on sait bien que nous sommes dépassés sur le plan militaire, sur le plan financier. Tout le monde souffre d'une crise économique. Chaque pays qui fait partie de l'OTAN devrait en principe dépenser 2 % du PIB chaque année sur la défense. Il n'y a que cinq pays aujourd'hui dans cette alliance qui arrivent à ce point-là et entre ces cinq il y en a trois qui sont contraints de baisser leurs dépenses militaires en dessous. C'est le genre de question qui risque de créer des fissures entre les Européens qui souffrent ou qui vont souffrir autant que les États-Unis et peut-être plus longtemps même, car les économies en Europe prennent plus de temps pour retrouver leurs bases.

Les Européens veulent des relations améliorées avec les États-Unis, les Américains le veulent aussi. Nous avons un nouveau départ. J'espère que vous ne serez pas trop déçus car la base de la politique étrangère ne va pas beaucoup changer aux États-Unis. La façon de faire oui, le niveau de multilatéralisme, de consultation oui. Barack Obama fera ce qu'il faudra pour les États-Unis. Nos intérêts ne sont pas vraiment alignés sur beaucoup de questions importantes. Merci.

Esther LENEMAN, *Europe 1*

Merci à vous. Monsieur de Kergorlay, vous avez été un pont entre la France et les États-Unis à une période où la relation était un peu tendue. Pour vous c'est « playing selling », comme disent les Américains ?

Denis de KERGORLAY, *président de French Heritage Society*

Je vous remercie beaucoup de cette remarque. Ce qui est intéressant dans une organisation comme la nôtre, qui est une organisation modeste quand j'ai entendu tous ces magnifiques discours de géopolitique, j'ai l'impression que je suis un boutiquier qui représente une petite organisation mais qui a son importance, parce qu'elle se situe dans une grande tradition franco-américaine qui est celle de la philanthropie américaine, laquelle remonte à l'origine des États-Unis. Ce secteur de la philanthropie et notamment dans la sphère privée a fait qu'il survit comme il est indépendant de la politique. Ce sont des acteurs privés, ce sont des organisations au sens de l'article 501(c)(3) à but non lucratif. Les donateurs sont des personnes ou des fondations privées. Nous sommes indépendants des circonstances politiques. Ce qui fait que pendant le refroidissement des relations franco-américaines dans l'ère Bush, nous avons continué notre bonhomme de chemin et avons continué à établir ce pont entre Français et Américains.

Dans un premier temps, est-ce que le fait qu'il y a une Obamania et qu'il va y avoir un nouveau président plein de vertus, cela va changer les choses pour nous, je dirais non puisque nous sommes indépendants. En y réfléchissant plus, je me dis qu'effectivement il ne m'a pas échappé que Monsieur Obama lui-même était un produit de la philanthropie américaine. S'il n'y avait pas eu une bourse d'études USAID octroyée au père de Barack Obama pour ses études à Hawaï où il a rencontré la maman d'Obama cela n'aurait pas pu se faire. Si lorsque Obama décide d'aller s'installer à Chicago où il rencontra sa femme Michelle qui elle-même est issue de la bourgeoisie noire, elle-même a fait une promotion sociale en allant dans les meilleures universités américaines grâce aux bourses dont elle a pu bénéficier, je me dis que s'il y a bien un président et une administration qui ne vont pas casser le secteur dans lequel je suis, et je suis donc rassuré. Même si je suis relativement indépendant de l'administration américaine, les contacts politiques que je pourrais avoir seront encourageants.

Même à notre modeste mesure nous avons pu apporter quelques millions de dollars au cours des dernières années au profit du patrimoine historique, architectural en France mais aussi au patrimoine que nous avons laissé aux États-Unis jusqu'au début du XIX^e siècle. Ce qui est intéressant c'est que cela nous permet au travers de cette action d'élargir notre influence française aux États-Unis. Je suis le nouveau président de cette organisation. En tant que nouveau président aujourd'hui, mon premier travail c'est d'aller faire « la tournée des popotes » aux États-Unis, d'aller voir tous les gens qui nous représentent dans toutes les villes aux États-Unis et de les encourager d'élargir le cercle des Américains francophiles qui sont prêts à nous aider dans notre action.

Le deuxième aspect est le relais français. Nous avons des bénéficiaires de cette générosité américaine. Ce sont les propriétaires de ces monuments historiques, privés notamment. Ce qui est extraordinaire c'est cette pédagogie

américaine qui accompagne notre action, il ne s'agit pas seulement des transferts d'argent. Par exemple, nous ne donnons de l'argent à un propriétaire d'un monument historique pour un travail de restauration, que s'il nous apporte la preuve qu'il peut apporter des *matching funds*, c'est-à-dire des fonds associés. Pour un dollar que nous donnons il faut que le propriétaire trouve un dollar. Lorsque nous sommes venus nous French Heritage Society, aider à la restauration du consulat français à New York et apporter la somme de 100 000 dollars il a fallu que le ministère des Affaires étrangères trouve dans ses caisses 100 000 dollars, pour faire les *matching funds* sinon il n'y avait rien. C'est ce côté très pédagogique, formidable des Américains, qui disent on est là pour faire de la philanthropie, pour vous aider mais vous vous aidez vous-même, on n'aide pas des assistés.

La deuxième chose pédagogique, l'argent qui arrive c'est de l'argent privé. Notre travail est d'aller persuader des Américains malgré la crise, d'autres priorités pour eux, que c'est utile de venir aider le patrimoine français parce que cela correspond aussi à la culture américaine. Nous avons un XVIII^e siècle en commun. Il y a un intérêt évident, réel au travers des générations, des Américains pour la France. C'est là un gisement extraordinaire. C'est à nous de puiser dans ce gisement dans l'intérêt des Américains et des Français.

Esther LENEMAN, *Europe 1*

Merci beaucoup. Christopher Klein, on va revenir à aujourd'hui, à la politique. Vous êtes le premier secrétaire à l'ambassade des États-Unis. Pouvez-vous nous donner une vision de ce que va apporter la nouvelle administration, une vision non politique évidemment ?

Christopher KLEIN, *premier secrétaire Affaires politiques, ambassade des États-Unis*

Je vous remercie de m'avoir invité aujourd'hui, c'est un honneur d'être ici. Peut-être savez-vous qu'aujourd'hui aux États-Unis c'est un jour férié, c'est le Martin Luther King Day. Il est vrai que nous sommes à la veille d'un jour historique. Aux États-Unis actuellement et ailleurs, il y a un sentiment d'optimisme. Comme Constance l'a dit, des sondages sont très encourageants. Encourageants aussi parce que c'est évident que les Américains n'attendent pas un coup de baguette magique. Pour résoudre les problèmes, il va falloir du temps, peut-être quelques années. Barack Obama va arriver au pouvoir face à des problèmes énormes, des problèmes sur la scène internationale et à l'intérieur du pays. Sur la scène internationale, Barack Obama va entrer en fonction avec deux guerres en cours, avec la crise financière, avec une nouvelle crise au Moyen-Orient et face à des problèmes de réchauffement climatique. Pour aborder ces problèmes, il a rassemblé autour de lui une équipe de personnes très sérieuses, expérimentées, et modérées. Est-ce que cela veut dire que la politique étrangère des États-Unis va changer, surtout en ce qui concerne l'Europe et la France ? On le sera mieux demain et après-demain. Ce n'est pas ma place ici de trop pronostiquer mais si l'on en croit les propos de Barack Obama et d'Hillary Clinton, il est d'ores et déjà évident que la nouvelle administration va mettre en valeur la coopération. C'est-à-dire la coopération dans les organisations internationales, la coopération en Afghanistan et ailleurs. Les États-Unis apprécient beaucoup ce que la France fait en Afghanistan. La coopération aussi sur le plan économique parce que la crise financière a montré que nos économies sont vraiment imbriquées.

Bien que les relations internationales aient joué un rôle important dans l'élection de 2008, les électeurs américains étaient plutôt focalisés sur les questions intérieures pendant l'élection où effectivement il y avait et il y a toujours des problèmes très difficiles. Mais Barack

Obama va entrer en fonction avec une forte majorité au Congrès. Bien que les démocrates aient des profils très différents les uns des autres - cela arrive aussi ici à l'Assemblée nationale parmi l'UMP, le parti socialiste, il n'est pas facile de rassembler tout le monde, il aura peut-être la possibilité de résoudre des problèmes de longue durée : l'assurance médicale, l'éducation, le bouclier social. À mon avis, si la Maison-Blanche agit avec habileté, on peut voir peut-être une présidence historique. Je vous remercie.

Esther LENEMAN, *Europe 1*

Sylvie Laurent est l'auteur d'un livre *Homérique Amérique*. Vous êtes spécialiste de la littérature et de la politique de la communauté noire aux États-Unis. Qu'est-ce que l'on attend de ce premier président africain américain ?

Sylvie LAURENT, *maître de conférences à Sciences Po Paris*

Je voudrais à nouveau vous remercier de cette invitation, je suis très heureuse d'être ici. On s'interroge beaucoup en France sur quelles nouvelles relations transatlantiques avec l'élection de Barack Obama. L'Atlantique sépare certes l'Europe des États-Unis mais sépare aussi l'Afrique des États-Unis. J'aimerais m'interroger sur cette nouvelle relation peut-être que les États-Unis d'Obama entretiendront avec l'Afrique et les Noirs d'Amérique qui se pensent encore pour certains comme une diaspora africaine, de quelle façon ils vont percevoir l'Afrique désormais.

L'histoire des relations entre les Noirs de la diaspora américaine et l'Afrique est une histoire compliquée. Fondamentalement entre Africains et Noirs américains on ne s'est jamais très bien compris. C'est une histoire de malentendus, de passions. Barack Obama s'inscrit dans cette relation torturée, tourmentée. Vous l'avez sans doute vu lors

de son voyage au Kenya en 2007, le second qu'il a effectué, faire un discours à l'université de Nairobi. Lorsqu'il parlait de son père, il en parlait comme d'un homme qui avait profondément été déçu par l'Afrique. Il a cru que venant par une bourse aux États-Unis, en devenant l'un des meilleurs, il pourrait rentrer en Afrique et apporter à l'Afrique ce qui lui manquait, cette éducation à la démocratie, cette capacité à devenir le continent qu'elle mérite d'être. Il n'a pas réussi, le père de Barack Obama a fini aigri, mis à l'écart de la vie politique. Barack Obama n'a pas du tout fait un discours irénique lorsqu'il était en Afrique. Il a expliqué qu'il restait à l'Afrique un long chemin à parcourir. Comme le soulignait un intervenant ce matin, on ne l'a pas tellement entendu parler de l'Afrique. Dieu sait que l'Afrique a besoin que l'on s'occupe d'elle non pas dans le sens paternaliste et néocolonial, mais que l'on s'occupe de ses Somaliens qui n'ont toujours pas d'État, de cette Afrique du Sud qui a déçu y compris les plus fervents supporters de Nelson Mandela aux États-Unis, Dieu sait que Nelson Mandela est une idole là-bas. Il n'en a pas beaucoup parlé parce qu'il est dans une situation impossible. Il ne peut pas être le fils de l'Afrique et de l'Amérique. Il ne peut pas parler spécifiquement des Noirs. Et pourtant... quelle place a occupé l'Afrique dans l'histoire et l'imaginaire des Africains américains et quelle histoire compliquée !

Quelques exemples seulement pour comprendre où en est Barack Obama. Ces Américains de la diaspora africaine qui sont arrivés aux États-Unis ont depuis le début eu un rêve : rentrer à la maison, rentrer dans cette « mother Africa », retrouver le lieu dont on les avait arrachés. Ils y sont parvenus une première fois en 1822 avec la fondation du Liberia. Rêve réalisé et en même temps rêve terni, perturbé parce que très rapidement les Noirs venus d'Amérique se sont révélés être une oligarchie tout à fait nuisible et néfaste pour la population africaine qu'ils tenaient sous le boisseau. Au nom de ces bons sentiments et de cette volonté de retrouver un État qui serait le leur, un État authentique, ils ont perverti ce rêve du retour à l'Afrique. Il y a toujours

aujourd'hui cette philanthropie ambiguë des Noirs américains vis-à-vis de l'Afrique que l'on peut voir. En effet vous avez signalé que je viens de Harvard. Quasiment tous les professeurs d'Harvard dans le domaine des études africaines américaines ont fait le grand voyage vers le Ghana, ce pays que N'Krumah avait créé à partir d'un rêve, à qui Martin Luther King avait consacré l'un de ses plus grands discours « The Birth of a New Nation », parce que c'était un modèle. On voyait enfin les Africains créer leur propre pays et là aussi c'est un rêve qui s'est terminé dans le militarisme et la captation du pouvoir populaire. Cette Afrique, elle attend beaucoup d'Obama. Les Noirs américains attendent beaucoup d'Obama pour comprendre mieux de quoi il s'agit, et pourtant fondamentalement je ne crois pas que les Américains comprendront davantage avec Obama que sans lui, ce qu'est véritablement l'Afrique. Ces deux cousins éloignés se sont perdus.

Ce matin j'écoutais la radio avant d'aller travailler. J'ai eu le bonheur sur France Culture d'entendre deux voix formidables, Édouard Glissant et Patrick Chamoiseau, qui viennent de sortir un ouvrage, ils s'exprimaient sur cette élection. Glissant disait de Barack Obama que c'est l'enfant du gouffre, parce qu'il est le produit de ces centaines d'Africains qui sont morts dans l'Atlantique au moment où on les a arrachés de leur continent pour les installer en Amérique. Il disait que la littérature, la poésie, avaient un rôle à jouer. J'étais tellement d'accord avec cette idée que je pensais à la France. Quelle est la plus grande contribution que la France ait donnée aux Noirs d'Amérique et à l'Afrique : c'est cette chose formidable qu'Aimé Césaire a intitulée un jour, la négritude. La chose peut-être la plus formidable que la France a apportée à l'identité noire dans le monde que l'on appelle la négritude. C'est la façon dont la langue française a réussi à unir les Noirs d'Amérique, les Noirs de la Caraïbe et les Noirs d'Afrique autour d'une conscience commune. Barack Obama est d'une certaine façon l'homme de ce qu'un universitaire américain Homi Bhabha à Harvard a appelé le « tiers espace ». Il est celui qui

est une nouvelle triangulation, pas la triangulation terrifiante et ténébreuse de l'esclavage, mais de cette négritude que la France a donnée qui permet aux Noirs d'Afrique, aux Noirs d'Amérique et aux Noirs de France de se penser ensemble dans une identité nouvelle.

Pour ne pas répondre à votre question, ce n'est pas d'Obama que j'attends des choses, mais j'attends des choses de la France. J'attends de la France qu'elle aide Barack Obama à comprendre l'Afrique et peut-être en lui donnant quelque chose qui resterait de la négritude, de la culture française, de la francophonie, parce qu'il aura besoin de cette aide pour comprendre l'Afrique et savoir comment l'appréhender et comment l'intégrer dans ce nouveau multilatéralisme auquel nous aspirons tous. Merci.

Esther LENEMAN, *Europe 1*

Merci Sylvie de ne pas avoir répondu à ma question. Votre voisin Yannick Mireur y a répondu. Il vient de sortir un livre « *Après Bush Pourquoi l'Amérique ne changera pas ?* » Expliquez-nous.

Yannick MIREUR, *politologue et rédacteur en chef*
« *Politique Américaine* »

Comme le temps presse et qu'il nous en reste si peu, on s'est mis d'accord avec Raphaël, je vais dire *thank you* et il va dire *goob bye...* Plus sérieusement, un mot de remerciement tout d'abord au groupe d'amitié France États-Unis pour cette initiative et cette invitation, en particulier à son président, Louis Giscard d'Estaing.

Ce qui par esprit de contradiction me frappe le plus avec Obama, en particulier à J-1 de son investiture, c'est la continuité. Je fais cependant une parenthèse avec l'Afrique suite à l'intervention précédente, parce que l'on peut rendre hommage à l'administration Bush sur un point, c'est son action en Afrique, notamment contre le virus du sida, et je ne

suis pas certain qu'Obama s'occupe beaucoup des « dogues noirs de l'Empire » qu'évoquait Senghor. On verra si sa politique africaine poursuit celle de son prédécesseur.

Mais pour revenir au plan plus global, je pense qu'il y a continuité, que la quête d'identité qui marque sa vie personnelle, explique pourquoi il y aura continuité. La vraie rupture, c'était George Bush, qui a trahi la tradition américaine et la tradition du parti républicain. Il y a avec Barack Obama une volonté, en particulier parce qu'il est qui il est, d'être le digne héritier des Pères fondateurs et de se replacer dans la grande continuité d'un consensus américain qui, Axel Poniatowski en a parlé, est la retenue dans l'usage de la force, la coopération internationale et l'absence d'une croyance absolue en la supériorité américaine, qui pousse les Etats-Unis à s'imposer par la force. La vraie rupture, je crois surtout que c'était Bush.

On retrouve dans les discours de Barack Obama, dans sa volonté de redonner confiance aux Américains dans le destin de l'Amérique, au plan intérieur et au plan extérieur, une confiance qui me paraît toute reaganienne. Rappelez-vous de son discours de Berlin. Sa négritude est au fond sans importance, au-delà du symbole évidemment colossal, très fort d'un point de vue historique, mais parce que dans sa quête de concilier ses propres héritages à lui - si vous avez lu ses livres, il n'est question que de quête sur lui-même et, au fond, de quête sur l'américanité - ce qu'il voudra faire c'est revenir dans le grand creuset historique après la rupture de cette présidence si singulière qui fut celle de George Bush, revenir donc dans une sorte de consensus américain.

Deux remarques sur la politique étrangère. Il n'y a pas de révolution à attendre. La nomination d'Hillary Clinton, les premiers desseins qu'elle a tracés de sa politique, les nominations des uns et des autres, montrent que l'on revient vers des choses assez classiques. Il y a surtout la volonté peut-être, comme cela a été souligné, de changer la méthode et l'état d'esprit. Avec Barack Obama, les

Américains trouvent en effet précisément un état d'esprit et une ouverture d'esprit. Si l'administration est démocrate, je ne crois cependant pas que le pragmatisme et le réalisme soient un apanage des démocrates. Je pense que les présidences de Kennedy et de Johnson perdent la compétition dans le domaine du pragmatisme et du réalisme par rapport aux présidences de Nixon, Ford et de Reagan. Je rappelle que les guerres (Corée, Vietnam) furent déclenchées par les démocrates, les paix furent faites par des républicains.

Dernier point sur les priorités. D'une part le Strategic Economic Dialogue (SED) instauré par Henry Paulson avec la Chine sera la priorité des priorités pour l'administration qui arrive, et il illustre l'imbrication de l'économie politique. On sépare trop les choses, politique extérieure d'un côté, questions économiques de l'autre. Or la politique économique extérieure sera très importante. La signature d'un accord de libre-échange avec Taiwan a par exemple des implications stratégiques considérables dans la relation sino-américaine.

D'autre part le Pakistan. Barack Obama s'est signalé par son aptitude analytique nettement supérieure à celle de son prédécesseur, qui l'a conduit à désigner le Pakistan comme le sujet le plus terrible que l'on ait à résoudre, même si dans l'ordre des priorités l'Iran viendra peut-être immédiatement. Mais je crois que le Pakistan est beaucoup plus dangereux.

Peut-être enfin doit-on sauver le cycle de développement de Doha, ou quelque chose qui puisse lui succéder compte tenu de la crise alimentaire par exemple, qui nous indique, Élisabeth Guigou nous en a parlé, le besoin de trouver la voie pour un effort qui soit proprement global, c'est-à-dire qui inclut les puissances émergentes pour assurer une stabilité économique et par-delà donc politique, mondiale, à l'avenir. Merci.

Esther LENEMAN, *Europe 1*

Comme vous l'avez vu, Raphaël portait ses écouteurs. Donc cela sera à votre tour de le faire car il va intervenir en anglais. Raphaël Sonenshein, de l'université Fullerton en Californie.

Raphaël SONENSHEIN, *Professor of political science at California State University, Fullerton*

Merci beaucoup. J'aurais pu essayer de parler en français mais mon français n'est pas suffisamment bon et j'ai peur avec ma tendance d'inventer des mots, des « faux amis » de créer un incident diplomatique international, donc je préfère parler ma propre langue.

Je voudrais parler de la politique et de la politique domestique parce que cela pourra expliquer ce qui peut être attendu du président Obama en termes de politique étrangère. Cela n'étonnera personne que la politique domestique affecte la politique étrangère. Le fait que l'on ait le premier président noir est un fait spectaculaire évidemment, pour moi aussi. Que le parti démocrate ait un tel succès cette année c'est cela qui aura le plus d'impact sur la politique étrangère qui sera mise en place par Obama. C'est un changement radical dans la politique américaine. Les deux derniers présidents démocrates étaient des *outsiders* dans un monde républicain. Dans cette élection le parti démocrate a tout pris, il a tout emporté, il domine la scène politique. Il a gagné dans les États industriels, le Sud, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. D'ici la prochaine élection les démocrates vont récupérer les États des montagnes rocheuses. 60 % des jeunes ont voté pour Obama. Si c'était un titre en Bourse vous allez vouloir l'acheter puisque cela va monter en flèche. Le parti républicain est devenu le parti régional du Sud. Les démocrates maintenant s'y sont installés, ce sont les sciences, c'est le modernisme, c'est cosmopolite. Les

républicains sont devenus maintenant un parti traditionnel dans le Sud et ce n'est pas franchement une très bonne base pour construire un parti. Ils vont survivre, ils vont se remettre en place. Il faut comprendre que les démocrates sont là pour rester un certain temps.

Il a un mandat révolutionnaire en matière de politique domestique. Cela sera plus étendu que le plan déjà prévu. Mais il a un mandat plus étroit en termes de politique étrangère. La politique étrangère demeurerait sur un consensus très étroit sauf depuis huit ans. C'était vraiment une rupture. Avec le premier mandat d'Obama même dans le contexte américain, cela sera facile pour lui de ne pas être George Bush. La première chose c'est de mettre fin au moment néoconservateur, de mettre une fin à cette période. C'était des « rejets » de la première administration Bush qui n'étaient pas écoutés par le Bush père, et ils ont fini par avoir une administration à eux. Ils sont presque tous partis. La seule raison pour laquelle le rejet de Bush n'est pas clair, c'est que depuis quelques années, l'administration Bush s'était éloignée de beaucoup de ses politiques. L'année dernière il a plus ou moins soutenu l'agenda d'Obama, c'est pour cela que les différences paraissent moins nettes. Mais il peut tout à fait le rejeter en termes de politique étrangère. Voilà ce que j'entends. Il a la place pour quitter l'Irak. Il peut même être deux mois en retard dans ce retrait, du moment où il s'en va. Les électeurs américains aimeraient bien que l'on soit plus aimé aux États-Unis, cela ne serait pas difficile d'être plus aimés que maintenant et aussi d'être respectés. Aucun président américain ne veut être perçu par les électeurs comme cherchant à être aimé sans être respecté. Personne n'aime être l'objet de haine. On s'attend à un président qui travaille bien avec les Alliés. Il faut qu'il se fasse photographier lors des réunions avec nos Alliés.

Il y a quelque chose qui manque entre la perception européenne et la perception du président Obama. Je pense qu'il y a une différence de perception par rapport à la base, aux raisons de ce conflit. La plupart des Américains

soutiennent Israël. Quoique beaucoup de personnes en Europe pensent que c'est une conspiration pour forcer le gouvernement américain pour soutenir Israël. Il y a un soutien très large à Israël aux États-Unis, à tous les niveaux. Je pense que l'idée que Obama doit venir et taper sur Israël et le forcer à faire comme il veut, cela ne va pas se produire. Ce qui risque de se produire, c'est qu'Obama a déjà indiqué qu'il va être beaucoup plus actif pour favoriser les négociations de paix au Moyen-Orient que l'administration précédente qui semblait être fière du fait de ne pas être impliquée. Il y aura beaucoup d'efforts en termes de paix, mais les américains continueront à soutenir Israël dans son problème existentiel qui vient du fait qu'ils se sentent toujours menacés d'extinction. Pour être réaliste, les choses ne seront pas toujours comme vous voulez au Moyen-Orient, mais il y aura pas mal de choses.

En termes de méthode, Obama va pouvoir innover, c'est une personne novatrice, très créative. Certains des démocrates s'inquiètent à ce sujet. Peut-être sera-t-il trop créatif ? Il a une philosophie de parler à ses ennemis. Parmi les démocrates, ils n'aiment pas le fait qu'il parle à ses ennemis domestiques qui pour eux sont beaucoup plus dangereux que l'Iran. Mais il a ce style où il parle à n'importe qui. Il a parlé au républicain conservateur, le pasteur qui va parler demain pour son investiture. Il peut parler à l'Iran. « Je peux parler à Rick Warren, je peux parler à tout le monde ». C'est un contraste total avec le modèle Bush, où l'on donne des médailles uniquement à des gens qui l'ont soutenu, à l'ensemble de sa politique et à l'exclusion de toute autre personne. C'est un risque. C'est une stratégie innovante que l'on n'a jamais vue aux États-Unis, ni en interne, ni en politique étrangère.

Il y aura un certain appel culturel. Il va certainement prononcer un discours dans une capitale islamique. Ils sont en train de penser à la sécurité, au timing. Cela va se faire.

Concernant l'Afrique, c'est un domaine où le président Bush peut guider. Il y a des traces en Afrique de ce que l'administration Bush a fait.

En termes de torture et Guantanamo, vous serez étonnés de savoir que ce ne sont pas des questions faciles aux États-Unis, des questions où tout le monde est unanime. On met un frein à la torture, il faut fermer Guantanamo. Quand il prend des décisions à ce sujet, du point de vue européen c'est vraiment un très grand pas à prendre. Il y a eu beaucoup de pressions, que ce soit du milieu des médias de ne pas trop changer les choses à ce sujet. On m'a dit qu'il va annoncer demain que Guantanamo sera fermé. Il est sous pression par rapport à la question de la torture. Ce sont des questions domestiques difficiles.

Pour conclure, son style est vraiment remarquable. Nous n'avons jamais eu un président aussi cool. Bill Clinton courait un peu dans tous les sens, George Bush était toujours au téléphone avec tout le monde. Il est calme. Quelqu'un m'a dit que chaque fois qu'il apparaît à la télé aux États-Unis il fait tomber la pression artérielle de cinq points. Il a vécu à Hawaï, c'est effectivement un endroit très calme. Ne sous-estimez jamais ce monsieur. Lorsqu'il ira en Europe il va vous « mettre le doigt dessus », il va être incroyablement populaire ici. Vos leaders vont vouloir passer du temps avec lui, être bien vu par lui. Il sait que les États-Unis n'ont pas assisté à la fête depuis longtemps, donc il ne va pas arriver et s'inviter à la table principale. Il est clair qu'il sera la figure centrale politique du monde pendant quelques années. Il faut aussi garder à l'esprit son soutien par les syndicalistes.

Bien que les démocrates soient beaucoup moins agressifs en termes de politique étrangère, ils sont beaucoup plus durs en termes de commerce. Les républicains sont beaucoup plus conciliants, ils sont pour l'externalisation, travaillent avec des sociétés étrangères, etc. Il y a une grande bataille qui fait rage aux États-Unis entre le Middle East et le Sud et beaucoup de sociétés européennes parient sur le Sud. Ils ont essayé de travailler avec les républicains. L'équilibre

du pouvoir change par rapport à cela avec les démocrates. Cela veut dire que pour les Européens qui veulent travailler sur le commerce, il y a trois mots : le boulot, le boulot, le boulot. L'économie est vraiment basée sur la main-d'œuvre.

Les États-Unis vont rejoindre le courant du monde par rapport au climat. Ils vont se joindre au reste du monde. Mais il faut voir l'impact de la crise économique. En avril 2007, 36 % des Américains disaient que c'était plus important de stimuler l'économie, comparé à 52 % qui parlaient de l'environnement. Dans une enquête l'année dernière, 58 % des Américains disaient que c'était plus important de stimuler l'économie contre 33 % qui ont choisi l'environnement.

Pour résumer l'économie américaine est derrière la politique domestique. Nous savons tous que si les Américains réparent les choses chez eux, cela sera très bien pour tout le monde. On veut toujours acheter des choses de tout le monde mais il faut avoir de l'argent pour acheter les choses à l'étranger. Que ce soit l'environnement, la diplomatie tout cela sera filtré par cette optique qui est de restaurer l'économie. Et si on peut sortir de ce début de dépression, et s'il arrive à nous sortir de là, vous aurez des démocrates en face de vous pendant beaucoup d'années à venir.

Esther LENEMAN, *Europe 1*

Raphaël merci beaucoup, et tant pis pour les faux amis. Évidemment, comme vous le voyez, notre timing a complètement explosé. Je vais prendre en même temps trois ou quatre questions puis nous verrons qui va y répondre.

John HOLLANDE, *Hommage au Général Patton*

Ma question s'adresse à tous les intervenants. Je suis d'accord avec l'optimisme de ceux qui accueillent le changement aux États-Unis. Je viens de Chicago comme

Barack Obama. Je souhaiterais savoir de votre part si vous pensez vraiment sur tous les thèmes dont on a parlé que la vision de l'administration américaine sur les questions européennes et que ce multilatéralisme qui inonde dans la politique américaine depuis 8 ans, si nous n'allons pas toujours appliquer les mêmes politiques classiques qui reviennent, c'est-à-dire une politique de consensus américaine qui est basée sur la défense des intérêts américains depuis les années 1920, depuis la découverte du pétrole au Moyen-Orient, et sur la question de la sensibilité, de la relance de l'économie américaine, le prix de l'essence se réduit aux États-Unis, et la vente des 4x4 reprend. Il y a évidemment une prise de conscience des questions environnementales aux États-Unis.

Guy LE BRAS, *Veolia Transport*

Nous avons une filiale importante aux États-Unis qui s'appelle Veolia Transportation. Nous avons eu l'occasion de travailler à Chicago avec une collaboratrice très proche de Barack Obama, Valérie Jarrett. Ce que nous avons pu voir au travers de Valérie de la personnalité d'Obama, montre à quel point cet homme politique d'une nouvelle race est complètement extraordinaire. Ma question serait plutôt destinée aux intervenants français. Est-ce que vous pensez que le caractère proprement révolutionnaire en politique mondiale de Barack Obama peut avoir une influence sur la politique en Europe en général, et les hommes et les femmes politiques en France en particulier ? Je ne citerai qu'une anecdote qui résume tout ce que je viens de dire avant, qui est que nos deux candidats à l'élection présidentielle dernière en 2007 avaient presque 50 ans d'expérience politique derrière eux cumulés, alors qu'il y a cinq ou six ans Barack Obama n'était qu'un élu local très peu connu dans son pays.

Intervenant de la salle

Verriez-vous une évolution dans le domaine des réglementations à l'export, et en particulier un assouplissement concernant les ITR les « international trend regulations » ?

Esther LENEMAN, *Europe 1*

À mon avis, vous aurez plutôt une réponse cet après-midi à ce genre de question. Une dernière question en politique, peut-être sur le Moyen-Orient ?

Intervenante de la salle

Sur le Moyen-Orient, on nous a appris que la nouvelle administration américaine va aller vers un certain unilatéralisme à partir d'une position monopolistique, mais est-ce qu'il ne faut pas envisager à long terme un monde multipolaire, c'est-à-dire permettre à d'autres continents et à d'autres regroupements comme l'Europe de pouvoir jouer un rôle sur la scène internationale et leur permettre d'être un des pôles ? Et pour l'Europe, pour pouvoir jouer ce rôle, cela sera de disposer d'une défense européenne. L'Amérique a dit à plusieurs occasions, Monsieur Robert a dit que pour l'Amérique, la plus grande menace, c'est la défense européenne. Est-ce que cette position américaine a changé dans la mesure où Kennedy en 1962 a souhaité les deux piliers de l'Alliance atlantique mais le 2^e pilier a dû être cassé deux fois de suite, la communauté européenne défense en 1952, et l'UEO en 2000. Donc nous n'avons plus d'organisation de défense européenne.

Esther LENEMAN, *Europe 1*

Yannick Mireur, sur les politiques françaises, quid de l'influence d'un « ovni » politique qui débarque sur notre planète qui s'appelle Barack Obama ?

Yannick MIREUR, *politologue et rédacteur en chef*
« *Politique Américaine* »

J'ai un peu souligné dans mes préliminaires le caractère personnel de Barack Obama en disant de manière un peu forte et provocatrice que peut-être la négritude de Barack Obama était sans importance au-delà du symbole. Parce que la question de la personne dans la dynamique d'une élection présidentielle - qui n'est pas celle d'une dynamique partisane, législative, parlementaire - est très différente. La personnalité joue énormément. Même si Monsieur Obama est très jeune, il est un peu neuf et neutre d'une certaine façon, d'où le fait, comme Raphaël l'a rappelé, que parmi les démocrates certains se demandent ce qu'il va en sortir. Ainsi, le fait que Rick Warren officie demain à la cérémonie d'investiture, le grand pasteur de Californie ouvertement contre le mariage homosexuel, c'est quelque chose qui fait enrager certains. Ce facteur personnel est donc décisif, d'où ma tendance à minimiser l'aspect négritude, dans la mesure où la quête d'identité qui définit l'existence de Barack Obama et sa réflexion politique par rapport à lui-même, à sa relation avec son pays et au destin de l'Amérique, est précisément celui d'une conciliation et d'une synthèse. Son contexte à lui, personnel, est national, n'est pas transposable ailleurs. Souvent on s'interroge sur le fait qu'un président américain est noir, ce qui est très positif pour la communauté noire aux États-Unis même s'il y a encore un très long chemin à faire, parce que c'est une personne dont les capacités intellectuelles sont nettement au-dessus de la moyenne – sans céder à la facilité cela marque une différence qui donne un peu confiance par rapport à la précédente présidence... Il faut bien dire que le contexte des relations raciales n'a rien à voir entre l'Europe et les États-Unis, surtout si l'on inclut le fait que Monsieur Obama est le fils du Kenya et du Kansas et ne porte pas l'héritage que par exemple son épouse peut porter, de l'histoire et des difficultés et des peines de la population afro-américaine plus

classique, c'est-à-dire qui vient du Sud et qui hérite de l'esclavage.

Esther LENEMAN, *Europe 1*

Je crois que la question était plus large que la question raciale, je crois qu'il s'agissait d'une nouvelle façon de faire de la politique. Je voudrais faire entrer Sylvie sur cette question. Est-ce que nous en France nous avons des leçons à tirer sur le fait que 70 % des Français votent pour un candidat noir ailleurs ?

Sylvie LAURENT, *maître de conférences à Sciences Po Paris*

Je crois Yannick, que vous n'avez pas tout à fait saisi ce que j'entends par négritude mais je vous invite volontiers, à mon cours à Sciences Po au prochain semestre dont ce sera le sujet. Je suis certainement incompétente pour répondre exactement à votre question, dans la mesure du possible de ce que je peux vous dire, étant au contact de lycéens et d'étudiants, il y a sans doute dans cette espèce de fascination pour Barack Obama - qui certes a été mis beaucoup en valeur par les démocrates en France - mais qui est réelle dans les zones oubliées de la République, dans les quartiers populaires, une curiosité nouvelle pour la politique et peut-être une éducation à la démocratie nouvelle. Beaucoup de jeunes parlent de Barack Obama comme s'il était détaché de tous les stéréotypes qu'en général les jeunes attribuent à la politique, la corruption, le désintérêt, l'oubli de qui ils sont. Peut-être on peut attendre de cette pression que va mettre Barack Obama sur le monde politique, institutionnel, associatif et éducatif en France, peut être une prise de conscience nouvelle sur la nécessité de représenter les gens dont la peau est bistre ou basanée davantage, si l'on souhaite améliorer la pratique démocratique en France. Spécialement en ce moment cette question de : que faire de ces jeunes qui ne se sentent pas naturellement citoyens ? Peut-être certes,

les musées de l'histoire de France peuvent être utiles, une réflexion profonde sur la représentation de la couleur de la peau, une lecture attentive de Glissant et Chamoiseau serait tout aussi salutaire.

Esther LENEMAN, *Europe 1*

Merci Sylvie. Connie et Stuart, avez-vous le sentiment que vous êtes en train de changer, avec l'élection de Barack Obama, la politique aussi ici ?

Constance BORDE, *vice-président, Democrats Abroad France*

Très clairement, la politique étrangère sera beaucoup plus difficile à changer, surtout lorsque vous êtes dans un contexte de crise. Bien entendu, on peut changer la politique intérieure, la politique étrangère c'est beaucoup plus difficile parce qu'il y a beaucoup plus d'institutions internationales qui œuvrent. Il y a tellement d'aspects, d'ingrédients de la politique extérieure.

Mais je ne suis pas d'accord de dire qu'il n'y aura pas de changement. Je pense que nous avons vu déjà des signes d'évolution et de changement qui vont se produire. Tout d'abord, tout ce que Barack Obama doit faire, c'est de défaire ce que George Bush a fait. Il a commencé à défaire cela. Il a commencé à le faire avant même d'entrer en fonction. Un grand nombre des éléments qu'il a défait ont déjà été mentionnés. Je ne vais pas les énumérer. L'élément le plus important est la nomination de Susan Rice au poste d'ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU. C'est la première fois qu'une diplomate de ce rang est nommée à l'ONU. Cela est un signe très clair de la nouvelle énergie, du nouveau souffle que l'on va avoir dans la politique étrangère.

Toute la politique de l'emploi liée à la nouvelle technologie, au développement des nouvelles technologies, il y aura des milliers d'initiatives, de nombreuses technologies

qui ont été bloquées par l'administration Bush. Dès que l'on va avoir cet appel d'air par la nouvelle administration, vous allez avoir des changements énormes à la fois au niveau intérieur, dans le domaine de l'utilisation, de la consommation, l'utilisation de l'essence, du pétrole mais également par rapport à l'Iran, la Corée du Nord, la Chine. Un nouveau monde a été créé lors de l'administration Bush et nous nous sommes aliénés, nous avons ignoré le nouveau rôle de la Chine, la relation avec la Russie. Ce sont des éléments qui vont être abordés immédiatement. Cela sera difficile de changer de cap parce que nous avons des institutions qui travaillent. Il y aura un changement, c'est très clair.

Stuart HAUGEN, *Chairman Republicans Abroad Europe*

J'ai eu une conversation il y a quelques semaines avec un jeune homme qui s'est présenté pour l'UMP, un homme noir. Il a été battu. Mais il a été battu pour des raisons normales car sa politique ne correspondait pas à son territoire qui était plutôt communiste et socialiste. Ce que je veux dire c'est que contrairement aux citoyens Français, les Américains ne considèrent pas la venue d'Obama comme une surprise ou un miracle. Barack Obama a, comme tout autre homme politique, suivi un parcours bien spécifique, qui lui a permis d'en arriver là et les Américains pouvaient s'attendre à ce qu'il gagne. Les deux partis républicain et démocrate cherchent depuis longtemps à trouver des jeunes minoritaires qui pourraient monter. Barack Obama a été formé comme ça. Il a été le meilleur du coup. Je disais à ce jeune homme de l'UMP qu'il faudra que l'on soit préparé à tous les niveaux, sur tous les terrains avec les gens pour que quand l'opportunité se présente, on ait un candidat qui corresponde.

Raphael SONENSHEIN, *Professor of political science at California State University, Fullerton*

Deux points rapides. Les gens ne se rendent pas compte de la signification aux États-Unis que les partis politiques ne choisissent pas leur candidat. Il est possible pour une personne de sortir de nulle part et de décider de se présenter à la présidence. C'est ce qu'a fait Barack Obama. Il était un sénateur absolument pas connu de l'Illinois, il s'est présenté. Il est possible pour une personne d'obtenir un certain nombre de signatures pour se présenter. L'un des défis pour la France et pour d'autres pays européens avec des partis politiques très forts, fortement implantés, est de réfléchir au fait qu'il est difficile aux jeunes talents de sortir. Il faut beaucoup d'années pour monter dans l'échelle du pouvoir. Le système américain était comme cela, il y a des années. C'est différent aujourd'hui. Vous vous retrouvez avec des surprises, vous avez des gens un peu fous qui se retrouvent sénateurs, mais vous avez également des fusées magiques comme Obama.

Les Américains ont tendance à préférer les politiques multilatérales en termes de sécurité. En termes économiques, des politiques unilatérales. En gros, nous voulons être le plus fort possible en termes économiques mais les États-Unis n'ont jamais eu le désir d'être un empire militaire au niveau mondial quoique vous puissiez penser. Les électeurs américains n'aiment pas du tout cette idée. Le contribuable américain ne veut pas payer pour cela. Dans l'administration Bush, il y a eu une diversion à cette politique parce qu'un groupe d'intellectuels conservateurs avaient cette philosophie que les États-Unis ne devaient pas être mis en danger par tout autre pouvoir dans le monde, mais ils ne l'ont pas dit de façon ouverte aux électeurs américains, parce que s'ils l'avaient dit de façon ouverte et transparente, les électeurs ne l'auraient pas soutenu. De nombreux articles n'ont pas été lus par les électeurs américains, par la masse américaine au global mais ce sont ces documents, cette doctrine, qui ont

permis à la guerre en Irak de se produire. Aujourd'hui il faut sortir de cela.

Au niveau économique, les choses sont différentes. L'initiative multinationale d'impliquer d'autres acteurs sur la scène internationale est une tendance naturelle américaine. Ces dernières années on a vu une tendance également dans l'administration Bush.

Esther LENEMAN, *Europe 1*

Raphaël et pour vous qui n'avez pas pu poser vos questions, je suis désolée mais je suis obligée de terminer maintenant. Vous êtes attendus, pour ceux qui participent au déjeuner organisé par ce colloque à traverser au 128 rue de l'Université. Merci. À cet après-midi.

Ouverture de l'après midi

Louis GISCARD d'ESTAING, *Président du groupe d'amitié France États-Unis de l'Assemblée nationale, vice-président de la commission des finances de l'Assemblée nationale*

Monsieur le Premier ministre, mon cher Jean-Pierre, je tiens à vous dire à quel point nous sommes heureux de la tenue de cette rencontre aujourd'hui qui, cela a été souligné ce matin, tant par la qualité des intervenants que par l'assiduité des auditeurs, venait à un moment particulièrement opportun pour examiner les perspectives des relations transatlantiques, tout simplement à la veille de la prise de fonction du président élu Barack Obama.

Vous attendez maintenant sur ces sujets les interventions de cet après-midi sur les questions économiques, financières et commerciales. Qui pouvait mieux que Christine Lagarde, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Emploi, et dont le parcours professionnel lui a permis d'avoir un regard particulièrement pertinent sur le système juridique américain, ouvrir nos travaux. C'est donc volontiers que je lui donne la parole.

Christine LAGARDE, *ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi*

Merci mon cher Louis. Monsieur le Premier ministre, Monsieur le président du groupe d'amitié, Monsieur le président du groupe UMP s'il est là, Monsieur le président de la commission des Affaires étrangères, Mesdames et Messieurs les parlementaires, Mesdames, Messieurs, chers amis, Ladies and Gentlemen. Je suis absolument ravie de me retrouver cet après-midi parmi vous pour un moment bref, je le regrette, parce que je dois rejoindre ensuite mes collègues européens pour la réunion de l'Eurogroupe qui a lieu traditionnellement le lundi qui précède Ecofin. Ecofin étant demain, nous nous retrouvons à Bruxelles tout à l'heure. Je suis particulièrement heureuse de me retrouver là maintenant, parce que figurent au premier rang de cette assemblée remarquable et respectable, deux personnes qui sont en fait largement responsables de ma présence en France et au sein du Gouvernement. Je pense en particulier au Premier ministre Jean-Pierre Raffarin et à Clara Gaynard qui l'un et l'autre, au titre de l'attractivité de la France dont ils avaient la charge, du temps où Jean-Pierre Raffarin était le Premier ministre de la France, avaient eu l'idée tout à fait innovatrice de faire appel à des chefs d'entreprise souvent étrangers et parfois même français de groupes étrangers. C'est dans ces conditions que j'ai rejoint à la demande de Monsieur le Premier ministre et sur proposition de Clara, le Conseil pour l'attractivité de la France, que je me suis trouvée aspirée dans cette espèce d'élan extraordinaire au service de notre pays, et qui me vaut d'avoir quitté la belle ville de Chicago où je coulais des jours heureux pour rejoindre Paris, que je n'ai pas quitté depuis maintenant cinq ans.

Le général de Gaulle se plaignait en son temps de devoir gouverner un pays qui a des centaines de variétés de fromage. C'est malheureusement sous les auspices du fromage que je voudrais commencer cette intervention sur les relations entre la France et les États-Unis. Parce que nous

sommes un peu comme des vieux couples. Nous avons nos petites querelles, toujours un peu semblables, et qui souvent ne prouvent qu'une chose, c'est que ce couple est uni même s'il est séparé par un certain nombre de disputes.

Quelques chiffres

Il existe tant de mythes sur les relations franco-américaines que j'aimerais commencer par vous donner quelques chiffres. Je vous prie de bien vouloir m'excuser si vous avez déjà entendu l'ensemble des chiffres qui président à la relation entre la France et les États-Unis, mais je crois que c'est d'abord et avant tout sur des échanges commerciaux qu'est fondée la poursuite de cette relation économique et financière entre nos deux pays. Quant à cette relation, d'ailleurs rassurons-nous même si nous savons que Barack Obama jurera sur la bible d'Abraham Lincoln, nos relations commerciales précèdent bien entendu le 14^e président des États-Unis, *a fortiori* le 44^e puisque nos relations commerciales ont commencé longuement avant, Benjamin Franklin en particulier mais aussi quelqu'un comme Pierre Samuel du Pont de Nemours ont largement contribué au développement des relations commerciales entre les pays.

Quelques chiffres sur les échanges. Si on ne prend aujourd'hui que les échanges commerciaux, c'est au minimum 140 M€ qui sont échangés au quotidien entre nos deux pays, ce qui fait des États-Unis le premier partenaire commercial de la France hors Union européenne. À la pire époque des relations entre la France et les États-Unis, en tout cas ces deux dernières décennies, c'était dans la période durant laquelle l'hostilité était profonde entre la France et les États-Unis concernant l'engagement des États-Unis en Irak, avec Jean-David Levitte, nous avons élaboré ensemble un petit argumentaire pour soutenir le fait que, même si les relations politiques étaient un peu détériorées, les relations commerciales en revanche, les relations cofinancières, les échanges en matière de redevance, de dividendes, se poursuivaient parfois de manière inchangée. Nous avons fait

une agrégation un peu excessive de l'ensemble de ces chiffres qui nous amenait à la somme du milliard de dollars, qui transitait chaque jour entre la France et les États-Unis et *vice versa*. Cet argumentaire nous a valu souvent de pouvoir commencer des colloques, intervenir à des séminaires l'un et l'autre, chacun dans nos matières respectives sans avoir tout de suite une réaction d'hostilité, tant il est vrai que la relation commerciale sert souvent de fondement aux relations ensuite personnelles qui se nouent entre les peuples. C'est particulièrement vrai entre la France et les États-Unis.

En matière d'emploi, 2 800 entreprises françaises officiellement implantées aux États-Unis créent 550 000 emplois. Symétriquement, les entreprises américaines en France fournissent des emplois à un demi-million de nos concitoyens. En matière de création d'emplois et d'activité, la barre est à peu près équilibrée.

En matière d'investissements, les États-Unis sont les premiers investisseurs étrangers en France, tandis que la France est le 6^e investisseur étranger aux États-Unis. Veolia est aujourd'hui le premier opérateur privé de transports publics urbains aux États-Unis. Les entreprises françaises ont investi sur le territoire américain près de 170 Md\$, soit l'équivalent du PIB de la République tchèque. Je ne chercherai pas au bénéfice de ces trois chiffres qu'il s'agisse des échanges, des emplois ou des investissements, je n'obérerais pas ce qui est de mon point de vue un mauvais chiffre puisque c'est le chiffre du déficit commercial entre la France et les États-Unis, puisque contrairement à une tendance qui avait duré pendant des années, nous sommes maintenant en déficit commercial vis-à-vis des États-Unis, en 2008, c'est 1,8 Md€ au détriment de la France dans nos échanges de l'année. C'est un niveau record, en grande partie dû à la force de l'euro par rapport à la faiblesse du dollar. Quelle que soit la façon dont on l'envisage, c'est le déséquilibre des changes entre nos deux pays et la détérioration du rapport de change, qui expliquent la

détérioration des termes de l'échange dans le domaine commercial.

Les perspectives ouvertes par l'élection de Barack Obama

Les perspectives ouvertes par l'élection de Barack Obama sont tout à fait encourageantes. Si l'on écoute Hillary Clinton, lorsqu'elle a été auditionnée devant la commission des Affaires étrangères du Sénat américain : « The new administration will have a chance to reach out across the Atlantic to leaders in France, Germany, the United Kingdom, and others across the continent, including the new democracies. When America and Europe work together, global objectives are well within our means ». Ce n'est tout de même pas une surprise si au sein de ce groupe de pays, elle a commencé par la France. Je n'y vois pas un sujet d'autosatisfaction, du tout, mais je pense que le rôle qu'a joué la présidence française de l'Union européenne, le rôle moteur engagé par le président de la République Nicolas Sarkozy, en particulier pour permettre la tenue dans les délais les plus rapides d'un G20 au niveau des chefs d'État, qui a amené à nous rendre à Camp David et à solliciter du président Georges W Bush qu'il convoque et qu'il invite un certain nombre des participants G20 et plus, autour de la table pour évoquer la situation économique et financière, particulièrement financière, n'est sans doute pas étranger au fait que la France est citée parmi les pays principaux au sein des démocraties, dont aucune d'entre elles n'est considérée comme une vieille démocratie ou une vieille Europe, comme on l'avait précédemment entendu. De ce point de vue, même si l'Europe n'est pas la principale préoccupation et ne le sera pas dans les premières semaines ou premiers mois, la France est très clairement prise au sérieux au sein de ce groupe. Ceci pour les aspects de politique étrangère telle qu'elle est envisagée par Madame Clinton, la future secrétaire d'État aux Affaires étrangères.

Dans le domaine financier, je me réjouis de travailler avec Tim Geithner, que j'ai rencontré à plusieurs reprises

comme président de la Banque centrale de New York. Nous allons, et je sais qu'il y est particulièrement attaché, poursuivre nos travaux ensemble, poursuivre nos réflexions dans le domaine financier, dans le domaine boursier, dans le domaine à la fois des acteurs et des produits, mais aussi dans le domaine de la régulation et de la supervision sur le mode le plus coordonné possible. Je sais qu'il y est attaché, en tout cas dans ces matières-là, je suis sûr que nous trouverons en la personne de Tim un interlocuteur à la fois positif, actif et dont je sais qu'il voudra relayer les efforts que nous avons engagés d'ores et déjà à l'échelon européen, et dans le cadre des propositions que nous avons faites au niveau de l'ensemble des quatre groupes qui ont été constitués au sein du G20, pour avancer sur les différents axes de ce que certains ont convenu d'appeler la refondation du capitalisme.

Les objectifs que nous poursuivons concernent à la fois :

- Une supervision coordonnée, une régulation de tous les acteurs, de tous les produits et de tous les territoires. À cet égard, le sérieux avec lequel sera abordée la question de savoir comment sont traités les centres non coopératifs qui est une des catégories des dix paradis fiscaux, c'est-à-dire ceux d'entre eux qui ne communiquent pas d'informations dans le domaine prudentiel, cette question-là sera un test de la volonté de l'ensemble des participants et notamment des États-Unis, de traiter cette question-là de manière tout à fait sérieuse.

- Deuxième objectif que nous poursuivons et dont il conviendra d'apprécier si les États-Unis reprennent en quelque sorte la « paternité », ce sont les impératifs de transparence et de responsabilité, avec la question de savoir de quelle manière on exige notamment des banques, qu'elles détiennent une partie des titres qu'elles créent, quel que soit le degré d'inventivité ou de créativité financière démontré par les opérateurs.

- Des mécanismes d'amélioration de la prévention des crises. C'est un chantier sur lequel nous travaillons

étroitement tous ensemble, où il sera important de veiller à ce que les États-Unis soient également actifs et soutiens de ce type de politique.

- Dernier sujet qui sera passionnant dans la prise de position des États-Unis vis-à-vis de l'institution : le rôle moteur central du FMI, de sa capacité à se financer, en particulier de l'utilisation qui est faite ou non des stocks d'or détenus par le FMI pour renforcer son financement. Sur un certain nombre de petits points précis, nous allons pouvoir rapidement déterminer si les États-Unis « play game », ou si au contraire ils obéissent à un agenda qui serait totalement différent.

J'ai évoqué rapidement les aspects de coopération financière. En ce qui concerne le niveau commercial, dans son discours du 19 décembre annonçant le choix de Ron Kirk au poste de Trade Representative, Barack Obama a souligné l'importance du commerce international dans le succès des entreprises américaines. Il a eu évidemment raison. Cette référence spécifique lorsqu'il a nommé Kirk, est une indication de ce que le multilatéralisme a un rôle à jouer dans la politique américaine en matière de commerce.

En particulier, j'espère vivement que les tentations protectionnistes qui sont évidemment naturelles dans des périodes de type de celle que nous traversons, n'atteindront pas trop la structure exécutive américaine, que nous ne nous trouverons pas dans une situation de celle qui avait prévalu dans les années 1930, qui avaient vu en particulier la mise en place de droits de douane connus sous le nom de « Smoot-Hawley tariffs » et auxquels le président Hoover n'a pas su résister, et qui a très certainement en même temps que le rôle mineur de la Banque centrale, a précipité les mécanismes d'aggravation de la crise financière. J'espère très vivement que ces tentations protectionnistes, ces tentations d'augmentation des tarifs, hors cas du fromage, qui correspond à une logique très particulière d'opposition à notre objection à la commercialisation d'un certain nombre d'autres produits, qui résultent de l'application des règles de

l'OMC, n'affecteront pas la relation commerciale entre les États-Unis et le reste du monde, entre les États-Unis et la France plus particulièrement. Et qu'elles ne viendront pas affecter la position diplomatique américaine dans le dialogue OMC, dont on espère tous évidemment que ce cycle de Doha permettra la conclusion de certains accords sur la base à la fois des dernières positions établies au mois de juillet, mais aussi d'un certain nombre d'ouvertures qui semblent évoquées déjà par le futur président, puisqu'il a lui-même évoqué la possibilité d'inclure des clauses environnementales et des clauses sociales, dans l'ensemble des accords bilatéraux, et dont on peut penser que même dans le cadre des accords multilatéraux, notamment dans le cadre du cycle de Doha, ces deux questions sociale et environnementale, puissent également trouver leur chemin.

Au niveau bilatéral, je voudrais simplement rappeler l'ancienneté des relations entre nos deux pays. Je voudrais citer notamment un très vieux partenariat entre la France et les États-Unis, Safran ex-Snecma qui a eu ce long partenariat avec General Electric, et qui a permis depuis 30 ans de construire des moteurs CFM56 vendus à des centaines de clients dans le monde, dans le meilleur esprit entre les deux partenaires, de manière extrêmement discrète, souvent en dessous de l'écran radar et nonobstant les péripéties des relations diplomatiques qui ont pu parfois affecter les relations entre les deux pays.

Au titre des relations plus récentes et très emblématiques, je voudrais mentionner l'accord conclu en juillet 2007 entre EDF et Constellation Energy dans des conditions, me semble-t-il, particulièrement habiles que je tiens à saluer, que nous avons soutenu le jour, la nuit et parfois avec difficulté, mais au terme d'une compétition passionnante avec un grand opérateur américain. C'est finalement EDF qui a réussi ce partenariat.

- Je voudrais mentionner l'alliance entre EADS et Northrop Grumman pour le marché d'avions ravitailleurs de l'US Air Force.

- La mise en place de la plateforme Nyse-Euronext en 2007 a ouvert la voie à des accords dans le domaine des services.

- Et pour ne pas citer toujours les mêmes, certains d'entre eux qui interviendront dans le courant de l'après-midi le feront, je voudrais citer parce qu'il m'est cher, le pôle de compétitivité MTA (mobilité transports avancés) à Poitiers, et l'université de Chicago Illinois Institute of Technology (IIT), dans le domaine des véhicules hybrides et électriques, qui est évidemment un domaine d'avenir, où je me réjouis que le Illinois Institute of Technology dont j'ai été membre du conseil d'administration, se soit rapproché du pôle de compétitivité de Poitiers en ces matières, parce que je crois profondément que sur un secteur aussi innovant, aussi nécessaire, un cœur de recherche commun, des travaux appliqués ensemble, peuvent nous permettre de répondre à des défis à la fois d'ordre environnemental et des défis de pure technologie.

Une source d'inspiration réciproque

Tous ces échanges en disent long sur nos deux pays. Nos deux pays sont des sources d'inspiration réciproque. Je constatais que l'esprit entrepreneurial qui est utilisé bien souvent en l'état, « the entrepreneurship spirit », est évidemment une vertu d'origine française, puisque c'est un économiste au début du XVIII^e siècle qui a utilisé pour la première fois ce terme. Il nous a été emprunté par les États-Unis, pays de toute évidence d'entrepreneurs, mais dont nous continuons à nous inspirer puisqu'avec des institutions ou des statuts nouveaux tels que celui de l'autoentrepreneur, nous continuons à développer cet esprit d'entreprise et ce souci de réaliser un certain nombre de ses compétences, ses passions par soi-même, au travers du statut de l'autoentrepreneur.

Cette inspiration est réciproque. Vous avez peut-être vu lors de la lecture du *Newsweek* publié la semaine dernière un article intitulé « The last model standing is France ». L'auteur, Holger Schmieding, chief European economist at

Bank of America, y défendait l'idée que, « the French habit to readily intervene in market processes has become a more widely accepted norm ». En d'autres termes, le colbertisme est en train de devenir un peu une valeur universelle, en tout cas pour laquelle nous ne sommes plus vilipendés à travers le monde, fut-ce aux États-Unis et où l'esprit d'entreprise est en train de considérablement nous contaminer, et permettre le développement de ces nouveaux entrepreneurs que sont les autoentrepreneurs.

Dernier point sur lequel nous nous sommes très clairement fertilisés de manière croisée, c'est le soutien aux PME. La mise en place de la Small Business Act à l'initiative de la présidence européenne au cours des six derniers mois, était largement inspirée du Small Business Act à l'américaine, qui était prôné dans les années 1960 par John F. Kennedy, qui disait : « One of the great challenges of the sixties, he said, will be to strengthen the small independent businessman against the large business units which threaten to crowd him from the American economic scene ». Très clairement c'est ce principe-là qui nous a inspirés lors de la mise en place du Small Business Act, et de la réserve que nous voulons constituer au bénéfice des petites et moyennes entreprises, pour qu'elles puissent accéder à la commande publique sans pour autant mettre en place une nouvelle administration ou de nouvelles agences, dont nous savons tous qu'elles sont un peu critiquées, y compris par les opérateurs américains.

Dernier exemple d'inspiration croisée : les fonds de dotation. Lors du texte « Loi de modernisation de l'économie » qui a été voté le 4 août dernier au terme d'un travail de coproduction, auquel je sais que Jean-François Copé était particulièrement attaché, nous avons mis en place ces fonds de dotation qui s'inspirent directement des *Endowment funds* américains, et qui auront à la fois la facilité de l'association, les bénéfices de la fondation et un régime fiscal tout à fait approprié pour permettre à des entreprises privées, à des capitaux privés de s'investir sur des

tâches qui visent notamment à défendre l'intérêt public, fut-ce petits intérêts publics, dans le domaine culturel, de la recherche universitaire.

En clôture, je voulais simplement puisque les affaires financières sont une partie de la scène qui m'occupe beaucoup en ce moment, vous citer une phrase d'un sénateur républicain, qui à l'occasion où l'État fédéral américain est intervenu pour sauver Fannie Mae and Freddie Mac début septembre, a été cité explicitement pour avoir indiqué lors d'un débat au Sénat : « I thought I woke up in France ». Pussions-nous, de notre côté, avoir l'impression de nous coucher aux États-Unis ! Je sais en tout cas que demain soir, les États-Unis nous garderont tous éveillés longtemps pendant la nuit, parce que je suppose que l'ensemble d'entre vous, ceux qui sont passionnés par la relation entre la France et les États-Unis, auront à cœur de visualiser, d'entendre un moment un peu magique dans l'histoire de ce pays, qui sait constamment se réinventer et dont nous savons comme Oscar Wilde l'a dit en son temps : « qu'il a pour tradition la jeunesse et la jeunesse, c'est la capacité d'émerveiller le monde ». Je souhaite que cela soit le cas demain. Je vous remercie.

Louis GISCARD d'ESTAING, *Président du groupe d'amitié France États-Unis de l'Assemblée nationale, vice-président de la commission des finances de l'Assemblée nationale*

La parole est à Jean-François Copé, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, ancien ministre, qui nous fait le plaisir de son intervention.

Jean-François COPÉ, *président du groupe UMP de l'Assemblée nationale*

Merci beaucoup mon cher Louis pour l'organisation avec Jean-Pierre Raffarin de ce colloque. Je trouve formidable que nous ayons, ici même, à l'Assemblée nationale, une réunion où l'on évoque tout au long de cet après-midi, les grands enjeux des relations entre la France et les États-Unis, ainsi que les réflexions que peut nous inspirer ce moment historique que l'on est en train de vivre. Je souhaiterais centrer mon propos sur deux sujets de réflexion, qui sont au cœur de tout ce dont l'on débat en ce moment.

Le premier des grands défis du mandat, c'est qu'Obama va avoir à réconcilier en même temps l'Amérique avec elle-même, et l'Amérique avec le monde. C'est une manière rapide sans doute de résumer ce que signifie le fait de succéder à George Bush. Sur ces deux sujets, il va avoir très vite à imprimer une marque, au-delà de l'Obamania qui a déferlé pendant la campagne et après l'élection. Certes, nous avons assisté à l'ascension irrésistible d'une personnalité hors norme, porteuse d'une marque symbolique absolument considérable, au point que je ne connais personne qui n'ait ressenti une grande émotion en apprenant l'élection de Barack Obama. Mais une fois terminé ce moment d'émotion, lorsqu'on met de côté les aspects sentimentaux, il nous faut nous poser quelques questions.

Premier sujet : Obama doit réconcilier l'Amérique avec elle-même. Sur ce sujet, il y a plusieurs interrogations.

La première d'entre elles, c'est au peuple américain lui-même d'y répondre. Après avoir réélu Bush en 2004, en connaissance de cause, après avoir accepté sa politique internationale, le Patriot Act, et même Guantanamo, le peuple américain choisit en 2008, Barack Obama qui insiste beaucoup sur le respect des libertés publiques et des droits fondamentaux. Cela peut apparaître comme une rupture entre deux Amériques ; ou comme un retour aux fondamentaux des Pères Fondateurs. A entendre le message fantastique de John Mac Cain le soir de sa défaite, on peut opter pour la deuxième solution. Je rêve qu'en France un candidat ayant perdu une élection puisse dire « je demande à l'ensemble des citoyens qui m'ont soutenu de se ranger derrière la bannière de notre nouveau président pour le salut de notre pays ».

En tout état de cause, on voit bien qu'une fois passée cette première étape, Obama a maintenant devant lui des enjeux de politique intérieure considérables, regardés par l'ensemble du monde. Il faut avoir en tête que face à la crise économique, les Américains auront naturellement d'abord un regard centré sur leur propre pays, avant même de se préoccuper du reste du monde. Dans ce contexte quelles seront les premières décisions de Barack Obama ? Quelles seront-elles en matière d'énergie, qui est un sujet qui nous mobilise au plus haut point ? En matière de politique industrielle ? Comment réagira-t-il face aux pressions protectionnistes d'une partie de l'opinion et des entreprises américaines ? On sait par exemple que les décisions qui seront prises en faveur du marché automobile, auront des incidences directes sur la manière dont nous-mêmes aurons à faire face à la crise. Il en va de même pour tout ce qui concerne les grandes décisions de politique fiscale, monétaire, budgétaire. Sur ces sujets, la campagne présidentielle n'a pas permis d'identifier de manière très claire quelles seront les grandes décisions que prendra Barack Obama, y compris dans les premières semaines de sa présidence. Nous avons bien eu quelques annonces d'Obama mais chacun l'a bien compris, et lui-même y a tenu, même si

cela a donné lieu à quelques critiques, jusqu'au 20 janvier, il n'y a pas eu beaucoup d'abonnés au numéro.

J'appelle d'ailleurs votre attention sur un fait qui m'a particulièrement frappé, ainsi, j'imagine, que toutes celles et tous ceux qui connaissent bien ce sujet. Là où Clinton avait mis beaucoup de temps à procéder aux nominations liées au « spoil system », ce qui d'ailleurs explique qu'au début de la présidence Clinton, il y ait eu beaucoup d'hésitations et de difficultés, on a un Barack Obama qui démarre le 20 janvier totalement opérationnel avec des équipes d'un très bon niveau, et qui surtout incarnent une très grande ouverture. C'est très intéressant de voir comment dès le début, que ce soit son vice-président, que ce soit avec Hillary Clinton, que ce soit les différents conseillers qu'il a pris sur l'ensemble du dispositif, en particulier en matière de politique économique, on a à chaque fois un message qui est le même, délivré d'ailleurs très habilement : le Smart Power. C'est-à-dire finalement : « on est capable les uns et les autres d'écouter, de partager, de se respecter ». C'est un premier élément de rupture fort avec un George Bush extrêmement clivant, et qui revendiquait une approche unilatérale.

Néanmoins, on voit bien aujourd'hui sur cette partie combien les enjeux sont lourds, car bien entendu, tout cela se fait dans un contexte de politique intérieure très difficile. Obama lui-même l'a encore dit ce week-end. Des dizaines de milliers d'Américains ont perdu leur maison, leur fortune, leur épargne. Ils sont dans une situation d'incertitude forte. Jamais les indicateurs de confiance n'ont été aussi faibles aux États-Unis depuis très longtemps. Même ce pays très pragmatique se trouve aujourd'hui confronté à une remise en cause importante. Cette question de politique intérieure va être prééminente pour Barack Obama dès les premiers mois de sa mandature. Les grandes décisions qui seront prises dans les deux mois qui viennent en matière de politique économique et de politique intérieure, seront le premier critère pour jauger effectivement le nouveau Président.

J'y ajoute un deuxième point de politique intérieure pour ceux qui suivent de près l'évolution de la société américaine. On voit bien que l'élection d'un président noir à la tête de ce grand pays, c'est aussi l'occasion de bâtir une nouvelle frontière. Rappelons-nous combien lorsque Kennedy lui-même a lancé ce concept il y a près de quarante ans, cela a conduit à des moments de violence très intenses au-delà même de la tragédie de son assassinat. Les temps ont certes beaucoup changé, mais je pense tout de même qu'assez vite, ce concept d'union nationale peut se fissurer pour peu qu'ici ou là, un certain nombre d'acteurs traditionnels aux États-Unis n'y retrouvent pas leur compte. Cela me paraît être un premier élément très important.

Le deuxième sujet, c'est celui de savoir comment Obama réconcilie l'Amérique avec le monde. Obama prend ses fonctions à un moment très particulier. On connaît naturellement l'image des États-Unis aujourd'hui. Moi qui suis un ami des États-Unis, je suis très attentif à la manière dont très vite, nous allons nous Européens, en particulier nous Français, appréhender la relation avec les Américains. Les premiers messages d'Obama seront très importants. La situation européenne et française a bien changé depuis deux ou trois ans. La présidence française a marqué une rupture majeure. Elle a introduit dans le jeu mondial une pratique de dialogue, une méthode de gouvernance qui fait que l'on ne peut plus faire comme si cela n'avait pas existé. Il y a un certain nombre de rendez-vous sur lequel nous attendons évidemment le président des États-Unis.

Cela m'amène à vous dire un mot de la présidence française de l'Union européenne. Trois acquis majeurs de notre présidence font qu'à mes yeux, les choses ne peuvent plus être comme avant, y compris du point de vue de Washington, sur l'Europe.

Premier point, on a une Europe politiquement incarnée. Qu'on le veuille ou non, la présidence française a marqué une incarnation politique, personnalisée par le président Sarkozy.

Deuxième point, désormais la Banque centrale européenne ayant accepté de parler avec les chefs d'État et de gouvernement, nous ne sommes plus dans la même configuration qu'auparavant. Il y avait une clé que l'on n'avait pas en tête, que l'on a dénouée maintenant. On n'avait pas compris que pour parler à la Banque centrale européenne, il fallait que cela soit un minimum de niveau chefs d'État et de gouvernement. On l'a maintenant compris, on ne fera plus l'erreur. Moyennant quoi, on parle, on a dénoué le blocage. Je le dis en connaissance de cause puisque, quand j'étais ministre du Budget, il était inimaginable que j'émette une idée sur la question de la politique monétaire européenne. C'était immédiatement réprouvé partout. On voit bien que tout cela a fait long feu. Du fait de la violence de la crise financière, les populations européennes n'accepteront jamais plus de revenir au *business as usual*, comme s'il ne s'était rien passé avant cette crise. Que chacun comprenne bien que le fait qu'il y ait désormais un dialogue politique entre la Banque centrale et les chefs d'État et de gouvernement, est évidemment un acquis majeur.

Troisième point : nous avons commencé d'assumer que pour que l'Europe marche, il fallait qu'elle soit à plusieurs cercles. On l'aura vu sur tous les sujets : sur la question de la crise géorgienne au mois d'août, sur la question de la crise financière, sur le Proche-Orient. À chaque fois, c'est un petit noyau de chefs d'État et de gouvernement européens qui prend le leadership, qui propose une dynamique et qui entraîne derrière lui.

Tout cela mis ensemble fait une Europe beaucoup plus présente dans le débat public international qu'avant la présidence française. Ce qui veut dire qu'alors que Obama prend ses fonctions, il a en face de lui une Europe qui est devenue un interlocuteur majeur sur les grands sujets du moment. Et cette Europe n'entend pas faire comme s'il ne s'était rien passé ces derniers mois sur tous les grands sujets que je viens d'évoquer, et auxquels naturellement il faut

ajouter la question majeure de l'Afghanistan, de l'Iran et la question de l'OTAN.

Face au défi de la réconciliation de l'Amérique avec le monde, Barack Obama est donc confronté à une nouvelle relation à construire avec l'Europe. Cela ne veut pas dire naturellement, qu'il faut mettre de côté les grands enjeux d'une Asie en pleine émergence, notamment d'une Chine très frappée par la crise. Cela n'enlève pas naturellement le rôle clé de la Russie. Là encore, l'Europe jouera un rôle majeur par sa connaissance du terrain, des interlocuteurs, et aussi parce que tout simplement, sur un certain nombre de sujets, elle a contribué au dénouement de la crise. Je pense à la dernière crise du gaz entre la Russie et l'Ukraine et à la question des missiles, dont on sait que tout cela était un peu excessif.

Dernier point, nous avons, nous Européens, par rapport aux grands enjeux auxquels est confronté Barack Obama des messages forts à faire passer. Je voudrais prendre deux illustrations : la crise financière et la crise du Proche-Orient.

Sur la crise financière, quelle a été la démarche de la France et des Européens depuis le jour de la faillite de Lehman Brothers ? Cela a été de dire que nous, nous étions capables d'assumer un principe simple : « le marché à chaque fois que c'est possible, l'État quand c'est nécessaire. » Le G20 à Washington n'est rien d'autre que le fait d'acter la coresponsabilité des États dans les périodes de crise. Elle acte le retour du politique là où, il est vrai, nos amis américains ont été toujours extrêmement réticents à poser des règles de régulation. Nous avons par rapport à cela un premier impératif, qui est de dire : « attention le G20 ce n'est pas un jour, une fois, parce que les Américains étaient faibles ». Ce doit être le début d'un processus qu'il nous faut absolument construire avec les Etats-Unis, car si on ne le fait pas, c'est l'ensemble de nos opinions publiques qui ne nous le pardonneront pas. Ce premier rendez-vous est un rendez-vous sur lequel Barack Obama sera évidemment testé, mais

nous aussi : c'est notre capacité à emporter la conviction sur cette question majeure qui est en jeu.

Deuxième sujet, le Proche-Orient. J'ai été très frappé comme beaucoup d'entre vous, par la chronologie des titres choisie dans les journaux télévisés du week-end. D'une chaîne à l'autre, d'une édition à l'autre, on commençait soit par la répétition de l'investiture d'Obama, soit par le cessez-le-feu au Proche-Orient et tout de suite derrière, on alternait avec le deuxième sujet. C'était très intéressant de voir comment les rédactions françaises mais pas seulement - toutes les chaînes de télévision accessibles par nos abonnements étaient dans la même situation - hésitaient sur le sujet par lequel commencer. À certains égards, c'est très intéressant. Mettre en parallèle la répétition de la cérémonie d'investiture d'un côté, et de l'autre, les négociations en cours pour aboutir au cessez-le-feu sur la tragédie à laquelle nous avons assisté ces derniers jours à Gaza, montre vraiment qu'on n'est pas totalement clair sur les grands équilibres géostratégiques. En revanche, ce qui est vrai, c'est que durant cette période, là encore, les Européens ont montré qu'en appliquant la théorie de l'Europe à plusieurs cercles, en jouant la carte de l'incarnation politique, en étant omniprésents pour nouer des relations personnelles avec l'ensemble des acteurs de la région, sans ostracisme et en étant parfaitement lucides sur qui fait quoi, qui est qui, qui menace et qui ne menace pas, nous avons réussi à créer une dynamique d'apaisement. Et cela, malgré l'absence totale de nos amis américains. Cet engagement européen, c'est une bonne nouvelle.

Il sera très intéressant d'observer comment dans les semaines qui viennent, l'Amérique revient dans le jeu : est-ce qu'elle le fait de manière concertée, ou est-ce qu'elle le fait de manière solitaire? Dans les deux cas de figure, dans les mois qui viennent, nous aurons une lecture très précise de ce que seront le style et la marque Obama. Dans les semaines qui viennent nous serons en situation les uns et les autres, de pouvoir prédire si nous aurons un grand président américain

ou un président *as usual*. Dans tous les cas de figure, l'attente créée par son élection est phénoménale, c'est évidemment un grand moment d'histoire. Christine avait tout à fait raison de le rappeler dans la conclusion de son intervention. Nous allons vivre dans les heures qui viennent des moments forcément émouvants. Ne perdons pas de vue une fois l'émotion passée, ces quelques réflexions parce qu'elles seront déterminantes pour la suite, compte tenu des deux à trois années très difficiles que nous allons avoir à vivre. Merci.

Louis GISCARD d'ESTAING, *Président du groupe d'amitié France États-Unis de l'Assemblée nationale, vice-président de la commission des finances de l'Assemblée nationale*

Merci, Jean-François, de nous avoir livré tes réflexions dans cette période particulièrement intéressante, comme tu l'as souligné. Je vais inviter les intervenants de la table à rejoindre leur place à la tribune, pour permettre dans un instant à Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre, d'intervenir en préalable à cette table ronde.

Je le fais avec d'autant plus de plaisir qu'il assume désormais la prestigieuse responsabilité de président du groupe d'amitié France États-Unis du Sénat, mais que nous avons vocation, comme cela a été le cas avec ton prédécesseur le sénateur Paul Girod que je salue parmi nous, à exercer cette responsabilité conjointement, dans l'esprit de coopération qui existe entre nos deux assemblées.

Et dans le même état d'esprit qui existe au Congrès américain entre le Sénat et la Chambre des représentants, qui ont institué depuis 2004 un French Caucus, donc un groupe d'amitié parlementaire américain tourné vers la France, avec lequel nous avons des relations désormais suivies. Il est à la fois bipartisan et bicaméral puisque c'est un groupe d'amitié présidé à la fois par deux sénateurs, une démocrate et un républicain, et par deux membres de la Chambre des

représentants, un républicain John Boozman et un démocrate, Jim Oberstar.

La parole est à Jean-Pierre Raffarin, pour ouvrir cette table ronde de l'après-midi.

Table ronde 2

Quelles relations économiques et commerciales ?

Animée par Alison SMALE, International Herald Tribune

Participaient à cette table ronde :

Clara GAYMARD, *présidente de GE France*

Jean-Claude GRUFFAT, *président AmCham*

Jean-Bernard LEVY, *président de Vivendi*

Jacques MISTRAL, *directeur de l'IFRI*

Pierre MOSCOVICI, *député du Doubs, ancien ministre*

Denis RANQUE, *président du groupe Thales*

Seth WINNICK, *ministre conseiller pour les affaires économiques, ambassade des États-Unis*

Jean-Pierre RAFFARIN, *ancien Premier ministre, président du groupe d'amitié France États-Unis au Sénat*

Chers amis, bonjour. Cela va être très rapide parce qu'au fond, pour l'introduction, Madame Christine Lagarde a fait le travail. Elle a posé les grandes équations économiques, elle nous a dit l'essentiel. Même si, quelles que soient les variations politiques de nos relations, nos affaires commerciales marchent plutôt bien, certes mieux en investissement qu'en balance commerciale, mais globalement les investissements vont bien. Grosso modo, on a chacun 600 000 emplois chez l'autre, c'est quand même quelque chose de très important, et une croissance des investissements français de 15 %, et une croissance des investissements américains de 10 %. Je résume les propos de Madame Lagarde, mais c'est l'essentiel de ce dont vous allez parler.

Nous avons appris des choses très intéressantes sur le fromage. Le président de la région Poitou-Charentes que je fus, est très attaché à cette situation et je voudrais indiquer à nos amis américains, que les changements de présidence n'affectent en rien la qualité du fromage.

J'ai bien noté que Jean-François Copé serait ravi que le jour où il gagnera la grande élection, son adversaire puisse le féliciter en public comme Mac Cain, c'est aussi quelque chose qui nous intéresse tous...

Vous avez noté que dans les pôles de compétitivité, il y avait certains territoires qui avaient quelque avance sur les autres.

Je voudrais saluer Louis Giscard d'Estaing qui m'a fait le bonheur de cette invitation, et me réjouir qu'il ait cette responsabilité. Saluer le président Axel Poniatowski qui était son prédécesseur à ce groupe. Tu vois, mon cher Louis, ce poste a une destinée. Je voudrais dire combien je suis heureux de pouvoir travailler au nom des sénateurs avec les députés qui s'intéressent à l'amitié entre les États-Unis et la France, tout particulièrement.

Nous sommes dans une situation extraordinaire, « America is back ». C'est un démocrate qui tient la promesse des républicains. C'est quelque chose qui va marquer fondamentalement cette ère nouvelle. Les deux attentes et les deux grands sujets sur lesquels il nous faut être très observateur, au-delà de ce qui a été dit et que je partage, sont la relation avec la Chine et l'avenir de l'OTAN. J'espère que nous allons en parler à cette table ronde. C'est un point quand même clair.

Les difficultés dans lesquelles nous sommes entrés, sont des difficultés dues d'abord au surendettement du citoyen américain et de l'État américain. À 140 % d'endettement sur le revenu disponible, le citoyen américain est dans une situation difficile. Vous connaissez bien l'équation économique du monde aujourd'hui. Quand un Chinois gagne un dollar, un Américain gagne 25 dollars, sur

ces 25 dollars, l'Américain en dépense 26, le Chinois sur son dollar en économise 50 % et finance le 26ème dollar américain. C'est l'épargne du Chinois aujourd'hui, qui finance le déficit américain. La réalité est là, ce sont les proportions.

Quand je vois qu'on annonce des grands plans de relance, qu'on a une dynamique d'endettement très importante, qu'est-ce que cela a comme conséquence vis-à-vis de la Chine, la Chine qui connaît un certain nombre de difficultés elle-même et par sa réserve et les bons du Trésor américains qu'elle détient, mais aussi parce qu'elle participe à ce financement. Quels sont les types de contreparties que l'on est prêt à accepter et comment se fait ce dialogue ? Le dialogue entre les États-Unis et la Chine est toujours un peu mystérieux. Avant les élections le ton est toujours assez dur, après les élections les choses se calment. Il est important de savoir l'essentiel de cette dynamique entre les États-Unis et la Chine. L'Europe a son mot à dire dans cette relation, parce que d'une certaine manière économiquement nous sommes plus indépendants, mais stratégiquement, nous avons en termes de relations avec nos amis américains à avoir une compréhension commune de la stratégie chinoise et de nos échanges avec la Chine. Sinon la Chine pourra être tentée d'avoir des relations un peu subtiles et avec les uns, et avec les autres.

Le deuxième grand rendez-vous qui est très important, non seulement Monsieur Ranque pour vos industries de défense, mais aussi pour toutes nos perspectives d'avenir, c'est le rendez-vous du 4 avril avec le 60^e anniversaire de l'OTAN. Je mets ce rendez-vous dans nos perspectives, parce que nous sommes au carrefour d'un monde de sujets très importants. C'est un sujet franco-français, notre place dans l'OTAN. À l'intérieur de la famille gaulliste il y a des débats, à l'intérieur même de notre vie politique, nous aurons des débats. C'est un sujet très important si nous devons changer de position et entrer au commandement de l'OTAN. Cela va se faire sur les bords du

Rhin, au cœur d'un moment où la relation franco-allemande a besoin d'être densifiée. Avec ce 60^e anniversaire à Kehl-Strasbourg, nous allons prendre un certain nombre de positions qui concernent l'unité même de l'Union européenne. Beaucoup de pays dans l'Union européenne ont regardé l'Europe et l'OTAN, à peu près de la même manière.

Je me souviens d'une rencontre en tête-à-tête avec Vaclav Havel, à la veille du sommet de l'OTAN de Prague, où il me parlait de ce sommet en employant alternativement les mots « sommet de l'OTAN » et « sommet européen ». Pour lui l'Europe, l'Ouest, la liberté était ce qu'il y avait de l'autre côté. C'était l'OTAN autant que l'Europe. Il n'y avait pas cette nuance que nous faisons.

Si on veut avancer, je fais partie de ceux qui veulent avancer fortement sur l'Europe de la défense, nous ne pourrons le faire que si les Français font preuve d'une attitude positive vis-à-vis de l'OTAN. Tant que l'on aura une attitude qui apparaîtra comme réservée, nous ne pourrons pas convaincre sur l'Europe de la défense, et le président de la République a sur ce plan-là raison de vouloir avancer ensemble sur ce sujet. Ce sera une des premières prestations du président Obama. Ce sera au fond une façon de montrer comment l'Occident va exister, s'organiser et présenter ces messages au monde. Voyez combien ce rendez-vous est important, et combien notre relation entre les États-Unis et la France va être essentielle dans ce sommet de Strasbourg, où va se redéfinir un peu l'organisation même du visage de l'Occident, vis-à-vis du reste du monde. C'est un point qui me paraît stratégique. Je tiens à ce que l'Europe ait sa propre identité. L'Europe de la défense mènera son identité que si nous sommes capables d'avoir aussi une attitude française positive vis-à-vis de la modernisation de l'OTAN.

Je termine, pour laisser la parole aux brillants orateurs de la table ronde, en disant que le défi principal aujourd'hui, comme le disait Jean-François Copé, c'est que le président Obama doit faire en sorte de faire aimer les États-Unis au monde. De ce point de vue là, il y a beaucoup

de réflexions, de choses à faire. René Char disait : « Aimer c'est vouloir que les choses soient ce qu'elles sont ». Pour faire aimer l'Amérique, il faudra que les choses ne soient pas tout à fait ce qu'elles ont été. Je vous remercie.

Alison SMALE, *International Herald Tribune*

Merci Monsieur le Premier ministre. Bonjour tout le monde. Nous n'avons pas eu le temps de préparer les accords de cette table ronde. J'invite les participants à s'exprimer cinq minutes chacun. Je vais donner la parole à Monsieur l'ancien ministre Pierre Moscovici. Nous discutons ici des relations économiques et commerciales. Bien sûr, tous les points politiques comme l'OTAN, sont très importants, mais surtout discuter, sur comment Obama et son administration vont influencer les relations économiques et commerciales.

Pierre MOSCOVICI, *député du Doubs, ancien ministre*

Je dirais quelques mots généraux pour donner un point de vue différent sur le plan politique que celui de ceux qui m'ont précédé. Dans la relation aux États-Unis, tu l'as décrite comme bipartisane, elle doit être aussi bipartisane en France avec des sensibilités un peu différentes. Je précise que pour ma part, je n'appartiens pas au groupe UMP mais au groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Je ne pense pas que cela viendra d'en faire partie... Jean-Pierre Raffarin nous a dit des choses très belles sur les fromages. Je peux vous assurer que le changement de président ne change pas la défense du fromage en Poitou-Charentes. Les choses doivent avoir une continuité républicaine.

Demain, c'est une date historique, et en même temps c'est un moment de basculement. C'est-à-dire, c'est la fin d'une saga, c'est un peu la fin d'un mythe. L'histoire de ce candidat improbable, imaginer qu'un candidat jeune, noir, inexpérimenté devienne président des États-Unis qui plus est

quatre ans après avoir été sénateur de l'Illinois, c'est une histoire incroyable, une saga politique. Demain c'est autre chose, c'est la naissance d'un président. On va peut-être commencer à arrêter de parler de Barack Obama pour ce que l'on projette sur lui, pour ce que l'on croit qu'il est, pour son charisme, sa personnalité et s'intéresser à ce qu'il va faire vraiment. Par-delà la fête, c'est cela qui va compter. C'est-à-dire les annonces qui sont faites, la politique qui se dessine. De ce point de vue là, il faut être clair, j'ai entendu de bons amis, des républicains d'hier, devenir des démocrates d'aujourd'hui à cette tribune, je le conçois tout à fait.

Des attentes se portent sur Barack Obama. Je crois qu'il faut que ces attentes soient fortes parce qu'il y a une vraie rupture, mais en même temps qu'elles soient raisonnables. On ne va pas passer de l'enfer unilatéraliste qui était censé caractériser l'administration Bush, qui était à certains égards une caricature, à un paradis multilatéraliste. Nous aurons affaire de toute façon à un président des États-Unis et à une administration américaine, dont la tâche première est évidemment de défendre les intérêts des Américains. De ce point de vue là, j'attends de voir quelle est la déclinaison concrète du concept effectivement séduisant présenté par Hillary Clinton, le Smart Power. Cela montre qu'elle a compris quelque chose. L'unilatéralisme, une forme même d'impérialisme, en tout cas de brutalité, d'autoritarisme qui pouvait caractériser l'administration Bush, ne fonctionnait plus et qu'il était nécessaire que les États-Unis reviennent au monde. C'est « smart », mais c'est du « power », donc il y a une notion de puissance qui va être là, et quel va être l'équilibre trouvé, je pense que c'est assez important.

Comme Jean-François Copé, je constate que la préparation de cette présidence, heureusement, a été très différente de la préparation de la première administration de Clinton. Clinton élu en 1992 par surprise contre le père du président qui s'en va demain, George Bush, il s'est laissé aller et cela lui avait fait rater de manière magistrale, les six

premiers mois de sa présidence, et ensuite il a fallu qu'il rame pendant presque un mandat pour finalement réussir à l'emporter à nouveau. Cela fait beaucoup de temps perdu. Entre-temps, il y a eu les élections de Mid-Term qui ont donné le succès aux républicains, donc c'était le début du conservatisme, la révolution conservatrice. Là c'est différent, manifestement le président a travaillé, il a préparé une équipe qui est multicolore, diverse, pluraliste et assez expérimentée et qui puise largement dans le vivier de son prédécesseur démocrate. Pour moi le fait qu'il se soit tenu jusqu'à présent, n'est pas grave. Il s'est tenu parce qu'il se préparait. Il vaut mieux un président qui se tait et se prépare, et qui du coup à partir de demain doit agir vite et fort, qu'un président élu qui se serait mis à parler sans arrêt, quitte à contredire celui qui était en fonction, et créer une brouille dont on ne serait pas tiré.

La première des choses dans le domaine des relations économiques et commerciales, est le plan de relance qui va être mis en œuvre. Ce dont on sait, c'est que c'est un plan de relance d'une ampleur extrêmement grande, supérieur à 3 % du PIB, 700 milliards de dollars, assez équilibré, centré, tourné à la fois vers les investissements, les grandes infrastructures, vers les États fédérés, et des baisses d'impôts importantes. Il faudra méditer ce plan. C'est bien de parler d'une relation euro-américaine ou franco-américaine, mais en même temps si nous-mêmes nous restons avec des plans de relance qui ont une ampleur beaucoup plus faible, avec une coordination beaucoup moins poussée, à ce moment-là, nous n'entamons pas cette nouvelle coopération sur des bases qui sont des bases équilibrées, ce qui peut tout à fait poser problème. Sur toute une série de sujets évoqués par Jean-François Copé, automobile, énergie, nous devons, nous aussi, nous montrer à la hauteur.

Il faut prendre en compte s'agissant des relations commerciales, de la double dimension française et européenne de ces relations avec les États-Unis. J'ai entendu parler de la présidence française, ce n'est pas le lieu de

commenter de manière un peu différente la présidence française, de celle qu'a fait Jean-François Copé. Juste sur un point : il y a quelque chose de juste, d'une manière un peu fatale compte tenu du contexte de crise, cette présidence française était le moment du retour du politique, d'un retour des États. Mais il ne faudrait pas en tirer la conclusion que pour toujours, il y aurait pour d'une part un leadership établi en Europe qui serait celui d'un homme, le président français – je comprends qu'on l'admire, ce n'est pas quelque chose qui est unanimement partagé pas seulement en France y compris en Europe – et je ne crois pas que l'Europe se dirige toujours de manière intergouvernementale. Ne cédon pas dans nos relations commerciales à un reproche que nous faisons aux autres, c'est-à-dire à une forme d'unilatéralisme.

Il faut prendre en compte les institutions européennes, à commencer par la Commission qui impulse de manière forte la politique commerciale, et qui pèse dans la politique de la concurrence. Si vous voyez ce qui s'est passé entre Orange et iPhone, vous avez un organe français, le Conseil de la concurrence, lui-même appliquant un droit européen, qu'il a appliqué à des relations entre un constructeur américain et un opérateur français. C'est extrêmement important aussi. Il faudra que nous pesions dans la définition de la politique commerciale et dans la politique de la concurrence. Et notamment, que nous nous attendions à des difficultés ou des débats sur un certain nombre de secteurs, qui sont des secteurs clés comme les OGM, la production d'acier, l'aéronautique. Sur tous ces sujets-là, il faut aussi définir de manière claire ce que peut être notre propre doctrine.

Il faut examiner ce que sera l'attitude de la nouvelle administration américaine, dans le domaine commercial. Le secrétaire au commerce pressenti Bill Richardson a dû quitter le poste pour lequel il devait rejoindre l'administration pour des raisons de corruption, il y a un négociateur qui s'appelle Ron Kirk qui est plutôt un libre-échangiste. En même temps, il y a une attente qui se tourne vers Barack Obama

d'introduire des normes environnementales, sociales, dans les discussions commerciales, et aussi d'avoir un aspect plus protectionniste, plus protégé, protecteur, que cela n'était le cas de l'administration antérieure.

Ne croyons pas que nous allons passer de l'enfer au paradis. On sera toujours dans des discussions d'intérêt. La France doit non seulement veiller à sa place dans l'Union européenne, mais respecter plus profondément les autres Européens.

Alison SMALE, *International Herald Tribune*

Merci pour le réalisme de votre contribution. De rappeler qu'il y a aussi des moments de danger avec le protectionnisme. Je demande à Denis Ranque, président du groupe Thales de venir prendre la parole.

Denis RANQUE, *président du groupe Thales*

Merci beaucoup et veuillez d'avance excuser mon départ précoce, dû à une réunion interne importante des cadres de Thales. Je vais à la fois céder à l'invitation du Premier ministre Jean-Pierre Raffarin mais aussi au *warning* de notre animatrice Alison Smale, en parlant effectivement de défense, mais d'économie et de commerce dans le domaine de la défense : donc je ne sortirai pas du sujet.

Je traiterai de trois sujets, d'abord pourquoi Thales peut en parler avec une certaine légitimité ? Qu'est-ce qui peut se passer à court terme ? Qu'est-ce qui peut se passer à plus long terme ?

Nous avons toujours été chez Thales, partisans d'une meilleure coopération de défense à la fois intra-européenne et transatlantique. Nous avons depuis longtemps pensé que ce n'était pas contradictoire. Cela revient aujourd'hui plus clairement dans les agendas politiques, c'est vrai aussi au niveau économique. Aux États-Unis, nous

vendons pour un milliard et demi de dollars, 50 % dans la défense, 50 % dans l'aéronautique là où d'autres vendent beaucoup plus que nous, notamment Safran. Vendre année après année 700 ou 800 millions, en croissance, dans la défense, est un chiffre qui pour l'instant est inégalé par une entreprise continentale européenne, sachant que les Britanniques, eux, font beaucoup plus, car ils sont implantés depuis plus longtemps que nous aux États-Unis. Avec environ 3 000 personnes, nos ventes sont ainsi essentiellement réalisées à partir des implantations locales.

Nous avons été la première entreprise européenne à créer une *joint-venture* transatlantique en matière de défense. Cela s'est fait dans les derniers jours de l'administration Clinton avec nos amis de Raytheon. Nous avons créé la *joint-venture* Thales Raytheon Systems, qui représente à peu près un milliard d'euros de chiffre d'affaires aujourd'hui. Elle s'est bien développée. Elle est au cœur de l'OTAN puisqu'elle réalise la rénovation du système de défense aérienne de l'OTAN, essentiellement des systèmes informatiques de contrôle. Elle vend également dans le monde entier des systèmes du même genre et des radars de défense aérienne. C'est un domaine qui est à la fois relativement sensible mais qui n'est pas le plus sensible. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi ce champ-là comme premier champ expérimental. Cette *joint-venture* avec d'autres est également au cœur des efforts de l'OTAN pour la défense antimissile balistique : nous approchons là de choses plus critiques sur le plan politique et de sécurité.

Notre deuxième implantation américaine est à 100 %, elle est héritée de notre acquisition de la société Racal en Grande-Bretagne, qui avait une filiale américaine qui faisait des postes de radio, pour 30 millions de dollars à l'époque, il y a huit ans, 300 millions de dollars, cette année. Multiplié par dix en huit ans ! On aimerait que toutes nos acquisitions aient la même fortune. Tout simplement parce que c'était un bon créneau, et que nous avons bénéficié des efforts de guerre.

Troisième coopération : avec Rockwell Collins, nous avons mis au point la toute nouvelle génération de radio logicielle, c'est l'avenir de la radio du champ de bataille. C'est extrêmement important pour l'interopérabilité des forces, c'est pour cela qu'on l'a fait en coopération entre Thales-Europe, Thales-États-Unis et Rockwell Collins.

On vend également des sonars, y compris sur les sous-marins nucléaires américains, ce qui ne se ferait pas sans une coopération locale. Voilà les raisons qui nous font nous intéresser au sujet.

Que peut-il se passer à court terme ? Quelques questions émergent sur le court terme. La première question est : comment va évoluer le budget de défense américain, sachant qu'il s'est accru de 60 % sous l'administration Bush, qu'il représentait l'année dernière 542 milliards auxquels il faut ajouter 70 milliards de dollars de crédits supplémentaires destinés à soutenir l'effort de guerre en Irak et en Afghanistan ? À mon avis, à court terme, il ne va rien se passer. D'abord, parce que l'effort de guerre doit continuer à être fait sur au moins aussi longtemps que les forces américaines stationneront en Irak. On sait qu'Obama va se retirer l'année suivante, mais cela prendra du temps, et que l'effort en Afghanistan va se renforcer. L'autre raison est plus politique. Aujourd'hui, l'effort de défense aux États-Unis est considéré comme une dépense keynésienne positive. On ne voit pas quelque chose de très nouveau dans les deux ans qui viennent, l'année 2009 est déjà jouée, le budget est voté, 2010 va se jouer dans les tous prochains mois. On devrait voir une stabilisation du budget de défense américain sur ces deux ans. Il se dit que les démocrates dépensent moins d'argent pour la défense que les républicains, c'est historiquement faux. On l'a vérifié. Il n'y a pas de raison de ce point de vue là au plan politique. Au contraire, les liens entre démocrates et le monde du travail, du *labour*, des syndicats, font plutôt pencher vers de la dépense keynésienne d'investissement.

Va-t-on voir à court terme plus de protectionnisme ? Le protectionnisme en matière de défense est important. On sait qu'il n'y a pas de symétrie à travers l'Atlantique. Environ 30 % des besoins européens de défense sont achetés aux États-Unis, moins de 2 ou 3 % des besoins américains sont achetés en Europe, on n'est pas dans la relation équilibrée de « level playing field » souvent vantée. Je ne crois pas que les choses empirent dans les mois qui viennent, même si d'un côté les relations Obama / *labour* pourraient laisser penser qu'il y aura plus de protectionnisme du point de vue des syndicats, mais de l'autre, on note qu'Obama s'est entouré d'économistes plutôt libre-échangistes. L'un devrait compenser l'autre. N'oublions pas que la protection n'est pas toujours visible. Il y a le grand thème des avions ravitailleurs dont Airbus a souffert, et nous, ses partenaires, avec. Les forces contraires que j'ai indiquées vont être à l'œuvre sur ce dossier, les syndicats étant assez extrêmement puissants. D'un autre côté, un signe de rapprochement avec l'Europe serait évidemment bienvenu.

En dehors de ce symbole extrêmement visible du protectionnisme américain ou d'un manque d'ouverture, il y a bien d'autres sujets qui sont sous le niveau de radar non pas du Pentagone, mais du Capitole. Ce qui fait le protectionnisme n'est pas du tout le Pentagone, avec qui les relations sont plutôt bonnes et ouvertes, ce sont encore moins les forces armées elles-mêmes qui entretiennent avec les forces européennes, britanniques au premier plan, mais françaises aussi, assez loin devant toutes les autres, des relations de grande confiance. Ce qui crée le problème, c'est d'une part The State Department pour tout ce qui concerne les relations de technologies, et d'autre part, le Capitole, les politiques, parce que la protection des intérêts américains leur est naturellement plus chère qu'aux militaires eux-mêmes.

Nous verrons sans doute quelques programmes emblématiques coupés, peut-être le F-22, peut-être les nouveaux navires destroyers. Cela sera plus à mon sens une

évolution de doctrine d'emplois plus qu'une évolution politique. Beaucoup d'observateurs américains critiquent ces programmes comme étant plus des moyens de la guerre froide que des moyens adaptés à la guerre moderne. Si cela bouge, c'est plutôt pour ce facteur-là au profit d'un renforcement à plus court terme de la protection des forces ou des télécommunications qui sont essentielles.

Pour le moyen terme, il me semble que l'on doit envisager les choses avec beaucoup plus d'ouverture. Ce qui va arriver pour les évolutions économiques, c'est d'abord l'évolution politique de l'Irak et de l'Afghanistan, et du degré d'engagement qu'Obama maintiendra sur ces deux théâtres, et de la posture qu'il prendra par rapport au problème d'une part du conflit du Moyen-Orient, et d'autre part, de l'Iran. À cet égard, voilà pour le budget, en indiquant à mon sens que c'est plutôt vers 2011 que l'on devrait voir le début de coupes qui pourraient être relativement claires dans la mesure où c'est vraiment à ce moment-là aussi, espérons-le tous, que l'économie générale reprendra, que les tentations keynésiennes disparaîtront au profit d'une gestion très rigoureuse des budgets. C'est à mon sens ce qui risque de se passer en Europe. Pour les mêmes raisons, les gouvernements se mettront à fermer les vannes dès qu'ils sentiront les frémissements d'une reprise dans l'économie générale. Espérons que les économies se produiront plutôt sur les dépenses improductives que productives d'infrastructures et de sécurité. Je laisse cela à la sagesse des gouvernements et du Parlement, qui opéreront sur le sujet dans quelque temps.

Sur le protectionnisme, je ne suis pas sûr personnellement que la réouverture souhaitable et probablement très possible des relations transatlantiques, aille forcément dans le sens du plan d'ouverture. Je note avec un peu d'acidité, que Tony Blair n'a pas été payé de retour de son engagement fort en Irak aux côtés du président Bush en termes d'accès des Britanniques au marché américain. Un traité de libre-échange technologique entre les États-Unis et

la Grande-Bretagne, qui est la contrepartie politique de cet engagement en Irak, est toujours en souffrance. Il appartiendra au nouveau Congrès et au niveau président de savoir ce qu'il veut en faire. La reconnaissance du ventre ne suit pas beaucoup la reconnaissance de l'engagement.

En revanche, je pense qu'il y aura beaucoup de pressions, non pas d'origine politique mais d'origine opérationnelle, pour rouvrir plus largement la coopération transatlantique que ce soit dans le domaine des investissements des entreprises américaines en Europe, dans le domaine de la défense, ou l'inverse, de l'Europe aux Etats-Unis, parce que c'est beaucoup plus les contraintes opérationnelles, la nécessité de travailler en coopération, en interopérabilité sur le champ de bataille, qui est notamment démontré en Afghanistan, où aujourd'hui on voit bien que l'on a besoin de plus de communications, plus de satellites, de plus de réseaux informatiques cohérents. Je crois que c'est beaucoup plus l'opérationnel que le politique qui va nous rapprocher. Souhaitons en revanche que l'évolution politique ne l'empêche pas, mais au contraire l'accompagne ou la favorise.

Un rendez-vous très important est celui de l'anniversaire de l'OTAN et du sommet de Strasbourg-Kehl. Là, nous devrions trouver en principe des discours convergents entre l'Europe, de retour dans le discours sécuritaire américain, et la France, de retour dans le dispositif de commandement intégré de l'OTAN, ce qui devrait soulager beaucoup de monde et refaire de l'OTAN, je cite ce que Obama en a dit : « a global partnership for peace and security ». C'est-à-dire laisser tomber les derniers oripeaux de la guerre froide et faire de l'OTAN une alliance globale qui déborde le cadre atlantique, qui déborde le cadre Etats-Unis /Europe, qui soit globale et qui contribue à la paix et la sécurité dans le monde.

Voilà ce que je souhaitais vous dire sur les retombées économiques probables dans le monde de la défense, des évolutions politiques que nous verrons.

Alison SMALE, *International Herald Tribune*

Un grand merci. Une vue très réaliste. Je laisse la parole à Clara Gaymard qui a beaucoup d'expérience dans le monde avec le commerce international. Elle parle en tant que présidente du GE France.

Clara GAYMARD, *présidente de GE France*

Si j'entends les propos qu'a tenus Christine Lagarde quand j'étais présidente pour l'Agence française pour les investissements internationaux, j'ai au moins donné un bon conseil au Premier ministre de la choisir pour le Conseil stratégique de l'attractivité, puisque cela nous a permis de l'avoir comme ministre du Commerce extérieur et maintenant comme ministre des Finances. C'est peut-être l'un des points que je voudrais souligner, étant une femme, c'est à quel point d'avoir un ministre qui parle anglais comme le parle un Américain et qui pense et qui s'exprime avec le langage d'un Américain, cela a été un atout important pour le président Sarkozy au cours des négociations qui ont eu lieu.

Ce n'est pas toujours facile de défendre la France, et puisque l'on est dans la semaine de Davos, notamment aux États-Unis, il me revient deux anecdotes. Une première que je partage avec vous, Louis Giscard d'Estaing, puisque nous étions à Détroit pour remettre un *award* pour le meilleur investisseur automobile. La première fois que j'y suis allée c'était la semaine de la guerre en Irak. Quel chemin parcouru ! Je me souviens, j'étais toute jeune nommée présidente de la FER (Foreign Economic Relations Department of the French Ministry of Finance). Beaucoup de gens m'avaient conseillé d'annuler cette manifestation en me disant que les Américains qui recevraient le prix seraient gênés, ne pourraient pas le recevoir, qu'il y aurait beaucoup de *no shows*. La vérité a été tout le contraire puisque ces investisseurs américains et 300 personnalités ont tous été là,

heureux de pouvoir se retourner vers leurs salariés, et de leur dire que les officiels français leur disaient deux choses très simples : vous êtes les bienvenus et continuons à faire du business, la vie des affaires est celle de la réalité, de la vraie vie et la vie politique doit mener son chemin par ailleurs. À Davos, je me souviens devoir faire des reportages puisque c'était mon métier de faire des interviews pour parler de l'attractivité de la France. Il fait toujours très froid à Davos, il y a de la neige. Les médias anglo-saxons aiment beaucoup faire leur émission dehors pour la beauté de la neige. Une fois TF1 m'interviewait pour me faire parler de la France, c'était à l'intérieur, il faisait chaud. Je me disais je vais au moins pouvoir parler sans avoir la mâchoire qui gèle. Au moment où j'ai commencé à répondre à la première question, j'ai vu que le journaliste ne m'écoutait pas et que la caméra tournait. Je me suis retournée à mon tour, Angelina Jolie et Brad Pitt passaient, c'était un peu difficile de convaincre... C'est peut-être pour cela que je suis rentrée chez GE parce que chez GE avec Jean-Bernard Lévy, avec NBC Universal on fait du cinéma et grâce à Meryl Streep vous avez pu apprécier *Mamma mia*, avec Angelina Jolie le film *L'échange* et je vous invite à bientôt aller voir le film avec Julia Roberts.

Quand on regarde aujourd'hui l'image de la France aux États-Unis et celle qu'elle était en 2003, et ce qu'elle est aujourd'hui, il y a eu des changements radicaux. Je voudrais en évoquer trois, parce qu'ils concernent directement l'entreprise que je préside. Le premier, c'est le rôle de l'État. Du temps de Jack Welch, l'État, le gouvernement, en tout cas la puissance publique, c'était une entité qu'il fallait surveiller de près pour empêcher qu'elle mette des réglementations qui nous mettent sous la contrainte, mais certainement pas un partenaire et pas un client. Aujourd'hui, ce que nous voyons pour toutes les entreprises, en particulier la nôtre puisque nous sommes une entreprise d'infrastructures c'est qu'on découvre brusquement que les gouvernements, ce sont eux d'abord qui ont l'argent mais ce sont eux aussi qui font la réglementation de l'avenir, que ce soit en matière de

communication, d'énergie, le développement durable. Donc l'État ce n'est finalement pas si mal. Quand on revient au débat qui s'est passé il y a quelques années, où l'État c'était le péché, finalement la France dans la façon dont elle gère son partenariat et son colbertisme à la française, devient une sorte d'exemple sur la scène internationale.

Quand je suis rentrée chez GE il y a deux ans, trois pays comptaient au monde : les États-Unis, l'Inde et la Chine. Le reste n'existait pas. L'Europe, c'était un produit mature qui crachait beaucoup d'argent parce que cela marchait bien, mais qui n'était certainement pas une zone dans laquelle on allait investir. Aujourd'hui, cela a radicalement changé. Pour plusieurs raisons. La première, c'est que l'on s'est rendu compte que quand on regarde le montant des flux d'investissement, c'est sûr que la croissance des flux d'investissement était plus rapide et en Inde et en Chine, mais la masse des investissements est majoritairement en Europe. La deuxième chose, c'est la technologie. On se rend compte derrière l'économie financière que la seule chose qui compte, c'est l'innovation, la technologie et que le meilleur partenaire pour les Américains sur le plan technologique, et Denis Ranque l'a évoqué en matière de défense, et je sais que d'autres autour de cette table et notamment Jean-Bernard Lévy en parleront en matière de communications et d'*entertainment*, l'innovation est absolument clé. Le dernier exemple est celui de l'énergie. Puisque le choix que la France a fait du nucléaire et de la dépendance énergétique est regardé par les Américains comme finalement une décision extrêmement intéressante.

Je ne voudrais pas passer sous silence mais je voudrais en dire un mot, ce que la France a pu initier en matière d'aéronautique.

En Europe, nous sommes 90 000 personnes. Dans la zone que je dirige, nous avons 35 000 salariés, en France 10 000 salariés. Nous sommes une entreprise d'infrastructures. Nous fabriquons des turbines à gaz en France, des turbines vapeur, des compresseurs, y compris

pour le ministère de la Défense en France. Nous sommes un grand acteur du monde médical avec tous les mammographes de GE qui sont fabriqués en France pour le monde entier, et tous les appareils cardio-vasculaires qui permettent de mettre des *pacemakers* ou des stents sans faire de chirurgie invasive. Nous sommes très présents sur le sol européen. Nous exportons plus de 50 % de notre chiffre d'affaires en France. Nous sommes le pays qui a fait la plus forte croissance de GE en dehors des États-Unis puisque nous avons fait plus de 16 % en 2008, ce qui est pas mal dans un pays qui n'a pas connu de forte croissance.

Que constate-t-on aujourd'hui dans la relation franco-américaine ? Trois sujets majeurs nous unissent, sur lesquels vont se construire les nouvelles bases de la nouvelle économie. On parle de crise financière, de crise économique. En fait ce à quoi on assiste, comme disent les Américains, c'est à un « reset », à un débranché que l'on remet, et que l'on est en train de rebâtir une nouvelle société. Elle va se faire sur trois points majeurs. Le premier, c'est la gouvernance. Je ne vais pas insister sur ce point parce que Christine Lagarde, Jean-François Copé et Jean-Pierre Raffarin l'ont évoqué. La gouvernance mondiale, c'est le vrai sujet de la crise. Il est évident que l'Europe en général, mais la France en particulier, a son jeu à jouer à part égale avec les États-Unis sur ce sujet-là, qu'il s'agisse de gouvernance économique ou politique. Le deuxième sujet dont on a moins parlé, mais qui me paraît absolument crucial, c'est celui de l'environnement. Barack Obama a annoncé qu'il allait relancer l'économie américaine à coups d'argent public sur l'environnement. C'est un virage radical pour l'économie américaine, mais aussi un virage radical que l'Europe a pris, en signant l'accord sur le changement climatique. Il est évident que l'émergence des nouvelles technologies, de nouvelles organisations de la société va se faire autour de l'environnement. Le dernier point que je voudrais souligner, est celui des partenariats. D'autant plus que nous avons la chance en France d'avoir deux partenariats extrêmement solides avec deux grands groupes français qui

sont Safran – c’est une formidable *success story*, le CFM56 est le moteur d’avions qui s’est vendu le plus dans le monde. C’est un partenariat qui dure depuis plus de 40 ans et qui va durer au moins encore 40 ans puisque nous venons de résigner pour un nouveau moteur. C’est un succès économique mais c’est surtout un succès technologique, puisqu’il a permis à nos deux groupes d’être toujours et constamment à l’avancée du savoir dans le monde de l’aviation.

Nous avons un partenariat avec NBC Universal puisque nous avons racheté la partie Universal Pictures de Vivendi. Vivendi est devenu actionnaire à 20 % de NBC Universal. C’est un secteur dans lequel on se demandait ce que faisait GE dans ce monde-là, on se rend compte que c’est le monde qui va le plus bouger dans les années qui viennent, puisqu’il y a de plus en plus d’outils, de téléphones portables, Blackberry et que le contenu va être stratégique.

Gouvernance, environnement, partenariat transatlantique sont certainement les trois axes de développement économique qui vont solidifier, consolider la relation transatlantique. Je vous remercie.

Alison SMALE, *International Herald Tribune*

Merci Clara Gaymard. J’espère que tout le monde a raison d’être aussi optimiste, que les Américains ont finalement remarqué ce que pense et fait la France. Peut-être oui. Le *New York Times* ce week-end, a publié un article assez prometteur mais cela concernait l’estimation de Mickey Rourke comme acteur et pas la politique. J’invite Jean-Claude Gruffat à prendre la parole.

Jean-Claude GRUFFAT, *président AmCham*

Merci Alison. Bon après-midi à tous. Je voudrais rapidement évoquer deux sujets. Le premier sujet a déjà été abordé mais je voudrais en tant que président de la chambre

de commerce américaine en France le reprendre avec un peu plus de focalisation, c'est celui du protectionnisme. Étant par ailleurs banquier, je souhaite rebondir sur le thème de la gouvernance et faire un certain nombre de commentaires pour décliner ce qui a déjà été évoqué par plusieurs d'intervenants.

Sur le thème du protectionnisme. C'est un sujet sérieux. Il y a motif à inquiétude, parce que la rhétorique protectionniste a été entendue de manière extrêmement forte pendant la campagne présidentielle, et notamment pendant les primaires. C'est vrai que le langage tenu n'était pas toujours parfaitement cohérent. Vous vous souvenez sans doute des primaires de l'Ohio qui se tenaient au même moment que les primaires du Texas au printemps 2008, les candidats à l'époque pour l'investiture du parti démocrate, le sénateur Hillary Clinton et le sénateur Barack Obama avaient une approche du sujet tout à fait différente selon qu'ils s'adressaient aux électeurs de l'Ohio, ou du Texas où effectivement les accords nord-américains Alena sont vus avec beaucoup de faveur. Donc, une ambiguïté pendant la campagne et des messages qui n'ont pas été toujours parfaitement cohérents. Ambiguïté maintenue après la victoire pendant la transition- tout le monde a salué à juste titre son caractère tout à fait bien organisé et tout à fait *smooth* comme on dit aux Etats-Unis. Toutefois, les signaux la encore n'ont pas été parfaitement cohérents. Si il est vrai que Ron Kirck, le ministre Moscovici l'a rappelé, est effectivement un *free trader* tout au moins sur le thème de l'Alena, en revanche, la personne qui a été nommée, élue de Californie, Madame Solis, secrétaire pour les questions de *labour*, a au contraire un passé tout au moins dans ses déclarations plus interventionniste et protectionniste. Bill Richardson était plutôt une bonne nouvelle, mais il n'est plus considéré pour un poste de Cabinet pour la raison qui a été rappelée, et la question se pose de savoir qui sera secrétaire d'État au commerce. La personne importante dans les négociations bilatérales et multilatérales toutefois, et Clara Gaymard le sait bien, c'est le US Trade Representative, c'est

la personne qui conduit pour le Président les grands dossiers du commerce international.

Le protectionnisme ne se manifeste pas uniquement par un accroissement des droits de douane.

Mais les droits de douane sont un sujet extrêmement sérieux. Je voudrais rappeler la différence entre une récession et une dépression, c'est justement le protectionnisme. Ce n'est certes pas le seul facteur déclenchant, mais les choses ont basculé en 1930 lorsque l'on a adopté les fameuses lois Smoot-Hawley qui étaient une augmentation massive des tarifs douaniers à l'importation sur plus de 900 produits, passées à l'initiative d'un *congressman* de l'Oregon et d'un sénateur de l'Utah durant la présidence de Hoover. Ceci a sans doute contribué à transformer une récession en dépression. C'est un thème sur lequel nous ne pouvons pas être totalement indifférents. Le protectionnisme ce peut être aussi des politiques de change agressives, des restrictions à la liberté d'investissement sous prétexte de protection de secteurs dits stratégiques. Je suis toujours en tant que président de la chambre de commerce et beaucoup d'entre vous le sont également, attentif à ce que l'on définit comme stratégique. On peut avoir une acception large et une acception étroite du stratégique. Cela peut être certains plans de sauvegarde qu'il s'agisse des banques, de l'automobile ou d'autres secteurs. Finalement, cela peut être, cela n'est pas exclusif, des obligations de contenu local qui sont imposées sur un certain nombre de produits. C'est quelque chose auquel il faut être attentif. Il y a des signaux ambigus, soyons attentifs.

Depuis le mois de juillet 2008, les négociations de Doha sont suspendues. On peut débattre à l'infini quels sont les responsables, l'Inde, les États-Unis ou d'autres. La question que je pose et l'observation que je soumets à votre réflexion est la suivante : est-ce que les États sont prêts à reprendre les négociations du Doha dans un avenir proche ? Pour ma part, je le souhaite mais je ne suis pas convaincu que cela se produise, parce qu'il est clair que la crise,

notamment l'effondrement des prix de certaines denrées agricoles, n'est pas un contexte favorable à la réduction des subventions. Or un des points d'achoppement de la négociation du Doha, sont les subventions consenties à certains secteurs de l'agriculture américaine, notamment pour répondre au lobbying des groupes de pression agricole. Par ailleurs, les exigences de *fair trade* sont des tentatives pour imposer de nouvelles contraintes qui d'une certaine manière auront pour conséquence d'augmenter les coûts de production des pays émergents par l'existence de standards plus restrictifs.

On l'avait observé déjà dans les dernières années de l'administration Bush, il y a eu une préférence désormais donnée aux accords bilatéraux au détriment du multilatéralisme du WTO. Or le multilatéralisme avec toutes ses imperfections offre un certain nombre d'avantages. J'en retiendrais un, que je soumets à votre réflexion. Les accords du WTO imposent des plafonds mais ces plafonds n'obligent pas les États à arrêter leurs droits de douane et d'import à ces niveaux. Or on a constaté qu'il y a eu au cours de ces dernières années un assouplissement, et le résultat de ce que l'on a appelé des droits réels consolidés, c'est-à-dire des droits qui sont largement inférieurs aux droits que les États seraient en mesure, s'ils appliquaient les accords *stricto sensu*, de mettre en œuvre. Rien n'empêche les États et notamment un certain nombre de pays émergents, de mettre ces droits en vigueur et donc d'augmenter à l'intérieur des contingents de l'OMC, les droits de douane de manière tout à fait substantielle. Je ne suis pas convaincu que dans ce contexte-là, la reprise de cette négociation, je le souhaiterais pour ma part, sera un des objectifs de l'administration Obama, au moins dans un premier temps.

Des déclarations ont été faites également, même si elles n'ont pas été faites d'une manière uniforme, pour la renégociation de NAFTA. Voilà les quelques remarques que je voulais faire sur le risque de retour du protectionnisme.

Parlons maintenant de la gouvernance et notamment dans le cadre du G20,- le G20 est une initiative tout à fait intéressante à encourager, qui a permis effectivement de mettre autour d'une table à Washington, et qui permettra de remettre les mêmes autour d'une table au mois d'avril à Londres, un certain nombre de pays qui ne se rencontraient pas dans ce type de configuration. C'est un point tout à fait positif. Les mesures d'une meilleure *corporate governance* financière et bancaire ont été identifiées depuis longtemps, largement dans le cadre du Forum de stabilité financière, et dans une moindre mesure par l'Institut de finance internationale. Est-ce que la problématique est : plus de régulation ou moins de régulateurs ? Je serais tenté de répondre sans doute un peu des deux. Je rappellerais que la finance est la profession la plus réglementée du monde et pourtant... que par ailleurs on réglemente souvent pour la crise précédente plutôt que pour la crise future, et je pourrais multiplier à l'infini les exemples, notamment avec Sarbanes-Oxley qui a été mis en route pour régler le problème apparu aux Etats Unis avec les scandales Worlcom et Enron mais n'a pas empêché les crises ultérieures. Il est vrai que cette crise est complètement différente des précédentes, dans la mesure où elle est globale, tous produits et toutes géographies. Les réglementations n'ont pas empêché la crise. Il y a une réforme que l'on appelle Bâle II pour ceux qui sont familiers avec la législation bancaire, censée améliorer les normes d'un système beaucoup plus primitif que l'on appelait Bâle I, or on a constaté d'une certaine manière que Bâle II a poussé au crime. Dans la mesure où les régulateurs bancaires des pays du G8 validaient des modèles internes de banques dites bien gérées, ceci avait pour conséquence de relâcher du capital réglementaire, ce qui permettait d'augmenter leur *leverages* donc de faire plus de business, et de se retrouver dans des situations que nous savons.

Je suis préoccupé par des solutions qui ne seraient que régionales. Je plaiderais pour un véritable dialogue transatlantique et une convergence transatlantique s'il n'y a pas uniformisation au moins des normes.

Je prendrais deux exemples à cet égard. Celui des agences de notation. Il y a une tentative européenne de réglementation des agences de notation. Quelle serait la portée d'une réglementation des agences de notation qui ne serait qu'européenne alors que l'on sait très bien que l'activité des agences de notation est une activité globale.

Dans le même ordre d'idée, les fameux credit default swaps – CDS - qui sont les assurances sur les risques de crédit ont explosé au cours de ces dernières années puisque l'on est maintenant dans un schéma de l'ordre de 50 à 60 trilliards, des chiffres pour moi qui n'ont plus de signification quand on évoque des montants de cet ordre, c'est un concept, mais on a de la peine à mettre quelque chose derrière. Si l'on avait un *clearer/compensateur* européen, ce qui avait été proposé par le commissaire européen McCreevy au niveau de la Commission européenne, quelles seraient la pertinence et la portée d'une solution qui ne serait qu'européenne ? Voilà les quelques remarques que je voulais faire.

Alison SMALE, *International Herald Tribune*

Merci bien, surtout pour avoir souligné le point de la régulation et des régulateurs. Je laisse la parole à Jean-Bernard Levy, de Vivendi.

Jean-Bernard LEVY, *président de Vivendi*

Merci beaucoup. Bonjour à tous. Vivendi est un groupe particulièrement implanté aux États-Unis, compte tenu de notre métier. Nous sommes bien sûr un groupe français, un groupe de communication mais nous avons une forte composante mondialisée. Deux de nos cinq métiers sont en effet basés aux États-Unis, l'un sur la côte est, l'autre sur la côte ouest. Ils représentent en tout environ 8 milliards d'euros de chiffre d'affaires sur les 25 milliards d'euros du chiffre d'affaires consolidé de Vivendi. Celui qui est basé sur

la côte est, c'est la musique, Universal Music, présent dans de nombreux pays, environ 70, dans le monde entier, également en France comme ont pu l'observer les 6 millions de Français qui ont regardé les récompenses de l'industrie musicale samedi soir. L'autre activité que nous gérons, est basée en Californie. Ce sont les jeux vidéo. Nous avons constitué à partir d'une part des activités de jeux vidéo de Vivendi et d'autre part de celles d'un grand leader américain du secteur, une société qui s'appelle Activision Blizzard basée près de Los Angeles, le n° 1 des jeux vidéo, industrie en très forte croissance qui séduit un public de plus en plus large dans le monde entier. Au total, le tiers de notre chiffre d'affaires.

Je n'oubliais pas le fait que nous avons depuis près de cinq ans, un très fort partenariat avec General Electric dans l'un des premiers groupes de médias américains qui s'appelle NBC Universal, qui regroupe la chaîne NBC et d'autres chaînes de télévision basées aux États-Unis et pour certaines distribuées également dans le monde entier ; les studios de cinéma Universal et d'autres activités, notamment les parcs à thèmes. Nous sommes certes un groupe français mais avec une contribution américaine qui est probablement parmi les plus importantes de toutes les sociétés du CAC40.

Au moment où le président Obama prend ses fonctions, quelques commentaires, je ne vais pas faire preuve de beaucoup d'originalité après tous les commentaires pertinents qui ont été portés à votre connaissance aujourd'hui. Il me semble qu'au-delà du symbole même que représente l'arrivée au pouvoir de Barack Obama, il est clair que la crise que nous vivons est une préoccupation majeure et probablement sans précédent aucun, et que cette crise amène deux questions. Premièrement, il vient d'y être fait allusion, notamment dans le cadre des discussions des futurs projets multilatéraux, quelle appréciation va avoir le président Obama, quelle appréciation vont avoir les États-Unis vis-à-vis du problème du protectionnisme ? Le chômage augmente aux États-Unis depuis six mois à un

rythme qui n'a jamais été rencontré, qui est plus du double du rythme d'augmentation du chômage en France. Dieu sait que le rythme d'augmentation du chômage en France est préoccupant, et qui dit pertes et destruction d'emplois sur un territoire, dit automatiquement pour l'opinion publique une question majeure : avons-nous une bonne relation avec nos partenaires commerciaux étrangers, ne doit-on pas changer radicalement et passer d'un monde ouvert à un monde nettement plus fermé ? C'est ce qui s'est passé dans les années 1930, avec évidemment un échec flagrant de ces politiques quant au retour à la croissance, mais c'est certainement l'une des craintes que l'on peut avoir. La relation transatlantique, et même la paix mondiale pourrait souffrir largement si des mesures brutales étaient mises en place en matière de relations douanières notamment, sous la pression des opinions publiques marquées par la croissance du chômage.

Deuxièmement, nous attendons un plan de relance massif mais d'abord et avant tout, la restauration de la confiance. De ce point de vue là, il faut être assez heureux de voir que le président Obama qui a été élu, somme toute avec 53-47 % en termes de voix, démarre deux mois et demi après, son mandat avec une cote considérable. Nous espérons que ceci va conduire les consommateurs américains, les investisseurs américains, les entreprises américaines à prendre des décisions d'achat, d'investissement plus facilement car il est clair qu'aujourd'hui tel que je le ressens aux États-Unis, il y a une absence de prise de décisions, une inquiétude sur l'avenir et que le président Obama avec la cote de confiance dont il jouit à titre personnel, peut jouer un rôle personnel et même majeur, de façon à restaurer la confiance dans toutes les couches de l'économie.

Peut-être une transition entre ce plan que nous attendons dans les jours qui viennent de Barack Obama et les questions de croissance économique. À aller fréquemment aux États-Unis comme beaucoup d'entre vous, je suis frappé de voir des différences qui restent importantes entre la

croissance telle qu'elle s'est construite aux États-Unis ces quinze dernières années, et la croissance que nous avons essayé d'avoir en Europe. Je voudrais l'illustrer par trois points.

Premièrement, nous le vivons pour disposer de ces entreprises aux États-Unis, une relation extrêmement différente entre l'entreprise et la société, un respect de l'entreprise bien supérieur à ce que nous pouvons voir ici. Il est clair que rien dans ce qui a été dit et annoncé par la nouvelle administration ne met en cause le respect de l'entreprise comme le lieu de la création de richesses. Le fait que la sécurité juridique est indispensable pour ceux qui investissent. Le fait que les impôts sur les entreprises sont une plaie pour la croissance économique ; le fait que la régulation est nécessaire mais que l'hyperrégulation là aussi est un frein pour la croissance, lorsque l'on voit ce qui se passe en Europe et en France, lorsque l'on entend certains discours il y a là une différence, que si quelque chose doit être réussi dans la nouvelle administration Obama, il serait utile que l'on s'en inspire dans les premières réactions qui ont été celles de l'Europe au moment où s'abat sur nous cette crise économique.

Deuxièmement, un rôle très important joué dans la croissance sur le moyen et le long terme, par les investissements au sens large sur l'économie numérique. Chacun sait qu'ils sont irrigués par la recherche, l'innovation, et par un lien très fort entre l'université et le monde de l'entreprise, en particulier le monde des start-up. Là aussi c'est quelque chose que Vivendi vit particulièrement. Peu d'entre vous savent que World of Warcraft® le jeu de stratégie en ligne qui a eu le plus de succès dans le monde avec près de 12 millions d'abonnés que nous avons développé au sein de Vivendi, en fait c'est l'essaimage de quelques étudiants de l'université de Californie du Sud, à Irvine, à une heure de Los Angeles, qui ont créé leur entreprise avec le soutien de leur université et qui une quinzaine d'années après disposent du leadership

mondial. Le rôle de l'économie numérique dans la croissance, le rôle des universités dans la recherche est quelque chose d'extrêmement important. D'après les premières informations que nous avons sur le plan Obama, il va se passer des choses.

Troisièmement, nous observons aux États-Unis une importance qui est donnée aux industries de contenus qui est à aucun autre endroit dans le monde vu de façon aussi dynamique. Dans beaucoup de pays, des mesures ont été prises suite aux accords de l'OMC de 1993 qui ont mis en place à l'époque ce que l'on a appelé l'exception culturelle. Des décisions ont été prises pour voir la culture comme un élément de défense du patrimoine et de la langue. J'observe qu'aux États-Unis la culture est plutôt vue comme un élément de dynamisme dans une démarche industrielle qui reconnaît comme telle les industries culturelles, qui s'appuie sur la diversité culturelle pour aller au-delà des contenus qui sont limités notamment aux groupes linguistiques majeurs, ne serait-ce à démontrer le succès des chaînes de télévision hispanophones aux États-Unis. Il y en a d'ailleurs une qui est bien placée, à l'intérieur de NBC Universal. Le rôle très important que jouent aussi les questions de propriété intellectuelle au sens large, en particulier le respect de la propriété intellectuelle des créateurs de contenus, le respect des droits d'auteur dans le développement de ces industries culturelles.

Nous avons observé ces dernières années une volonté absolue des États-Unis de continuer à asseoir la croissance sur une place très importante donnée à ces industries culturelles. Nous pensons que Barack Obama qui est lui-même issu d'une certaine diversité ethnique et culturelle aura à cœur de poursuivre dans ce sens.

Puisque nous sommes encore en janvier, je forme le vœu que ceci pourra donner de meilleures inspirations à nos gouvernants, notamment européens. Merci.

Alison SMALE, *International Herald Tribune*

Merci. Nous avons encore deux interventions. Je vous prie de respecter les cinq minutes et ensuite nous passerons aux éventuelles questions. Je laisse la parole à Jacques Mistral, directeur des études économiques de l'IFRI.

Jacques MISTRAL, *directeur de l'IFRI*

Bonjour à toutes et à tous. Comme j'ai eu l'impression d'assister à un concours de beauté, je tiens à y tenir ma place. L'IFRI n'est pas une marque du CAC40 bien que ce soit une marque assez connue, l'IFRI est le seul *institut* français classé par la revue *Foreign Policy* à Washington parmi les 10 premiers *think tanks* en dehors des États-Unis.

Ceci étant dit, en tant qu'économiste, il m'est difficile d'intervenir après tant d'observations. Je les formulerai en ayant en tête l'expérience accumulée ces dernières années en passant 6 ans à Washington et à Boston, en suivant dans ma vie professionnelle quotidienne l'évolution des relations économiques et financières entre les États-Unis d'un côté et de l'autre, l'Europe et la Chine.

Depuis ce séjour américain, les choses ont beaucoup changé. Nous sommes maintenant des deux côtés de l'Atlantique dans une crise sérieuse. La différence, c'est qu'aux États-Unis il y a un sentiment d'urgence. Un ami américain qui connaît bien la France me disait, les Européens sont anxieux, les Américains sont terrifiés.

Reprenant le propos de Jean-Pierre Raffarin que j'avais aussi noté dans mon introduction, « America is back », je veux m'interroger sur la façon dont en termes économiques, ce *come-back* peut se concrétiser.

D'abord la question de la relance, avec un plan qui a été commenté en disant qu'il était à la fois massif, diversifié, habilement composé, centriste. Il y a à son sujet une première question qui se pose, soulevée par Paul Krugman

mais aussi dans les colonnes du *Financial Times* par Martin Wolf, en se demandant si malgré son ampleur, ce plan était à la hauteur. C'est trop tôt pour se prononcer. Beaucoup dépendra des forces récessionnistes que l'on a vues se développer, en particulier en fin d'année avec une détérioration accélérée du marché du travail. Ce qui est frappant, c'est la preuve qu'a déjà donnée le Président Obama de l'énergie avec laquelle il entend répondre à ce problème.

Cela soulève une seconde question qui est déjà présente sur les marchés financiers, celle de savoir dans quelles conditions seront financés à l'avenir ces déficits gigantesques, une augmentation massive de la dette aux États-Unis mais aussi ailleurs – on est en train de commencer à voir le problème dans certains pays du sud de l'Europe –.

À plus brève échéance, une question importante a été soulevée, celle de la « confiance » : quel impact cette élection peut-elle avoir sur la confiance des acteurs économiques américains, les ménages, les entreprises, les banquiers ? C'est en cela très intéressant et on aura des indications assez rapidement. Pour illustrer la pertinence de la question, je cite ce qui s'est produit au lendemain de la prise de fonction de Franklin D. Roosevelt en 1933 qui est un président auquel il faut songer aujourd'hui au moins autant qu'à Abraham Lincoln. Roosevelt, le lendemain de son installation a fermé les banques pour 4 jours et a adopté un plan bancaire qui a été le point de départ du retour de la confiance, la fin de la dégradation du système bancaire. Il fait peu de doutes que le capital politique dont dispose le nouveau président peut lui permettre de prendre une initiative qui pourrait jouer un rôle un peu comparable.

Ma deuxième remarque concernant l'emploi et la relance, c'est la compétitivité, car de mon séjour américain j'ai acquis une conviction, c'est que l'Amérique ne fera pas une course au rabais. Elle n'entend pas simplement défendre les intérêts des industries traditionnelles. On a vu en novembre les réticences du Congrès pour mettre de l'argent

dont on craignait qu'il soit à fonds perdus, dans le soutien d'industries vieillissantes. Ce qui se passe, c'est un grand défi pour les Européens, nous devons nous préparer à un retour de l'industrie américaine. On le voit dans des secteurs très exemplaires comme l'aéronautique où la concurrence est sévère, comme l'automobile où l'on dit que les trois grands sont quasiment en faillite. Il faut avoir en tête que les technologies sont là, ils les ont, pour peu que l'administration torde un peu le bras au *management* on peut tout à fait avoir, à un horizon prévisible, une capacité d'exportation importante qui pourrait concurrencer les constructeurs européens de manière sévère.

J'en viens à une troisième et dernière série d'observations puisque la question du protectionnisme a déjà été longuement évoquée. Je voudrais la prendre en partant de sondages sur lesquels je me suis penché il y a déjà longtemps, à l'occasion de manifestations de populisme ou d'éruptions de protectionnisme au Congrès ; tel avait été le cas avec les affaires CNOOC-UNOCAL ou DP World. J'ai observé la sensibilité du thème protectionniste dans ces circonstances, et c'est ce que l'on retrouve dans les sondages, en particulier un sondage mondial fait par le Pew Institute, qui d'une manière régulière interroge des milliers de personnes sur la planète, pour avoir leurs attitudes à l'égard de la mondialisation. De manière surprenante, en ne citant qu'une seule des questions mais pour ceux que ça intéresse vous verrez qu'il y a une batterie de questions qui cernent ce comportement, il est frappant de voir que les Américains répondent de manière infiniment plus prudente vis-à-vis de la mondialisation que ne le font les Européens. À titre d'exemple, est-ce que le commerce mondial est positif pour vous et l'économie ? La réponse est 87 % pour les Allemands, 78 % pour les Français et 60 % aux États-Unis.

Le protectionnisme, avec l'aggravation de la crise, devient une menace. Le Congrès qui vient d'être élu avec beaucoup de démocrates jeunes qui seront en réélection dans quinze mois pour les élections mid-term, c'est une réalité.

Pour ma part j'apporterais par rapport à tout ce qui a été dit une tonalité un peu plus positive parce que je crois que dans les élites du monde entier, s'il y a une leçon qui a été bien retenue des années 1930, c'est le fait que l'adoption du « Smoot-Hawley tariff » a été la catastrophe absolue de cette décennie. Je serai plus positif aussi parce que le Président nouvellement élu ne peut pas avoir dans ses bagages, dans sa volonté de remettre l'Amérique au centre des affaires mondiales, l'utilisation de « tarifs » pour défendre des industries obsolètes. Son équipe non plus. On n'a pas cité celui qui inspire la politique économique, Larry Summers. C'est un esprit qui sera pragmatique le moment venu, mais qui sur ce plan-là n'est certainement pas celui par qui la tragédie peut arriver. Je ne crois pas que l'administration soit menacée.

Le Congrès est une chose différente. Non pas par des mesures brutales et massives comme le « Smoot-Hawley tariff » parce que c'est hors d'âge, personne ne le demande, en particulier pas l'automobile, en revanche le diable se loge vite dans les détails. La question des tarifs plafonds a été évoquée ; le fait qu'il y a des marges de manœuvre indolores peut se révéler dangereux. Le fait, aussi, que l'on pense aux clauses environnementales ou sociales est un biais par lequel on pourrait voir des choses très désagréables arriver.

En conclusion, je me situerais dans le prolongement de ce qu'a dit Madame Lagarde, le partenariat transatlantique pour préparer l'avenir de la mondialisation dans une phase très difficile, est vraiment l'axe le plus important. Cela impose de notre part que nous fassions des propositions réalistes car nous avons parfois nous Français, je l'ai souvent vu pendant mon séjour à Washington, un peu tendance à aimer une rhétorique qui nous est propre, mais qui est difficilement compréhensible par nos partenaires et qui paraît souvent insuffisamment opérationnelle. C'est un peu une exigence pour nous d'être réalistes, de manière à ce que nos propositions soient constructives, puissent être bien entendues, et bien reçues par nos partenaires américains, et

surtout qu'elles soient le fruit de pratiques bien articulées avec nos partenaires européens pour leur donner une force maximale. Merci.

Alison SMALE, *International Herald Tribune*

Merci. Pour finir, la parole est à Seth Winnick, ministre conseiller pour les affaires économiques à l'ambassade des États-Unis.

Seth WINNICK, *ministre conseiller pour les affaires économiques, ambassade des États-Unis*

Merci. C'est un peu difficile après tant d'interventions et de discours de trouver quelque chose d'original, mais je tenterais. La crise financière à proprement parler, bien sûr, elle n'est pas terminée, les banques centrales et les autorités monétaires des différents pays ont au moins trouvé ce qu'il faut faire pour éviter une crise générale. On l'espère. Ce qui veut dire que le vrai enjeu pour l'instant, c'est l'économie réelle. C'est l'enjeu pour Obama qui devient président demain, et c'est l'enjeu pour tout le monde. Dans ce domaine-là, le jeu va se jouer entre les États-Unis et la Chine principalement. Étant donné qu'aux États-Unis comme tout le monde le sait, le taux d'épargne des ménages était entre 8 et 10 % il y a dix ou quinze ans jusqu'à 2 % et zéro jusqu'à maintenant. En même temps, nous avons vu le déficit américain. Nous sommes aux États-Unis dans une société où la consommation représente 70 % de notre PIB, l'investissement 15 %, l'investissement public plus de 3 %. À cause de la crise financière, la consommation a chuté très rapidement. On se trouve dans une situation où probablement il y a un changement de 5 % du PIB entre consommation et épargne. Depuis longtemps, tout le monde a dit qu'il fallait que les Américains consomment et épargnent plus. On le fait. Maintenant, parce qu'on le fait, c'est une crise générale pour l'économie mondiale. On trouve de l'autre côté la même chose chez les Chinois, parce qu'en Chine le taux d'épargne

des ménages a augmenté à un historique à peu près de 30 %, plutôt 45 % et les 15 % en Chine correspondent plus ou moins exactement aux 5 % aux États-Unis. C'est là l'enjeu de l'équilibre consommation / investissement / épargne mondiale. Bien que l'économie européenne soit d'une importance capitale, le système européen allait se stabiliser lui-même. On le voit avec les stabilisateurs automatiques, avec l'intervention fiscale que font les administrations européennes. L'économie européenne n'est pas la grande question, ou la croissance européenne n'est pas la grande question pour la croissance mondiale. Pour l'économie en Europe, la croissance redémarre quand il y a une croissance générale mondiale qui redémarre. Si j'ai bien raison, si c'est un enjeu entre les États-Unis et la Chine, il faut se demander quelle est l'importance de l'économie transatlantique. C'est une importance majeure, mais c'est une importance qui est sous-estimée côté politique, aussi bien en Europe qu'aux États-Unis. Christine Lagarde a cité tous les chiffres du montant des investissements dans les deux sens, des échanges commerciaux journaliers entre les États-Unis et la France et l'Europe, il est clair que c'est un acquis, mais si on veut un dynamisme dans l'économie transatlantique, il va falloir un coup de pouce assez fort du côté politique aussi bien à Washington qu'à Paris, Bruxelles et dans les vingt-cinq autres capitales européennes.

Le danger est qu'avec la nouvelle administration, beaucoup pensent qu'Obama soit probablement plus ou moins un Européen. Je doute fortement, il est tout à fait Américain. Son approche de la gouvernance serait plutôt américaine qu'européenne. Ce qui veut dire que je doute fortement que les États-Unis bien que nous allons voir une approche à la concertation et avec un multilatéralisme beaucoup plus fort qu'on l'a vu dans les dernières années, je ne vois pas que les États-Unis se convertissent vers l'idée d'une gouvernance mondiale, internationale. Pour les États-Unis, l'expérience de la création de l'Europe n'est pas le modèle que l'on va suivre à l'échelle internationale ou mondiale pour créer une économie globalisée avec une

gouvernance globale. Ce n'est même pas une grande probabilité ni pour les États-Unis ni pour la Chine, l'Inde ou la Russie. Dans les premiers contacts entre l'Europe et les États-Unis, il va falloir être prudent de ne pas être déçu des deux côtés, parce que si l'Europe parce qu'elle est ici demande à avoir un nouveau système de gouvernance international, on a des possibilités d'être déçu.

Quelles sont les demandes, les recettes pour un succès ? Premièrement, il faut garder le système économique ouvert à travers l'Atlantique et du côté mondial, pas seulement dans les échanges des biens et des services mais aussi dans des secteurs sensibles comme l'agriculture. Il faut absolument un coup de pouce politique pour l'économie transatlantique. Il faut en plus une Europe unie, qui sait ce qu'elle veut faire ensemble, qui trouve son mécanisme comme Lisbonne ou une variante pour qu'il y ait un interlocuteur valable. On a vu avec la présidence française une présidence qui était franchement plutôt brillante, ce que peut faire l'Europe quand il y a un leader, une Europe unie avec quelqu'un qui dirige. C'est beaucoup plus difficile d'avoir cette même relation quand il y a six ou huit membres d'un bloc qui doivent négocier premièrement entre eux et puis qui doivent se mettre à la table ensemble pour vérifier que l'un ne fait pas ce que l'autre ne va pas faire. Une Europe plutôt unie est essentielle pour avoir ce dialogue et cette coopération transatlantique avec cette nouvelle administration. Je vous remercie.

Alison SMALE, *International Herald Tribune*

Je vous remercie pour cette courte intervention.

Olivier GISCARD d'ESTAING, *président de la fondation Insead, ancien député*

Nous avons eu des exposés passionnants toute la matinée, cet après-midi, notamment des acteurs économiques. Personne n'a parlé de la Bourse, *the stocks in change*, on parle de la confiance. Le vrai critère de la confiance, cela sera la remontée de la Bourse. Ce qui est frappant, c'est qu'il y a des secteurs économiques qui marchent très bien, ceux qui comme l'a dit Clara Gaymard qui sont innovants, on a le drame de l'automobile et probablement celui de l'immobilier. Mais à part ça, vous avez des secteurs dont on est stupéfait de voir la valeur en Bourse de ce qu'ils représentent.

Est-ce que l'on peut espérer que grâce à Barack Obama, les Bourses vont repartir ?

Alison SMALE, *International Herald Tribune*

Qui osera une prédiction ?

Jean-Claude GRUFFAT, *président AmCham*

Je veux bien non pas donner une réponse mais apporter une tentative partielle d'explication. Le seul commentaire que je ferais est purement technique, le fait qu'en ce moment la rémunération sur les instruments de taux, plus précisément les instruments obligataires, est telle que les investisseurs se détournent des placements en actions. Vous avez une prime aux instruments obligataires et notamment, soyons clairs, aux instruments obligataires d'État, qui sont émis par les souverains ou alors avec la garantie des Etats C'est une des raisons pour laquelle vous avez un déplacement de la Bourse vers les marchés d'obligations.

Alison SMALE, *International Herald Tribune*

Merci. S'il n'y a pas d'autre question, nous allons conclure avec un grand merci à tous les participants, et toutes mes excuses pour mon français.

Synthèse du colloque

Louis GISCARD d'ESTAING, *Président du groupe d'amitié France États-Unis de l'Assemblée nationale, vice-président de la commission des finances de l'Assemblée nationale*

Il m'appartient maintenant le redoutable privilège d'essayer de résumer ces propos particulièrement riches que nous avons entendus depuis ce matin et je vais le faire de façon d'autant plus succincte que je sais que vous attendez essentiellement l'intervention de Jean-David Levitte qui clôturera ce colloque tout à fait passionnant.

Juste quelques rappels sur les thèmes forts qui ont été relevés depuis ce matin. Bruno Le Maire a ouvert nos travaux en rappelant à quel point l'élection de Barack Obama a créé ces espoirs, ces attentes, qu'il est important qu'à l'occasion de cette élection nous regardions à nouveau les fondements et les critères essentiels de la relation, notamment entre l'Union européenne et les États-Unis, à travers une position commune, celle de l'unité des États membres, les efforts dégagés pour que l'Europe parle d'une seule voix aux États-Unis, pour répondre à la fameuse question : qui prendre au téléphone pour le nouveau président Obama s'il doit s'adresser à l'Europe ?

Deuxièmement, pour la capacité que doit avoir l'Union européenne à définir ensemble avec les États-Unis des intérêts communs et convergents, et de pouvoir clairement les définir. Puis de tourner le dos à ce qu'il a présenté comme étant la politique du passé, y compris en ce qui concernait les enjeux de la guerre froide et une vision maintenant relativement dépassée des enjeux, pour aussi bien les États-Unis et la nouvelle administration américaine que pour l'Union européenne.

Avec quelques sujets tests. Jean-David y fera peut-être référence. La fermeture de Guantanamo, donc un sujet sensible.

La nouvelle relation et le rôle de l'OTAN, ce qui a été également rappelé par Jean-Pierre Raffarin avec, dans peu de temps, le 60^e anniversaire de l'OTAN qui sera une échéance importante.

La préparation de la conférence de Copenhague. Donc tous les enjeux liés au climat, qui ont été mis en évidence par plusieurs intervenants.

Enfin, trouver des solutions communes pour résoudre la crise financière, ce qui rejoint les préoccupations de nos intervenants de l'après-midi, en particulier de Christine Lagarde, sur la nécessité de mettre en place une gouvernance économique mondiale et de mettre fin aux dérives du capitalisme financier tel qu'il a pu être dénoncé.

Faire en sorte que les plans de relance ne soient pas signe d'une réouverture des tentations protectionnistes tant du point de vue américain, qu'éventuellement du point de vue d'autres intervenants dans le processus de Doha. Ceci ayant été également souligné.

Axel Poniatowski a lui aussi insisté sur le besoin, et finalement la fin, de l'unilatéralisme comme étant le thème central de la nouvelle approche de Barack Obama, ainsi que le dialogue avec les amis comme les ennemis des États-Unis, et aussi de prendre toujours en compte le fait, que de leur point de vue, la défense des intérêts américains reste la priorité des priorités.

Dans les propos de l'ambassadeur Bujon de l'Estang, je voudrais redire aussi le fait qu'il s'agit de la rupture pour les États-Unis, à travers un changement de cycle politique, donc une étape décisive mais avec un passif lourd à gérer : passif de crise, passif d'image dégradée des États-Unis dans le monde hérité des administrations antérieures.

En contrepoint, Constance Borde a, elle, mis en évidence le fait que l'image de Barack Obama était à elle seule porteuse d'une réconciliation et, pour reprendre la formule de Jean-François Copé, « réconciliation des États-Unis avec elle-même et réconciliation avec le reste du monde ». En pouvant s'appuyer à la fois sur une administration compétente et cohérente même si certains ont mis en évidence, dans les choix, certaines moindres cohérences dans la composition de l'administration Obama, mais globalement une administration qui est jugée compétente par l'ensemble de ceux qui sont intervenus aujourd'hui, et pouvant s'appuyer sur une majorité au Congrès.

Le point clé étant de savoir si cette nouvelle administration sera en mesure de faire un tournant radical sur un certain nombre de sujets et notamment de relations internationales, ou si, comme cela a été souvent souligné, il s'agit essentiellement d'un changement d'attitude qui est à attendre de cette nouvelle administration basé, comme on l'a souligné, souvent sur le dialogue comme étant l'élément clé de ce nouveau président qui prendra ses fonctions demain.

Avec cette question de la popularité qui fait de Barack Obama et qui fera de lui un interlocuteur difficile à contrecarrer pour les dirigeants du reste du monde, compte tenu de sa popularité et de sa capacité à entraîner dans un même effort les pays amis à qui il se sera adressé. Et notamment, avec le cas de l'Afghanistan qui sera certainement l'un des premiers sujets tests des discussions entre le nouveau président américain et ses alliés.

Un point de vue quelquefois un peu distinct, exprimé par exemple par Elisabeth Guigou, sur le risque de déception liée au niveau des attentes, en mettant en parallèle l'importance du plan de relance américain par rapport au plan de relance européen. En se demandant si finalement les engagements pris sur le plan environnemental correspondront bien à la réalité. Nous le verrons.

La question de l'élargissement de l'OTAN a été mise en évidence. Je pense à Stuart Haugen sur ce point. Avec la question de la Géorgie et de l'Ukraine spécialement. L'implication qui est attendue, pour les mois qui viennent, de Barack Obama sur le dossier du Moyen-Orient. Est-ce qu'il s'impliquera lui-même fortement dans ce dossier ? Et la question du calendrier dans le dialogue avec l'Iran, je crois que c'est Élisabeth Guigou qui avait indiqué, compte tenu des élections en Iran, qu'il importait de prendre ceci en considération.

Christine Lagarde a insisté sur les enjeux économiques et commerciaux qui nous lient aux États-Unis en rappelant que la France avait comme premier partenaire commercial, en dehors de l'Union européenne, les États-Unis d'Amérique, avec une préoccupation qui reste celle de la parité entre notre monnaie commune et le dollar, et des réflexions sur les questions de coopération financière dans le cadre de cette nouvelle gouvernance internationale à mettre en place. Avec un sujet sensible, celui des paradis fiscaux qui pourrait être l'objet de discussions quelquefois difficiles.

Un mécanisme de prévention de crises, c'est ce qu'elle a souhaité, et que dans ce mécanisme de prévention de crises, les États-Unis jouent pleinement leur rôle. Dans le cadre des relations commerciales évidemment, il faut éviter, ce qu'elle a rappelé, que le réflexe protectionnisme ne règle le processus tel que celui de Doha, déjà actuellement bloqué.

Pour rappeler ce que Jean-Pierre Raffarin a souligné, deux points clés : le problème du financement de la dette américaine par la Chine, qu'il a mis en évidence, ce dont il a eu raison, ce qui sera un point déterminant. Enfin la question globale qui sera posée à travers le 60^e anniversaire de l'OTAN en avril pour resituer le cadre des relations transatlantiques.

Voilà Monsieur l'ambassadeur de France, beaucoup de sujets qui ont été évoqués ce matin et cet après-midi par des intervenants de très grande qualité. Je tiens à les remercier très chaleureusement.

Clôture

Jean-David LEVITTE, *conseiller diplomatique à la Présidence de la République, ancien ambassadeur de France à Washington*

Merci Monsieur le président. J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt mais aussi avec un peu d'inquiétude votre résumé, parce que je suis en total accord avec ce que vous venez de dire et donc avec tous ceux qui m'ont précédé, je crains de lasser l'audience en recouvrant assez largement les thèmes longuement abordés de façon plus détaillée.

Je vais peut-être vous donner ma vision de celui qui a les mains dans le cambouis de la relation franco-américaine. J'étais jeudi dernier à Washington, pour dire au revoir à l'équipe sortante et pour avoir une journée de travail avec l'équipe entrante. Ce qui m'a frappé d'abord, en tant qu'ancien ambassadeur à Washington, c'est le climat extraordinaire qui règne aux États-Unis en ce moment. C'est à la fois une crise d'une extrême brutalité, beaucoup plus brutale que celle que nous connaissons en Europe, parce qu'il n'y a pas les stabilisateurs ou pas au même point que ceux que nous avons en Europe, notamment en France, et en même temps, cet extraordinaire optimisme des Américains, « on va y arriver ». L'homme qui va les aider à y arriver, à sortir de la difficulté, c'est Obama. Il a été bien élu et même les Républicains se sont enthousiasmés pour un homme qui depuis qu'il a été élu, a accompli un parcours sans faute, qui a su s'entourer des meilleurs et qui a accompli une transition qui est saluée comme totalement exemplaire. On a un sentiment assez exceptionnel quand on touche le sol américain de celui de s'apprêter à vivre un moment historique.

Ayant dit cela, est-ce qu'au-delà de ce qui est bon pour le moral des Américains, on doit s'en réjouir nous les Européens, et au-delà ? A l'évidence oui, et pour les raisons que vous avez évoquées, Monsieur le président. Le

programme électoral de Barack Obama ne comporte, pour ma part, aucun élément qui ne doit susciter l'inquiétude et il comporte plusieurs éléments qui sont de très bonnes nouvelles pour nous, les Européens.

Vous avez parlé de Guantanamo. C'était une tâche sur l'image projetée par les États-Unis. Ils veulent fermer Guantanamo, cela sera difficile. C'est une très bonne nouvelle.

Vous avez mentionné le climat. C'est aussi un point sur lequel on avait une vraie divergence avec l'administration sortante. C'est une très bonne nouvelle que de les voir s'engager avec beaucoup d'ambition, de détermination sur un chemin que nous labourons depuis un certain temps. On pourrait ainsi multiplier les exemples.

Le plus important peut-être, c'est le fait que dans le fond, les États-Unis avec Barack Obama redeviennent porteurs des valeurs que nous partageons, et les reprennent avec ce caractère extraordinaire de l'élection du premier Noir à la tête des États-Unis d'Amérique, et tout ce que cela veut dire de la capacité du peuple américain de franchir un pas absolument décisif. Tout cela est bon pour l'image non seulement des États-Unis, mais de l'Occident tout entier. En gros, nous avons tous été un peu victimes et nos valeurs avec, de la façon dont l'administration Bush a conduit la lutte contre le terrorisme, Guantanamo, Abu Ghraib... Là c'est exactement l'inverse. On voit l'Amérique qui veut redevenir le porte-drapeau des valeurs que nous partageons depuis plusieurs siècles. Nous en bénéficions comme une retombée pour tous les pays que nous représentons, pour la famille transatlantique à travers le monde.

À partir de là, on va avoir un retour du leadership américain. On sort d'une période de vide, la fin de l'administration Bush, l'interminable transition, et on va avoir une administration qui est totalement déterminée dès le premier jour à partir en fanfare. C'est une bonne nouvelle parce que lorsque l'on voit les chantiers de l'heure dans le champ économique, dans les dossiers de politique étrangère,

s'ils avaient pris le temps de la réflexion et d'une transition, avec cet interminable processus des confirmations au Sénat, on aurait été dans une situation très dangereuse. Du fait que cette nouvelle administration veuille dès demain attaquer les problèmes, passer à l'action et à la recherche de résultats, c'est une bonne nouvelle. Je dis oui au leadership américain. La seule question que pose ce leadership américain, est de savoir si en face les Européens vont être en mesure de démontrer la même capacité de leadership. Une bonne relation transatlantique équilibrée, c'est un leadership américain et en face un leadership européen. En tout cas, c'est la conviction de Nicolas Sarkozy. De ce point de vue là, en effet, la présidence française comme très gentiment le ministre conseiller de l'ambassade l'a dit, a montré qu'un leadership pour l'Europe était possible, que ce soit sur les questions de guerre ou de paix avec l'affaire de la Géorgie et la Russie, que ce soit face à la crise financière avec le sommet de Washington que nous avons proposé, que ce soit hier encore à Gaza avec ce groupe de dirigeants européens qui occupaient le terrain.

Que va-t-il se passer dans les mois et les années qui viennent ? Notre réponse est que nous avons besoin de Lisbonne. Je suis tout à fait d'accord avec ceux qui avant moi ont dit qu'il est maintenant nécessaire que l'on ait un président stable au Conseil européen, un visage et une voix pour incarner l'Europe. Il est absolument nécessaire que l'on ait un vrai ministre des Affaires étrangères en fusionnant les fonctions qui sont celles aujourd'hui de Javier Solana et de Benita Ferrero-Waldner. À nos amis irlandais d'en tirer les conclusions qui s'imposent lors de leur vote de l'automne prochain. Soyons optimistes et pensons que cela va arriver. La fin de cette année verra le choix d'un président du Conseil européen et d'un ministre des Affaires étrangères. Là on sera bien équipé pour apporter le leadership européen et équilibrer ainsi la relation transatlantique.

À partir de là, comment se présente l'année 2009 pour la relation transatlantique ? C'était le sujet de mes

discussions avec la future équipe jeudi dernier à Washington. Le premier sujet que l'on doit prendre à bras-le-corps, c'est évidemment la crise économique et financière. De ce point de vue là, les choses sont très simples. À Washington, le 15 novembre on a tous ensemble tracé la route au niveau des principes. Des principes à l'adoption de mesures concrètes, il y a un énorme chantier qui s'ouvre actuellement, qu'il faudra que l'administration Obama puisse embrayer parce que les travaux ont déjà commencé.

Quels sont les travaux, il y a bien sûr les plans de relance. Là tout a été dit. Il faut à travers un bon dialogue, veiller à ce que les plans de relance des uns ne gênent pas les plans de relance des autres. En 1929, c'était le « chacun pour soi ». Là c'est tous ensemble, mais encore faut-il que cela ne soit pas dans une cacophonie, que des mesures qui sont prises même au sein de l'Union européenne ne violent pas les règles de concurrence, etc. On a quand même des règles du jeu qui doivent être respectées et qui doivent s'imposer aussi bien aux États-Unis qu'à travers toute l'Union européenne, que ce soit pour le sauvetage des banques, etc. C'est très important de veiller que les différents plans de relance respectent les règles du jeu qui s'incarnent à travers les règles de l'OMC, etc.

Quant à la régulation, nous les Français on aime la régulation, c'est dans nos gênes. Mais il faut reconnaître que la crise actuelle ne nous donne pas complètement tort. Il y a une sorte d'unanimité pour dire que désormais, il faut que l'on veille à ce qu'il n'y ait plus aucun acteur dans la sphère financière qui ne fasse l'objet d'une surveillance ou d'une régulation. Un énorme chantier ! Il est ouvert sous l'égide des ministres des Finances mais cela sera un test, d'ailleurs pour les Anglo-Saxons, c'est-à-dire Wall Street et La City, face aux régulateurs, qu'ils soient Allemands, Français ou autres. La césure est vraiment là. Il faut que le virage qui a été pris à Washington soit confirmé et que l'on adopte le 2 avril à Londres au sommet du G20 les règles dont le monde

a besoin. Il ne s'agit pas de poursuivre le chantier, il s'agit de le clore le 2 avril.

Il y a l'énorme chantier de la refondation des grandes institutions financières multilatérales, le Fonds monétaire, la Banque mondiale. J'y ajoute l'OMC. Il y a beaucoup à faire et là nous n'avons pas l'ambition de conclure. Il faudra sans doute un 3^e sommet pour conclure. Le 2 avril sera l'occasion de faire un point d'Etats en G20 à Londres sur ce sujet.

Il y a la lutte contre le protectionnisme. Je vais vous étonner parce que l'on est censé être protectionniste, pas du tout. Nous avons beaucoup insisté à Washington et nous continuerons de le faire pour que tous les États résistent à la tentation protectionniste. Nous souhaiterions que l'OMC, Pascal Lamy soit chargé d'avoir une sorte d'écran radar et d'identifier tous les États qui ici où là se laisseraient embarquer dans des mesures pour protéger leur industrie automobile naissante, mais qui seraient des mesures protectionnistes. Parce que c'est le début d'un cercle vicieux, sans fin et nous, nous sommes engagés à travers toute l'Union européenne. C'est la Commission qui négocie pour les 27 pays de l'Union dans une volonté de terminer Doha. On n'a pas pu le faire à Washington. On n'y arrivera pas non plus le 2 avril parce que le dernier morceau qui reste à régler est entre les États-Unis et l'Inde et il se trouve que si les élections américaines sont passées, les élections indiennes sont fin avril, début mai. Cela sera peut-être à l'été. Cela sera un signal formidable que d'arriver à terminer cette étape du cycle Doha.

Le deuxième grand chantier, c'est l'arc de crise du Proche-Orient au Pakistan. L'étape de la tragédie de Gaza est en train de se terminer. Il faut très vite relancer le processus de paix au Proche-Orient. Pour cela, nous avons besoin du leadership américain. On a souffert d'une absence de leadership, et même de volonté d'engagement américaine pendant huit ans. Il faut un réengagement américain. Nous le souhaitons, qu'aux côtés des États-Unis l'Europe joue tout son rôle. Ce rôle européen ne cesse de s'accroître. On était le

banquier de la négociation, depuis quelques années progressivement, on émerge avec des outils que l'on a placés ici et là, des observateurs, etc. Il faut comme on l'a démontré hier, qu'on ait la volonté de faire quasiment jeu égal avec les États-Unis. On y a des intérêts vitaux. Les émotions du Proche-Orient sont dans nos rues. Il faut qu'on sache s'engager à fond, qu'on le fasse d'une façon organisée. Hier on a improvisé un système qui a pas mal fonctionné, peu importe du moment que l'Europe s'engage et est perçue comme engagée, que ça marche, nous, on adopte. La France ne sera pas aux abonnés absents. Elle sera totalement engagée dans cette partie-là.

En allant vers l'Est, il y a l'Irak. 2009 est l'année d'un grand tournant. C'est la restauration de la souveraineté, c'est la fin de la mise en tutelle, c'est le début d'un désengagement américain qui doit rester responsable, maîtrisé. Cela doit être l'année d'un retour de la France. On a longtemps eu des positions fortes en Irak, il est temps d'y retourner de façon à ce que là encore on ait ce bon équilibre États-Unis / Europe sur ce pays qui doit retrouver sa place dans sa famille arabe.

C'est d'autant plus important, je continue de glisser vers l'Est, que l'Iran vivra une année décisive. Pas seulement parce qu'il y a une élection présidentielle en juin, mais parce que le programme nucléaire leur donne la quantité d'uranium pour le moment faiblement enrichi, au mois de juillet, la quantité pour produire une bombe. Et puis quelques mois plus tard, une deuxième, etc. C'est l'année où tout va se jouer. Nous avons deux cartes et seulement deux dans notre jeu, la première c'est de poursuivre les sanctions, les accentuer. Non pas pour punir le peuple iranien mais parce que les dirigeants iraniens ne prennent leurs décisions avec ce système de poids et de contrepoids que si seulement ils sont au bord du gouffre. Or sur le plan économique, les difficultés s'accroissent du fait de la politique économique du président et de la baisse violente des prix du pétrole et du gaz et du fait des sanctions. Au mois de juin, la situation

économique de l'Iran sera gravissime. Le futur président de l'Iran sera amené à prendre des choix difficiles. C'est sans doute seulement à ce moment-là qu'il faudra mettre sur la table la deuxième et dernière carte, c'est-à-dire la nouvelle position des États-Unis. C'est un sujet de dialogue très important entre les trois grands Européens engagés dans cette négociation qui en ont pris l'initiative et la nouvelle administration.

En continuant sur l'Est, on a l'Afghanistan et le Pakistan qui ont un destin lié plus que jamais. Là encore, cela sera une année décisive. On n'est pas en train de perdre en Afghanistan mais on n'est pas en train de gagner. À la longue, si on ne gagne pas, on perd. Parce que l'on perd la confiance du peuple afghan. Si on perd la confiance du peuple afghan, il rebasculera non par choix, mais par désespoir vers les Talibans. C'est un autre sujet pour notre dialogue avec la nouvelle administration qui sera fondamental, notamment dans la perspective du sommet de l'OTAN qui se réunira à Strasbourg-Kehl les 3 et 4 avril. On arrivera à un succès en Afghanistan que si le Pakistan nous aide vraiment. Le président Zardari le dit, on voudrait que cela s'inscrive dans les faits et sur le terrain. Là encore c'est un sujet sur lequel on va travailler main dans la main avec les États-Unis.

Voilà les sujets de politique étrangère qui sont les plus importants.

J'évoquais l'Afghanistan. Il y a plus largement le sujet sécurité et défense. Comme vous l'avez dit Monsieur le président, c'est l'année du 60^e anniversaire de l'Alliance atlantique. Vous en avez parlé aujourd'hui, vous connaissez les intentions du président de la République. Il a d'abord souhaité donner un nouvel élan à l'Union européenne de la défense. C'est fait, personne ne le sait, cela s'est fait au Conseil européen de défense. Nous n'en avons pas parlé parce qu'il y a eu un tel brouhaha sur le paquet énergie climat, sur le traité de Lisbonne, sur d'autres dossiers que l'on a adopté ce programme, qui est très ambitieux, qui

s'étalera sur plusieurs années et qui va complètement transformer les capacités de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité et de la défense. Nous voulions franchir ce pas en préalable à l'ouverture du débat sur l'Alliance atlantique parce que pour nous les deux font la paire. Et parce que nous avons besoin d'une Union européenne avec une défense qui ait de vraies capacités de projection, et d'une Alliance atlantique qui marche et qui doit démontrer notamment en Afghanistan qu'elle fait du travail efficace. Pour le président de la République, les deux sont complémentaires. C'est au sommet du 60^e anniversaire que la France membre fondateur de l'Alliance atlantique co-invitant avec l'Allemagne, fera connaître sa décision. Mais le débat s'engage dès à présent au sein, Monsieur le président, de votre Parlement.

Au-delà les vraies questions qui vont se poser, si on prend un peu d'altitude, à notre partenariat transatlantique, c'est de savoir comment on bâtit la relation avec la Russie et avec la Chine, l'Inde, le Brésil, bref le monde multipolaire qui est une réalité déjà, mais que nous souhaitons harmonieux. Or cette harmonie n'est pas une donnée essentielle et évidente. Cela demandera beaucoup de doigté, de patience, de détermination et de savoir-faire. Il suffit de voir la crise du gaz, sans parler de la Géorgie, pour comprendre que la Russie a une conception qui n'est pas exactement la nôtre de ce qu'est un monde multipolaire harmonieux ou son voisinage apaisé. C'est un sujet que l'on va aborder. Nous avons un bon dialogue avec la Russie mais c'est un dialogue qui ne marque pas toujours un accord parfait. La crise géorgienne l'a illustré de façon assez évidente.

Même questionnement à propos de la Chine. Les Européens ne le savent pas, mais le principal partenaire de la Chine ce ne sont pas les États-Unis dans le domaine économique, c'est l'Union européenne. Mais les Chinois ne le savent pas non plus. Nous n'avons pas réussi pour le moment à le leur faire comprendre et à amener les Chinois à

considérer que leur relation avec l'Union européenne est aussi importante que celle qu'ils développent avec les États-Unis. Dans ce triangle-là, c'est à nous de faire notre part du travail pour rééquilibrer le triangle. C'est un énorme chantier devant nous.

Si on veut que ce monde multipolaire soit harmonieux, il faut refonder le système multilatéral qui est l'huile dans les rouages de la relation entre les principaux États. J'ai déjà parlé des institutions financières internationales, il faut réformer le Conseil de sécurité, il faut muscler les opérations de paix de l'ONU. Il faut surtout élargir le G8 que votre père, Monsieur le président, a fondé en 1975, c'était à une époque où les pays dits émergents n'émergeaient pas. Ils ont émergé et transformé le G8 en ce que nous appelons le G13 c'est-à-dire y faire entrer la Chine, l'Inde, le Mexique, le Brésil, l'Afrique du Sud pour qu'il y ait un Africain, peut-être l'Égypte. C'est ce que nous allons faire cet été avec l'Italie qui sera l'hôte du prochain sommet pour donner cet élan. Les États-Unis étaient très réservés du temps du président Bush, nous ne connaissons pas encore la position du président Obama sur ce sujet mais nous allons pousser de toutes nos forces dans ce sens, parce que nous avons besoin d'un G14 comme nous avons aujourd'hui le G20.

En conclusion, on va avoir une administration Obama en face de nous qui sera très ambitieuse et c'est une bonne nouvelle parce que les chantiers que je viens de vous décrire nécessitent beaucoup d'ambition et beaucoup d'allant et beaucoup de détermination. On aura une administration Obama qui défendra les intérêts de l'Amérique bec et ongles et d'autant plus que la situation économique et donc sociale des États-Unis est très dégradée. Dans le monde de la relation des États, on travaille bien ensemble mais on ne se fait pas de cadeaux. N'ayons pas l'illusion que parce qu'une nouvelle administration arrive tout sera facile. Nous aurons des moments difficiles. Mais sur beaucoup de dossiers et des dossiers qui sont très importants pour nous mais aussi pour

l'avenir du monde, on va se retrouver côte à côte. Je mentionnais le climat, nos valeurs. Ce sont deux vastes sujets sur lesquels on travaillera bien. Cela sera plus difficile sur l'économie. Je mentionnais la régulation. Je crois que le commerce sera un sujet difficile aussi. L'un dans l'autre, on a tout pour bien travailler. Il y a de la part de nos interlocuteurs une vraie volonté de travailler main dans la main avec nous.

Pour une raison simple et cela sera pour moi le mot de la fin, si vous êtes les États-Unis d'Amérique et que vous avez besoin d'alliés pour aller en Afghanistan, d'alliés pour traiter le problème de l'Iran, d'alliés pour régler le problème du Proche-Orient, d'alliés pour mettre l'économie mondiale d'aplomb où est-ce que vous les trouvez, en Europe et nulle part ailleurs. Le monde changera peut-être mais pour le moment cela reste la vraie réalité du monde. La relation transatlantique n'a jamais été plus importante. À nous Français, à nous Européens, de montrer le même tonus, le même degré d'ambition et aussi pour les Européens, la même capacité à nous unir. Sur les Européens, c'est un point d'interrogation. Pour ce qui concerne la France, je n'ai aucune inquiétude, vous connaissez notre président. Il a noué une relation tout à fait exceptionnelle, personnelle, chaleureuse avec le président que l'Amérique s'est donné et qu'elle intronisera demain. Je vous remercie.

Organisation - Communication – Edition

STAUT & Associés

33, rue de Tocqueville – 75017 Paris

Tel. ; 01 43 80 62 26 – Fax : 01 43 80 35 54

e-mail : contact@stautassocies.fr

Prix : 38 euros TTC

